



**ARNDT WEINRICH
& NICOLAS PATIN (DIR.)**

**QUEL BILAN SCIENTIFIQUE
POUR LE CENTENAIRE
DE 1914-1918 ?**

De 2014 à 2018, la France et le monde entier ont commémoré la Première Guerre mondiale. À travers une vague impressionnante et inédite d'événements et d'activités mémoriels de toute sorte, Françaises et Français ont encore approfondi le lien avec l'histoire et la mémoire d'un conflit qui, outre qu'il a marqué de son sceau le xx^e siècle, a laissé des traces profondes dans l'histoire de millions de familles. Les historiennes et historiens, mais aussi de nombreux chercheurs et chercheuses d'autres disciplines, tout comme d'innombrables archivistes, ont pris une part essentielle dans les différents temps du Centenaire, non seulement à travers leurs activités scientifiques, mais aussi dans leur intense travail de médiation des connaissances vers le grand public.

La Mission du centenaire 1914-1918 a commandé au Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne un rapport le plus exhaustif possible sur toutes les activités scientifiques, au sens large, menées en France pendant la séquence commémorative. Une équipe de onze chercheuses et chercheurs a travaillé trois ans durant à ce bilan, qui rassemble et met à la disposition de quiconque souhaite réfléchir à cette échéance mémorielle majeure un nombre considérable de données et d'analyses portant sur tous les aspects du Centenaire scientifique (colloques, publications, médiations...).

Bien au-delà des résultats déjà essentiels qu'il apporte à la compréhension de la mémoire de 1914-1918 en France, et du premier bilan historiographique qu'il trace à partir des données accumulées, cet ouvrage interroge, par son ampleur même, la place de l'histoire dans la Cité et le rapport des Français à leur passé.



sup.sorbonne-universite.fr

QUEL BILAN SCIENTIFIQUE POUR LE CENTENAIRE DE 1914-1918 ?

Mondes Contemporains

collection dirigée par Olivier Forcade

Dernières parutions

Décoloniser les Antilles ? Une histoire de l'État post-colonial (1946-1982)

Sylvain Mary

La Marche à rebours. Regards sur l'histoire soviétique et russe

Françoise Thom

L'Engagement des Américains dans la guerre (1917-1918)

Olivier Chaline & Olivier Forcade (dir.)

Les Diplomates de la République (1871-1914)

Isabelle Dasque

Les Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale (1944-1949).

Histoire d'une intégration

Pawel Sekowski

Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé

Laurence Baratier-Negri

Les Batailles de 1916

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudemann (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII^e-XX^e siècle)

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales

de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Arndt Weinrich & Nicolas Patin (dir.)

Quel bilan scientifique pour le centenaire de 1914-1918 ?

Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre

SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES
Paris

Ouvrage publié avec le concours du Centre international de recherche de l'Historial
de la Grande Guerre, de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale,
du conseil départemental de la Somme et de Sorbonne Université

Les SUP sont un service de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN édition papier : 979-10-231-0706-7

© Sorbonne Université Presses, 2022

PDF complet : 979-10-231-1000-0

© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s (Paris)/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

QUEL BILAN SCIENTIFIQUE
POUR LE CENTENAIRE DE 1914-1918 ?
BILAN GÉNÉRAL

Arndt Weinrich

Nicolas Patin

Le centenaire de la Première Guerre mondiale appartient désormais au passé. Une séquence mémorielle et commémorative d'une ampleur inédite vient de se clore, après avoir impliqué un ensemble d'acteurs considérable : les pouvoirs publics, la société civile, les médias, le monde de la culture et de l'édition ainsi que tous les niveaux de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique. Pendant cinq ans, l'engagement dans la commémoration s'est fait tous azimuts et à différentes échelles, témoignant de la vivacité des mémoires françaises de la Grande Guerre, mémoires au pluriel, convergeant dans une culture de mémoire où se sont conjugués une « politique mémorielle » au sens étroit – celle portée par l'État, et en premier lieu par la magistrature suprême – et le Centenaire « d'en bas », celui des territoires, de la société civile et des familles. À ce jeu d'échelles au plan national s'ajoute la dimension internationale et mondiale des commémorations, sur laquelle le rapport de préfiguration du Centenaire, le « rapport Zimet » de septembre 2011, avait longuement insisté et qui a été un élément structurant du début jusqu'à la fin¹. Plus que le bicentenaire de la Révolution française de 1789, le centenaire de 14-18 s'est inscrit dans des dynamiques aussi bien historiographiques (histoire transnationale et mondiale du conflit) que commémoratives (internationalisation des temps forts commémoratifs dans le cadre européen et surtout franco-allemand depuis les années 1990) qui ont poussé à une transnationalisation, sinon de la mémoire dans son ensemble, tout du moins des grandes cérémonies autour des morts de la Grande Guerre.

1 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international. Rapport au président de la République*, septembre 2011, en ligne : <https://www.vie-publique.fr/rapport/33552-commemorer-la-grande-guerre-2014-2020-propositions-pour-un-centenaire> (consulté le 1^{er} août 2021).

Après cinq ans d'intense activité, il est désormais temps de tirer des conclusions. Peu de séquences commémoratives d'ampleur comparable à celle du Centenaire sont en mesure de rivaliser avec celui-ci en matière de diversité des échelles et des approches, tout comme de durée, au moins depuis le bicentenaire de 1989. Cette ampleur permet d'étudier, en adoptant les focales appropriées, une multitude d'aspects liés, au-delà de la mémoire de la Grande Guerre, à l'écosystème mémoriel à l'intérieur duquel évoluent différents acteurs ayant des périmètres d'action différents. Par conséquent, on ne saurait s'étonner que le Centenaire soit devenu lui-même, et cela dès 2014, un objet d'étude. Un premier bilan pédagogique du Centenaire a d'ailleurs été présenté au printemps 2019². Et le fait commémoratif *stricto sensu*, ses temps forts, ses cérémonies, ses pratiques et ses discours ont fait l'objet d'une mise en perspective au fil du temps, même si une telle démarche ne peut (et ne prétend pas) se substituer à une analyse d'ensemble des aspects mémoriels et culturels du Centenaire qui doit intervenir plus en aval³. Le présent ouvrage, qui répond à une commande de la Mission du Centenaire⁴, n'a pas, lui non plus, pour ambition d'embrasser tous les aspects de la séquence commémorative du Centenaire. Il se donne pour objectif de proposer une première lecture approfondie du versant scientifique du Centenaire tout en reconnaissant que nous manquons encore du recul nécessaire pour une analyse définitive de l'impact de celui-ci sur le champ des sciences humaines et sociales ou des études littéraires, dont les reconfigurations se feront dans un temps plus long et ne deviendront pleinement manifestes que dans quelques années. Il s'agit donc d'une première esquisse, dont les conclusions, mais aussi les données collectées et réunies en annexe, se veulent un outil de travail pour quiconque souhaitant analyser la dimension scientifique du centenaire de la Première Guerre mondiale,

2 Alexandre Lafon (dir.), *Le Centenaire à l'école. Un laboratoire pédagogique*, préface de Jean-Michel Blanquer et Joseph Zimet, postface d'Antoine Prost, Paris, Mission du Centenaire, 2019.

3 Voir le site internet de l'Observatoire du Centenaire (<https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/observatoire-centenaire>, consulté le 1^{er} août 2021); voir aussi *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 121-122, « La commémoration en pratique. Usages et appropriations du centenaire de la Première Guerre mondiale », dir. Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul, 2016/3-4, p.5-66.

4 Lors de sa réunion le 28 avril 2017, le conseil scientifique de la Mission du Centenaire a validé le projet de bilan scientifique élaboré et porté par le comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (CIRHGG). Les travaux du groupe chargé de l'élaboration du bilan ont été suivis par un comité de pilotage composé de Stéphane Audoin-Rouzeau, Caroline Fontaine, Alexandre Lafon, Nicolas Offenstadt, Antoine Prost, Laurent Veyssière, Jay Winter, Arndt Weinrich et Joseph Zimet. Le comité s'est réuni pour la première fois en septembre 2017.

tout comme, incidemment, et vu l'ampleur des données collectées, la place de l'histoire en tant que discipline scientifique dans le débat public.

À travers d'innombrables projets scientifiques (projets de recherche et de publications, organisation de colloques) et de vulgarisation (publications et conférences grand public, interventions dans les médias, implications dans des projets d'exposition), mais aussi par le biais d'un rôle de conseil et de caution dans le processus d'élaboration des politiques de mémoire (c'est notamment le cas pour le conseil scientifique de la Mission du Centenaire), la communauté scientifique toutes disciplines confondues (notamment historiennes et historiens, chercheuses et chercheurs en sciences sociales et littéraires, archéologues, géographes, mais aussi conservatrices et conservateurs du patrimoine et des bibliothèques) a fait preuve d'un investissement soutenu et protéiforme. Produire de la connaissance, diffuser, conseiller : ce triptyque résume la fonction systémique du monde de la recherche sur la Première Guerre mondiale au sein de l'écosystème commémoratif.

En s'efforçant d'embrasser l'ensemble de ces trois champs d'action, essentiels pour la compréhension globale de la manière dont le monde de la recherche a pu se saisir du moment commémoratif, le présent bilan adopte une vision volontairement large du fait scientifique pendant le Centenaire. Il s'ouvre sur un bilan général de l'action de la Mission du Centenaire et de la place des historiens dans le dispositif politico-mémoriel. Ce bilan général revient sur la chronologie de l'action publique, le rôle du conseil scientifique de la Mission du Centenaire ainsi que sur les principaux résultats du présent ouvrage (chapitre 1).

La dimension scientifique au sens étroit, c'est-à-dire la recherche menée sur la Première Guerre mondiale, la production s'adressant aux acteurs scientifiques ainsi que, de manière plus générale, les orientations thématiques et méthodologiques du champ historiographique, est analysée au cœur de la deuxième partie de cet ouvrage : une analyse fine des évolutions de la recherche « Grande Guerre » à travers le prisme des recherches doctorales depuis les années 1980 est ainsi proposée par Simon Catros (chapitre 2). Format d'échange essentiellement scientifique, les colloques et journées d'études organisés par des acteurs scientifiques sont analysés par Elisa Marcobelli (chapitre 3). Franziska Heimbürger décortique quant à elle les orientations thématiques des publications scientifiques du temps du Centenaire (chapitre 4).

Au cours du Centenaire, un certain nombre d'acteurs, d'institutions et de lieux ont non seulement produit du savoir, mais ont contribué à le diffuser. Ils sont analysés dans une troisième partie. Benjamin Gilles se concentre sur le monde des archives et des bibliothèques, qui a servi d'interface entre la recherche et le grand public (chapitre 5). Nicolas Patin se penche, quant à lui, sur l'immense activité éditoriale – les livres du Centenaire –, dont il mesure l'amplitude, pour ensuite évaluer le poids relatif de la production historique en son sein (chapitre 6).

Bérénice Zunino analyse la vague d'expositions concernant le Centenaire, en s'interrogeant non seulement sur la place de l'expertise scientifique en leur sein, mais également sur leur poids dans la diffusion de nouveautés historiographiques (chapitre 7). Enfin, Nicolas Charles se penche sur un espace particulier, celui de l'école – et en l'occurrence des collèges et des lycées – pour voir comment les récentes découvertes scientifiques se répandent, *via* la figure clé des enseignants, jusqu'aux élèves (chapitre 8).

14

Une quatrième partie s'intéresse à la place des historiennes et des historiens dans la cité. Sylvain Delpout propose ainsi une lecture à la fois quantitative et qualitative des conférences « grand public » tenues par des spécialistes de la Grande Guerre, qui ont été, tout au long du Centenaire, un vecteur de transmission de savoirs historiens et de notions historiographiques très important (chapitre 9). Avec les interventions des spécialistes du conflit dans les médias, Lise Galand (chapitre 10) s'intéresse à un autre point de rencontre central entre le grand public et le monde de la recherche. Le Centenaire ayant été la première grande commémoration internationale à l'ère des « nouveaux » médias et des réseaux sociaux, on ne saurait se limiter à l'analyse des vecteurs de transmission traditionnels. Exploitant une importante base de données de *tweets* relatifs à la Première Guerre mondiale, Frédéric Clavert entame une réflexion sur la place des chercheurs et des chercheuses en sciences sociales et humaines dans l'économie de la « twittosphère » du Centenaire (chapitre 11).

Les différents chapitres abordant les différents aspects du « fait scientifique » pendant le Centenaire reposent sur différentes catégories de sources, notamment :

- les publications officielles de la Mission du Centenaire,
- des articles de presse,
- les archives de la Mission du Centenaire,
- différentes enquêtes réalisées auprès de différents publics⁵,
- diverses bases de données bibliographiques et éditoriales⁶,

5 L'équipe chargée de l'élaboration du bilan a lancé plusieurs enquêtes : en janvier 2018 et décembre 2019, un questionnaire détaillé a été adressé à 150 spécialistes français et 20 spécialistes étrangers ayant eu une importante activité en lien avec le Centenaire en France. Une enquête comparable a été réalisée auprès des archives départementales, des Archives nationales, de la Bibliothèque nationale de France, de La Contemporaine ainsi que d'une sélection de bibliothèques municipales. Deux questionnaires ont été adressés aux référents académiques « mémoire et citoyenneté » et aux présidents régionaux de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) respectivement, et un questionnaire à l'attention des enseignants d'histoire a été envoyé *via* la liste de diffusion de l'APHG. Pour les questionnaires, voir annexe.

6 Voir dans cet ouvrage les contributions de Franziska Heimburger et Nicolas Patin.

- des entretiens menés avec différents acteurs du Centenaire⁷,
- la base de données « Tweets » constituée par Frédéric Clavert.

Le caractère varié de ces sources appelle quelques remarques générales sur l'orientation méthodologique du travail effectué. Dans la plupart des chapitres qui suivent, l'approche globale est à la fois quantitative et qualitative, c'est-à-dire qu'elle se construit sur une volonté de mesurer l'ampleur de la participation du monde de la recherche au Centenaire en répertoriant les différents « produits » scientifiques ou de diffusion, avant de passer à une analyse qualitative en s'appuyant sur une taxinomie thématique, géographique et chronologique⁸. Il convient de souligner, cependant, qu'en raison de la nature même des sources évoquées ci-dessus, le degré d'exhaustivité auquel peuvent prétendre les différents chapitres n'est pas homogène : alors que les études sur le champ éditorial (Nicolas Patin), sur les colloques (Elisa Marcobelli) ainsi que sur les expositions (Bérénice Zunino) tendent vers l'exhaustivité, les travaux mettant en relief le rayonnement de la recherche à travers les conférences « grand public » (Sylvain Delpout) et les prises de parole dans les médias (Lise Galand), qui ne peuvent s'appuyer sur des bases de données préexistantes et qui analysent une partie de l'activité rarement mise en avant dans le monde de la recherche, présentent nécessairement une vision partielle.

Afin d'y remédier, le choix a été fait de partir d'un échantillon quantitativement et qualitativement important d'acteurs et d'actrices scientifiques ayant développé une activité importante durant le Centenaire⁹. Si le résultat n'est donc pas exhaustif, il permet tout au moins de prendre la mesure de l'effort de diffusion entrepris par

- 7 Lise Galand et Arndt Weinrich ont mené une quarantaine d'entretiens avec des historiens, des membres de la Mission du Centenaire et différents acteurs politiques et médiatiques. Pour la liste des interlocuteurs, voir annexe.
- 8 Sur la taxinomie utilisée de manière transversale par notre équipe, voir annexe. Les annexes du présent ouvrage représentant des centaines de pages de données, il nous est impossible de les faire figurer dans ce volume. Pour autant, les informations réunies sont d'un intérêt important pour tout lecteur qui voudrait engager une réflexion plus approfondie sur le Centenaire. Nous donnons donc accès à toutes les dites annexes sous forme numérique sur HAL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03484213>. La table des matières des annexes figure en fin de volume.
- 9 Le bilan identifie comme acteur/actrice scientifique du Centenaire : 1. toute personne ayant obtenu ou étant dans le processus d'obtention d'un doctorat, ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs ; 2. tout conservateur/conservatrice (toutes filières confondues), ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs (150 spécialistes, tous disciplines et métiers confondus, ont été les destinataires d'un questionnaire détaillé ; les réponses obtenues ont été complétées par des recherches menées *via* Internet.

la communauté scientifique et surtout de s'interroger sur les thématiques portées par les acteurs/actrices scientifiques vis-à-vis du grand public et des médias.

En proposant une lecture quantitative et qualitative des activités scientifiques et des acteurs scientifiques pendant le Centenaire, ce bilan scientifique entend porter une triple réflexion : réflexion d'abord sur l'impact du Centenaire sur l'historiographie française et, dans une moindre mesure, internationale de la Grande Guerre ; réflexion globale, ensuite, sur la commémoration, que les acteurs scientifiques n'ont cessé d'accompagner et d'animer depuis son commencement jusqu'à son terme ; réflexion générale, enfin, sur la place des sciences humaines, sociales et littéraires en général, et de l'histoire en particulier, dans la « Cité », réflexion prenant le Centenaire dans les multiples interactions entre la communauté scientifique, d'une part, le pouvoir politique, les médias et le grand public, d'autre part, au titre de formidable laboratoire de la fonction sociale de l'histoire académique.

16

De ce point de vue, l'ambition et les résultats de ce bilan dépassent largement la seule question des commémorations de la Grande Guerre et posent un jalon important pour notre compréhension des politiques mémorielles, de l'enracinement du souvenir dans la société et de la place des productions scientifiques dans ces dynamiques générales.

LA PLACE DE L'HISTORIEN DANS LA CITÉ : UN CHANGEMENT À LA FAVEUR DU CENTENAIRE ?

Décrire la place de l'historien dans la société française actuelle est une gageure, d'autant plus que depuis trois décennies, la place de l'« histoire », objet si malléable, est en effet soumise à des tendances contradictoires, entraînant une adaptation nécessaire et constante des spécialistes.

D'un côté, les frontières entre histoire et mémoire, dont il est coutume de souligner en toute occasion l'imperméabilité, sont en réalité en train de se brouiller. L'effervescence mémorielle et commémorative des années 2014-2018, tout comme la manière décentralisée et plurielle par laquelle elle s'est manifestée, viennent confirmer la persistance d'un régime mémoriel qui accorde une place importante, voire sacrale, à la *mémoire*, terme qui s'impose, au fil des années 1990, comme « formule de *pathos* du temps présent¹⁰ ». Qualifié de « boulimie commémorative » (Pierre Nora), de « commémorativité » (Antoine Prost) ou encore de « *memory boom* » (Jay Winter) par un certain nombre de spécialistes, ce régime mémoriel émerge dans un contexte de fragilisation des vecteurs

¹⁰ Martin Sabrow, « Erinnerung als Pathosformel der Gegenwart », dans *id.* (dir.), *Der Streit um die Erinnerung*, Leipzig, AVA, 2008, p.9-24.

traditionnels des commémorations (les États) ainsi que de la notion même de « mémoire nationale ». Dans ses *Lieux de mémoire*, Pierre Nora était l'un des premiers à relever le paradoxe apparent d'une généralisation des sensibilités et des pratiques mémorielles intervenant sur toile de fond d'un affaiblissement du discours de l'État sur le passé national, soulignant que si « la commémoration s'est émancipée de son espace d'assignation traditionnel [...], c'est l'époque tout entière qui s'est faite commémoratrice¹¹ ».

Les débats, en France, commencent d'ailleurs alors à porter sur une certaine omniprésence mémorielle, une anamnèse, un « culte de la mémoire » dit François Bédarida, voire un « abus de mémoire » pour Tzvetan Todorov. C'est évidemment la notion de « devoir de mémoire » qui synthétise ces questionnements multiples non seulement autour du lien – parfois très conflictuel – entre histoire et mémoire¹², mais aussi autour des limites des « injonctions moralisantes à se souvenir¹³ » qui finissent par produire, à l'inverse, de l'oubli. Si ces remarques concernent évidemment le plus souvent la Seconde Guerre mondiale, la mémoire de la Shoah ou celle de l'esclavage, elles n'épargnent pas la mémoire de la Grande Guerre : « la montée du primat compassionnel » a joué dans la focalisation sur la souffrance des Poilus¹⁴. Dans ce cadre, l'historien devient en même temps un acteur incontournable du discours de mémoire général – et c'est toute l'ambiguïté de son rôle au sein des « politiques mémorielles » –, tout comme il est le tenant d'un discours différent, si ce n'est opposé, aux logiques de cette mémoire, discours qui valorise les approches méthodologiques de l'histoire comme discipline universitaire.

Au cours des mêmes décennies, l'histoire au sens large est par ailleurs devenue (ou redevenue) l'objet de controverses purement politiques. Dans une période où l'on thématise à loisir l'affaiblissement des structures du lien social, le passé, au sens large, semble être un réservoir intarissable de légitimité à court terme. L'historien est alors convoqué dans des débats dont il ne maîtrise ni les termes, ni la dynamique. L'expression « roman national » est ici exemplaire à bien des égards.

11 Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, t. III, *Les France : de l'archive à l'emblème*, 1992, p. 998.

12 Les historiens critiquent volontiers ce « devoir de mémoire », car cela leur permet « d'affirmer la vocation scientifique de leur identité » (voir Sébastien Ledoux, « Écrire une histoire du “devoir de mémoire” », *Le Débat*, 170, 2012/3, p. 175-185, ici p. 175). Antoine Prost écrit que « [l']addition des devoirs de mémoire ne conduit pas à l'histoire, elle la désagrège » (voir *Douze leçons sur l'histoire*, Le Seuil, Paris, éd. aug., 2010).

13 Voir Hélène Camarade, « L'usure de la mémoire. L'empreinte du temps sur les mémoriaux de la Seconde Guerre mondiale », dans Pierre Baumann et Amélie de Beaufort (dir.), *L'Usure. Excès d'usage et bénéfices de l'art*, Bordeaux, PUB, 2016, p. 115.

14 Sébastien Ledoux, « Écrire une histoire du “devoir de mémoire” », art. cit., p. 182.

Sa première occurrence contemporaine remonte à un ouvrage paru en 1993 qui faisait d'elle un étendard contre les tendances à dénationaliser l'histoire de France¹⁵. Elle fut reprise au même moment par Pierre Nora¹⁶. Mais c'est à partir des années 2008-2009 que le débat autour du « roman national » a réellement pris de l'importance¹⁷ : d'un côté, une droite dite « décomplexée » s'est emparée de sujets historiques et culturels ; de l'autre, les historiens universitaires ont tenté une réplique à cette politisation de la discipline, notamment autour du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH)¹⁸, qui avait été fondé au moment des lois mémorielles de 2005. Un article de Nicolas Offenstadt, « À bas le roman national ! », résume la situation sur une partie des lignes de front et les ricochets produits par cette polémique dans la définition même des programmes scolaires¹⁹. Dix ans plus tard, la tendance de fond ne s'est pas inversée, et interroge en profondeur la place de l'historien dans la cité : des pamphlétaires se déclarent ainsi historiens, contestant aux universitaires leurs méthodes et leurs partis pris. Éric Zemmour s'est ainsi fait une spécialité d'intervenir dans différents débats, en fragilisant la parole des spécialistes²⁰. Cette toile de fond est celle du Centenaire, celle d'une parole d'experts toujours susceptible d'être reçue dans un espace politique conflictuel, où le poids de la discipline historique dans la construction d'une « identité nationale » est considéré par certains comme

15 Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français : l'antiracisme et le roman national*, Paris, Gallimard, 1993 ; quelques années auparavant, Suzanne Citron avait déconstruit le « mythe national » (*Le Mythe national. L'histoire de France en question*, Paris, Éd. ouvrières, 1987).

16 Pierre Nora (dir.), *Les France : de l'archive à l'emblème*, op. cit., p. 1008.

17 Différentes interrogations dans les grandes bases de données bibliographiques (SUDOC, Gallica), mais surtout numériques (Google Trends, Ngram Viewer) montrent l'émergence de l'expression, d'abord dans les années 1990, puis après 2008.

18 <http://cvuh.blogspot.com> (consulté le 1^{er} août 2021).

19 Nicolas Offenstadt, « À bas le roman national ! », *L'Histoire* (« Collections »), 44, juillet-septembre 2009. Voir également Ismaël Halissat, « Nicolas Offenstadt : “Un récit national est une négation de l'histoire comme discipline scolaire” », *Libération*, 29 août 2016. Et enfin, référence transparente au président Nicolas Sarkozy, Nicolas Offenstadt, *L'Histoire bling-bling. Le retour du roman national*, Paris, Stock, 2009.

20 Florent Barraco, « Éric Zemmour : “La plupart des historiens n'assument plus l'histoire de France” », *Le Point*, 23 septembre 2018. Voir également les débats autour de la récente *Histoire mondiale de la France* dirigée par Patrick Boucheron (Paris, Le Seuil, 2017). Philippe de Villiers semble suivre la même logique dans les textes qu'il consacre à l'histoire de France ou à celle de l'Europe (voir Gérard Bossuat et Robert Frank, « Les historiens n'ont pas attendu de Villiers pour casser le mythe selon lequel seuls les résistants ont contribué à la construction européenne », *Le Monde*, 17 avril 2019).

fondamental²¹. Les prémices du Centenaire ont ainsi fait surgir, chez un certain nombre d'acteurs, une inquiétude ayant trait à une éventuelle politisation à outrance de la commémoration, sans rapport avec la mémoire 14-18 elle-même. La naissance de la Mission du Centenaire est clairement perçue par certains acteurs²² comme appartenant à une séquence longue où la polémique survenue en novembre 2010 autour de la construction d'une Maison d'histoire de France a laissé des traces²³. Historiens et responsables de la politique mémorielle perçoivent ces risques potentiels. L'exemple du scandale autour de la venue du chanteur Black M à Verdun en 2016 est peut-être le plus éclatant de ce point de vue : une mécanique traditionnelle d'agitation en ligne par les membres de l'extrême droite a abouti à un débat politique sur l'identité française. On peut cependant constater que les scandales apparus durant ces cinq ans d'activités mémorielles ont, somme toute – en dehors de ce « moment Verdun » et de la courte « polémique Pétain » de 2018 – été relativement peu nombreux, ou d'ampleur limitée. Une hypothèse du présent ouvrage est que la mémoire 14-18 et son intensité sont nimbées, en quelque sorte, d'une telle puissance de consensus, qu'il est plus difficile aux acteurs de cette récupération politique permanente de s'y aventurer sans risque important. En effet, la figure du Poilu est suffisamment plastique pour que chacun puisse y investir du sens. Inversement, au Royaume-Uni, si la figure du *Tommy* est elle aussi relativement consensuelle, la question de l'entrée en guerre continue de faire débat ; de là découle une question jamais tranchée sur l'utilité ou l'inutilité de cette guerre pour les Britanniques, qui a pour conséquence une résurgence toujours possible de débats. De ce point de vue, à la différence de ce qui vaut pour la France, une grande controverse s'est allumée durant le Centenaire sur le sens global qu'il était convenu de donner à la Grande Guerre – certains polémistes attaquant, là encore, les soi-disant partis pris de la recherche universitaire²⁴. En France, il n'y a pas eu, entre 2013 et 2019, de conflagrations de ce genre.

- 21 Voir l'interview de Laurence de Cock aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, en 2018 : « La question du retour du récit national – et surtout de ses vertus thérapeutiques, c'est-à-dire que "c'est ça qui va régler tous les problèmes de la société" –, cette question-là, elle est extrêmement vive, elle nous revient de plein fouet... » (« Sur l'enseignement de l'histoire », https://www.youtube.com/watch?v=EacjT_hiM48, consulté le 1^{er} août 2021.)
- 22 Voir les entretiens menés avec David Zivie (16 juillet 2018), avec Joseph Zimet (26 juin 2018) et avec Constance Rivière (16 avril 2019).
- 23 Vincent Duclert, « Pour un musée de l'histoire en France », *Le Monde*, 25 novembre 2010. Voir également Claire Bommelaer, « Polémique autour de la Maison de l'histoire de France », *lefigaro.fr*, 10 novembre 2010.
- 24 Voir notamment les polémiques autour du député conservateur Michael Gove en janvier 2014 (Maev Kennedy, « Britain entering First World War was "biggest error in modern history" », *The Guardian*, 30 janvier 2014 et Semas Milne, « First World

La troisième dynamique en cours durant le Centenaire est moins visible, mais tout aussi importante : au cours des vingt dernières années, il a été fait appel de manière beaucoup plus régulière à l'expertise scientifique dans la construction des discours portés vers le grand public, et cela, notamment, dans l'arène des musées, la valorisation du patrimoine ou dans les médias. L'expertise historique s'est ainsi répandue, y compris d'ailleurs à l'occasion de grands procès à caractère historique, inaugurant de fait un nouvel espace d'intervention face à cette « demande sociale d'expertise »²⁵. Dans le cas des musées, de nombreux comités scientifiques voient le jour, que ce soit au sein des collections ou lors de l'organisation de grandes expositions. La création de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, dans sa dénomination même, consacre cette importance nouvelle des historiennes et historiens dans l'activité muséale. Le Mémorial de Caen avait, dès son origine en 1988, associé les historiens à la constitution des collections ou à la gestion quotidienne²⁶. Cependant, l'intégration de l'expertise historique se poursuit et s'accélère, ce que l'on peut voir à travers une myriade d'exemples : le Conseil scientifique international des Plages du Débarquement, mais aussi, de manière beaucoup plus instantanée, à la suite des attentats terroristes de 2015, l'intégration d'historiens, de sociologues ou de philosophes dans le « comité mémoriel »²⁷.

Cette intégration montre que le rôle d'expertise, alors même qu'il est parfois attaqué dans certaines arènes, notamment dans l'arène médiatique, se renforce dans d'autres espaces. On l'a dit, le Centenaire, de ce point de vue – et même s'il est impossible de conclure à une si grande échelle – a plutôt été un moment d'intégration croissante du discours historique.

De là à considérer que le Centenaire a vu converger l'ensemble des logiques décrites ici dans un relatif succès, il n'y a qu'un pas. Faut-il le franchir ? L'intégration

War: an imperial bloodbath. That's a warning, not a noble cause», *The Guardian*, 8 janvier 2014).

25 On pense notamment au procès Papon en 1997. Voir Olivier Dumoulin, *Le Rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris, A. Michel, 2003. Stéphane Audoin-Rouzeau, membre du comité scientifique de la Mission du Centenaire, est ainsi intervenu lors de procès liés au génocide rwandais en 2014 et en 2016 (voir *Une initiation. Rwanda (1994-2016)*, Paris, Le Seuil, 2017).

26 Notamment avec les nombreux liens entretenus avec l'Institut d'histoire du temps présent et les historiens Denis Peschanski, Henry Rouso ou Jean-Pierre Azéma, ainsi que la présence de Claude Quétel comme directeur scientifique. Entretien téléphonique avec Christophe Prime (historien, responsable des collections au Mémorial). Voir également Denis Maréchal, « Témoignage. Le Mémorial de Caen entre mémoire et histoire », dans Jean-Luc Bonniol et Maryline Crivello (dir.), *Façonner le passé. Représentations et cultures de l'histoire (xvi^e-xx^e siècle)*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2004, p. 145-158.

27 Ministère de la Justice, Comité mémoriel, *Terrorisme : faire face. Enjeux historiques et mémoriaux*, 7 septembre 2018 (www.justice.gouv.fr/publication/DIAV_Rapport_Comite_Memoriel.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

plus poussée de l'expertise historique au sein d'une fusion toujours plus achevée entre mémoire et histoire a-t-elle prévenu une politisation des débats autour du Centenaire ? Rien n'est moins sûr. La place de la parole historique semble sortir renforcée de la commémoration, mais en dehors de la galaxie 14-18, la dévaluation de l'expertise et la politisation du passé ont, elles, poursuivi sur leur lancée.

LA MISSION DU CENTENAIRE ET SON CONSEIL SCIENTIFIQUE À L'ÉPICENTRE DU CENTENAIRE

HISTORIQUE DE LA CRÉATION DE LA MISSION ET DE SON CONSEIL SCIENTIFIQUE

La genèse de la Mission du Centenaire et, par conséquent, celle de son conseil scientifique débute en mars 2011, moment où Joseph Zimet, alors directeur adjoint à la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense et des Anciens Combattants, est mandaté par le président de la République d'alors, M. Nicolas Sarkozy, pour faire « le point sur les actions déjà envisagées » en matière de commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, et pour proposer « des pistes de réflexion pour organiser le calendrier des commémorations » et formuler « des propositions concrètes quant à la gouvernance des préparatifs du Centenaire »²⁸. En réalité, depuis l'été 2010, le travail de réflexion est déjà bien engagé, et à partir de janvier 2011 au plus tard Joseph Zimet dispose d'un soutien efficace à l'Élysée en la personne de Henri Guaino, soutien qui se matérialise par ailleurs par la lettre de mission citée ci-dessus²⁹. Toujours est-il que c'est véritablement au cours de la rédaction du « rapport Zimet », remis à la présidence de la République en septembre 2011, qu'est formalisée la réflexion sur la gouvernance des commémorations et que sont donc évoqués pour la première fois l'existence et les attributions du conseil scientifique. Celui-ci doit en effet faire partie d'un « triptyque de la gouvernance » reposant sur : 1) la Mission du Centenaire comme structure dédiée permanente (pour laquelle le rapport préconise d'ailleurs la forme – finalement retenue – d'un groupement d'intérêt public), chargée du pilotage et de la mise en œuvre opérationnelle ; 2) le conseil scientifique, composé d'historiennes et historiens français et étrangers ainsi que de « personnalités qualifiées » ; 3) un comité d'honneur « formé de hautes personnalités désignées par les plus hautes autorités de l'État ». Au sein de ce triptyque, qui, au demeurant, n'a jamais

28 Lettre du président de la République datée du 23 mars 2011, reproduite dans Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, op. cit.

29 Entretiens réalisés avec Joseph Zimet (26 juin 2018) et avec David Zivie (16 juillet 2018).

existé tel qu'il est décrit dans le rapport de préfiguration, le comité d'honneur n'ayant jamais été créé, le conseil scientifique se doit « d'appuyer, par ses réflexions, l'action quotidienne de la Mission » et « d'apporter un sens et une cohérence intellectuelle au Centenaire »³⁰. Un peu plus loin dans le rapport, un deuxième passage à peine plus long s'efforce d'apporter quelques précisions relatives au rôle et au fonctionnement du conseil scientifique :

22

Composé d'historiens et de personnalités qualifiées généralement spécialistes de la période, le conseil scientifique du centenaire de la Première Guerre mondiale aura pour mission de donner un cadre scientifique au Centenaire. Il sera chargé, en particulier, de donner une lecture politique et mémorielle du Centenaire, en d'autres termes de gérer la tension entre l'histoire de la Grande Guerre et la mémoire de celle-ci, en donnant à l'événement sa signification contemporaine. Il agira en toute indépendance. Réuni régulièrement par le commissaire général, il publiera des textes et accompagnera, par sa réflexion, l'action de la Mission et des différents ministères concernés et impliqués dans le Centenaire. Il devrait refléter l'ensemble des sensibilités historiographiques de la période³¹.

L'importance de la mission attribuée au conseil scientifique dans ces deux alinéas contraste singulièrement avec le peu de place accordé à la description de son fonctionnement. En effet, le conseil scientifique qui apparaît en pointillé derrière les passages que nous venons de citer est un conseil auquel son attribution principale, celle « d'apporter un sens et une cohérence intellectuelle au Centenaire » en en donnant « une lecture politique et commémorative », confère, du moins en théorie, un rôle important dans la définition du message commémoratif à porter. Inversement, la fonction de l'opérateur principal, la Mission du Centenaire, est volontairement dépolitisée, puisque réduite à son aspect opérationnel. En cela, le « rapport Zimet » s'inscrit pleinement dans l'évolution, décrite plus haut, du fait commémoratif depuis les années 1990 et qui a entraîné une dé-différenciation de l'histoire et de la mémoire, accroissant, de ce fait, le poids relatif des historiens dans l'écosystème commémoratif.

Au-delà de la description générale du rôle du conseil scientifique, les passages cités contiennent quelques éléments relatifs à son fonctionnement et à sa composition : si ce premier aspect est abordé de manière très générale (indépendance, réunions régulières, publications de textes sans en préciser les modalités exactes), les indications concernant le second aspect posent déjà quelques principes qui sortent du cadre des généralités en prévoyant, tout d'abord, un conseil pluridisciplinaire, puis un conseil où siègent des spécialistes étrangers,

30 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 21.

31 *Ibid.*, p. 88.

et enfin un conseil représentant l'ensemble des sensibilités historiographiques. Il s'agit bien d'une triple orientation de la composition du conseil scientifique – composition qui a effectivement été retenue, nous allons y revenir – et qui reflète une triple idée d'ouverture : d'abord celle vers les représentants du monde des archives, des musées et de l'Éducation nationale ; ensuite la volonté de dépasser le cadre national en invitant des historiennes et historiens étrangers ; et enfin celle de disposer d'un conseil équilibré dans sa dimension historiographique, c'est-à-dire réunissant en son sein toutes les sensibilités historiennes, allusion à peine voilée aux clivages parcourant le champ disciplinaire au moment de l'entrée dans la phase préparatoire du Centenaire : les clivages entre celles qu'on a surnommées de manière superficielle « école du consentement » et « école de la contrainte ».

On peut d'ailleurs s'interroger sur le poids de la recherche universitaire sur la Grande Guerre pendant cette première phase de réflexion et de consultations menée par Joseph Zimet. Le nombre de chercheurs consultés dans le cadre du travail sur le rapport de préfiguration est certes très restreint : parmi les 170 personnes auditionnées, ils ne sont que 8 – 15 en intégrant les chercheurs spécialistes membres ou anciens membres d'institutions de recherche militaires et universitaires non spécialistes s'intéressant, pour différentes raisons, à la Grande Guerre³². Cependant, force est de constater que cela semble en partie dû au format du rapport, qui est avant tout une réflexion sur la gouvernance, et qui, dans le même temps, a pour objectif de préparer le terrain en vue de l'implémentation des recommandations émises, double objectif qui explique la prépondérance d'acteurs politiques au sens large parmi les personnes auditionnées par Joseph Zimet. Les historiennes et historiens ont en fait d'autres canaux pour peser, notamment leur production savante, dont l'impact est cependant dans la plupart des cas plus implicite qu'explicite. En l'occurrence, il convient de signaler notamment deux documents produits par des commissions largement composées d'universitaires qui ont inspiré le « rapport Zimet ». Il s'agit du « rapport Becker » relatif aux commémorations du 90^e anniversaire de la fin de la Grande Guerre, daté de décembre 2007, et du « Rapport de la commission de réflexion sur la modernisation des commémorations publiques » (dit « rapport

32 *Ibid.*, p.93-101. Les chercheurs universitaires spécialistes de la Grande Guerre auditionnés étaient Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Jacques Becker, Olivier Forcade, André Loez, Nicolas Offenstadt, Antoine Prost ainsi que les historiens étrangers Hew Strachan et Arndt Weinrich. La recherche au sein des institutions militaires fut représentée par André Bach, Frédéric Guelton et le Canadien Serge Bernier. Les universitaires non spécialistes auditionnés étaient Jean-Noël Jeanneney, Bernard Maris, Stefan Martens et, même si ce dernier est un cas un peu à part, Yves Le Maner.

Kaspi ») de novembre 2008³³. Qu'il s'agisse de l'accent mis sur l'ancrage territorial et la décentralisation des commémorations, ou sur la dimension mondiale du Centenaire, ou encore sur l'importance de la guerre pour la société française dans son ensemble plutôt que de se limiter à l'expérience combattante *stricto sensu*, le « rapport Zimet » s'inscrit clairement dans la lignée de la réflexion amorcée par ces deux commissions d'universitaires³⁴.

24 La période qui s'ouvre avec la remise du « rapport Zimet » se caractérise par la poursuite des préparatifs : d'une part, sur le plan politico-administratif, le projet de groupement d'intérêt public proposé par Joseph Zimet est validé et il se met en place progressivement ; ce processus aboutit le 5 avril 2012, soit moins de trois semaines avant le premier tour des élections présidentielles, à la signature de la convention constitutive du GIP Mission du Centenaire³⁵. Cette date – juste avant une possible alternance politique – explique en partie la suspicion qui va faire de la Mission « une mine dérivante de l'ancien système³⁶ ». Cette méfiance ira même jusqu'à hypothéquer, dans un premier temps, sa survie. Avant la remise du « rapport Zimet » déjà, en ce qui concerne plus directement le conseil scientifique, décision avait été prise d'en confier la présidence à Antoine Prost, qui avait accepté et réfléchi dès juin 2011, en étroite concertation avec Joseph Zimet, à la liste des membres du futur conseil. C'est en binôme qu'ils se mettent d'accord sur les 35 noms des personnalités devant constituer celui-ci³⁷.

Cependant, il faudra attendre la première réunion du conseil d'administration de la Mission du Centenaire, le 17 avril 2012, pour qu'Antoine Prost soit définitivement confirmé dans ses fonctions de président du conseil scientifique³⁸. Par la suite, au mois de mai, le processus d'invitation est lancé. L'ensemble des « personnalités qualifiées » invitées répond favorablement ; à partir de l'été 2012, le dispositif est ainsi en place. Il ne reste qu'à le faire vivre, notamment en donnant une interprétation opérationnelle aux attributions définies par la convention constitutive dont le périmètre n'est toujours pas fixé de manière précise, même si l'on a gagné en clarté par rapport au rapport de préfiguration, en particulier en ce qui concerne le rôle politico-mémoriel du conseil : là où, dans le « rapport

33 Ces rapports sont consultables en ligne à partir du site internet vie-publique.fr (onglet « Ressources », puis « Rapports »).

34 Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

35 Arrêté du 5 avril 2012 portant approbation du groupement d'intérêt public « Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale – 1914-2014 », *Journal officiel de la République française*, 11 avril 2012.

36 Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

37 *Ibid.* ; voir aussi l'entretien avec Antoine Prost (15 mai 2018).

38 L'article XX de la convention constitutive de la Mission prévoit que le président du conseil scientifique est nommé par le président du groupement, sur proposition du directeur général, après avis du conseil d'administration (voir annexe).

Zimet », le conseil devait « donner sens » aux commémorations, procéder à une « lecture politique et mémorielle », il est maintenant seulement censé émettre « des avis » et « débattre de toute question relative à l'organisation du programme commémoratif »³⁹, une formule certes moins ambitieuse, mais au demeurant plus réaliste s'agissant de ce qu'un conseil scientifique peut apporter sans sortir de son rôle. Il n'empêche : cette question du poids du conseil sur les politiques mémorielles a été l'une des questions qui s'est régulièrement invitée dans ses débats, souvent d'ailleurs pour aboutir au constat fataliste d'une non-prise en compte des recommandations émises préalablement. Avant de décrire de manière chronologique les différents événements qui ont façonné, à la faveur des cinq ans de commémorations, le rôle du conseil scientifique, ses actions concrètes, les différentes polémiques, il est important de peindre un portrait sociologique dudit conseil, et de proposer une photographie de ses fonctions, tout comme de son fonctionnement. Nous reviendrons ensuite à une perspective diachronique.

SOCIOLOGIE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

En analysant la liste des membres du conseil au fil du Centenaire, on est d'emblée amené à constater une indéniable stabilité : de 35 membres en 2012 (en comptant son président et le directeur général de la Mission, qui est membre de droit du conseil⁴⁰), le conseil est certes passé à 39 membres en 2019, mais parmi ceux-là, 32 étaient présents depuis 2012, soit une très large majorité⁴¹. La physionomie

39 *Ibid.*

40 *Ibid.*

41 En septembre 2012, la composition du conseil est la suivante : Antoine Prost (président, PR émérite, Paris I, année de naissance : 1933) ; Jean-Paul Amat (PR, Paris IV, 1949) ; Stéphane Audoin-Rouzeau (DE, EHESS, 1955) ; André Bach (général, ancien directeur du SHD, 1943-2017) ; Annette Becker (PR, Paris 10, 1953) ; Alain Bergounioux (IGEN, 1949) ; Rémy Cazals (PR émérite, Université de Toulouse, 1942) ; Jean-François Chanet (PR, IEP Paris, 1962) ; François Cochet (PR, Université de Metz, 1954) ; Olivier Forcade (PR, Paris IV, 1964) ; Robert Frank (PR émérite, Paris I, 1944) ; Frédéric Guelton (colonel, ancien chef du département de l'armée de Terre du SHD, 1953) ; David Guillet (conservateur général, Musée de l'Armée, 1957) ; Valérie Hannin (agrégée, rédactrice en chef de *L'Histoire*, 1957) ; John Horne (PR, Trinity College Dublin, 1949) ; Élise Julien (MCF, IEP Lille, 1976) ; Gerd Krumeich (PR émérite, Université de Düsseldorf, 1945) ; Yves Le Maner (directeur de la mission « Histoire, mémoire et commémorations » au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, 1954) ; André Loez (agrégé et docteur en histoire, professeur en CPGE et chargé de cours à l'IEP Paris, 1977) ; Agnès Magnien (conservatrice en chef, directrice des AN, 1966) ; Bernard Maris (PR, Paris 8, conseiller scientifique de la Mission du Centenaire, 1946-2015) ; Raphaël Muller (conseiller, ministère de l'Éducation nationale, 1979) ; Isabelle Neuschwander (conservatrice

du conseil n'a donc pas été modifiée en profondeur au fil des années. 3 membres « fondateurs » ont quitté le Conseil pour différentes raisons⁴² ; 7 autres ont été cooptés à différents moments, notamment en septembre 2015, où l'élargissement le plus sensible s'est opéré⁴³. Le seul renouvellement régulier tout au long du Centenaire concerne les représentants de l'Inspection générale de l'Éducation nationale⁴⁴.

Avant d'analyser l'action et le fonctionnement du conseil scientifique, quelques remarques relatives à sa sociologie s'imposent. Si le « rapport Zimet » avait déjà défini quelques critères – déjà cités – devant présider à la composition du conseil (caractère international, transdisciplinaire, transhistoriographique), d'autres s'y ajoutent rapidement : il s'agit de l'équilibre hommes/femmes, de l'équilibre Paris/province ainsi que d'un critère générationnel, c'est-à-dire l'idée d'inclure « de jeunes chercheurs »⁴⁵. Il paraît pertinent de partir de ces six orientations pour dresser le portrait du conseil en s'interrogeant notamment sur les évolutions qu'il a pu connaître, sur ces différents points, entre 2012 et 2019.

26

générale, ancienne directrice des AN, 1958) ; Philippe Nivet (PR, UPJV, 1967) ; Nicolas Offenstadt (MCF, Paris I, 1967) ; Marie-Noëlle Polino (secrétaire générale et scientifique, AHICF, 1961) ; Stéphanie Prezioso (PR, Université de Lausanne, 1969) ; Anne Rasmussen (MCF, Université de Strasbourg, 1963) ; Hew Strachan (PR, All Souls College Oxford, 1949) ; Valérie Tesnière (conservatrice générale, BDIC, 1959) ; Laurent Veyssière (conservateur en chef, DMPA, 1969) ; Arndt Weinrich (chargé de recherche, Institut historique allemand, 1979) ; Jay Winter (PR émérite, Université de Yale, 1945) ; Laurent Wirth (IGEN, 1949) ; Joseph Zimet (directeur général, MdC, 1973). Bien que son appartenance au conseil ne soit définie nulle part, le directeur adjoint de la Mission peut, lui aussi, être considéré, de par sa présence régulière et ses prises de parole, comme un membre *de facto* du conseil scientifique. En 2012, et jusqu'en 2015, ce poste était occupé par David Zivie. Ses successeurs ont été Alexandre Lafon (2015-2016) et Laurent Veyssière (2016-2019). Nous n'avons cependant pas comptabilisé le directeur général adjoint dans les différentes analyses qui suivent à moins qu'il ne soit, comme Laurent Veyssière, également membre de droit du conseil.

42 Alain Bergounioux a quitté le conseil au moment de son départ en retraite (2015), Bernard Maris s'est retiré en 2013 et André Bach est décédé en 2017.

43 Emmanuelle Cronier (MCF, UPJV, 1971) a rejoint le conseil au début de 2013. Les nouveaux arrivants en septembre 2015 sont Olivier Barbarant (IGEN, 1966), Nicolas Beaupré (MCF, Université de Clermont-Ferrand, 1970), Laurence Campa (PR, Paris 10, 1967), Michel Hagnerelle (IGEN, 1954), Benjamin Gilles (conservateur du patrimoine, BDIC, 1978) et Manon Pignot (MCF, UPJV, 1978).

44 Ainsi se sont relayés Alain Bergounioux (2012-2015), Michel Hagnerelle (2015-2017), François Louveaux (2017-2018) et Jérôme Grondeux (2018-2019), Laurent Wirth, doyen du groupe « Histoire-géographie » de l'IGEN jusqu'en 2012 (membre du conseil 2012-2019) et Olivier Barbarant (groupe « Lettres » de l'IGEN, membre du conseil 2015-2019) complétant le groupe des inspecteurs généraux de l'Éducation nationale.

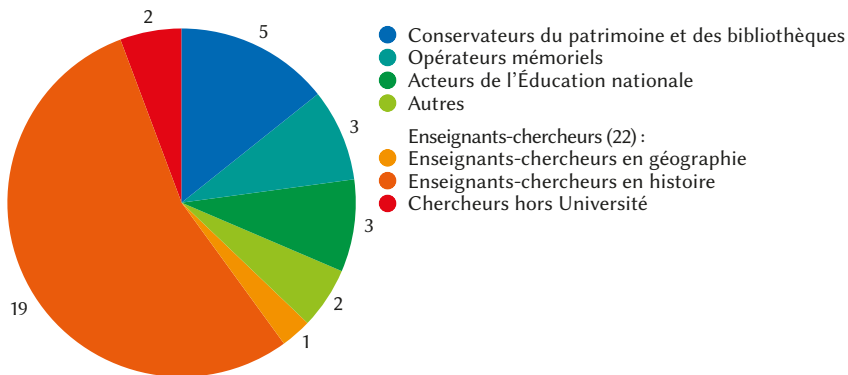
45 Compte rendu de la première réunion du conseil d'administration de la Mission du Centenaire, 17 avril 2012.

L'ouverture internationale a d'emblée été réalisée par l'intégration d'historiens étrangers. Ainsi, 6 historiennes et historiens étrangers ont fait partie du conseil dès son origine. Il s'agit de John Horne, Hew Strachan et Jay Winter (représentant tous trois, aussi bien par leur nationalité que leurs affiliations institutionnelles, la recherche anglo-saxonne), de Gerd Krumeich et d'Arndt Weinrich, qui représentent l'historiographie allemande, et de l'historienne suisse Stéfanie Prezioso. Outre la maîtrise d'historiographies non françaises de la guerre de 14-18, ils ont tous apporté une sensibilité d'histoire transnationale et/ou comparative déjà portée par de nombreux membres français du conseil. Afin de prendre la mesure de l'ouverture internationale du conseil, il convient de le comparer, sur ce point précis, avec d'autres instances scientifiques consultatives ayant vu le jour pendant le Centenaire avec pour objectif de servir d'appui aux autorités publiques en matière de définition des politiques mémorielles. Or, à ce titre, le verdict est sans ambiguïté : ni le Historical Advisory Board de la US World War One Centennial Commission, ni le comité scientifique consultatif du Comité d'organisation fédéral belge, ni le Centenary Advisory Board du Department for Digital, Culture, Media & Sport servant d'opérateur mémoriel au gouvernement britannique ne comprennent ne serait-ce qu'un seul historien/spécialiste étranger. À l'échelle du conseil se vérifie donc ce qui était bien visible à une plus large échelle pendant tout le Centenaire, c'est-à-dire que la France est sans doute le pays dont l'engagement en faveur de l'internationalisation des commémorations a été le plus important.

L'importance de cette ouverture internationale est plus manifeste encore quand on la compare à la place des universités de province, moins importante. En 2012, 5 membres du conseil représentent des institutions situées en dehors de la région parisienne (il s'agit des universités d'Amiens, de Metz, de Toulouse et de Strasbourg ainsi que de l'IEP de Lille). À bien des égards, et en forçant le trait, on pourrait donc dire que le conseil, dans sa composition de 2012, est d'abord parisien et international avant d'être ancré en région, cette dernière dimension n'arrivant qu'après les deux autres en matière de représentation au sein du conseil⁴⁶.

46 Entre 2012 et 2019, avec l'arrivée de Nicolas Beaupré (Clermont-Ferrand) et de deux chercheuses de l'université d'Amiens (UPJV), Emmanuelle Cronier et Manon Pignot, les universités non parisiennes ont (légèrement) gagné en poids, l'UPJV devenant même l'université la mieux représentée au sein du conseil (3 membres), *ex aequo* avec l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, cette dernière étant, en revanche, représentée par un seul chercheur en activité (Nicolas Offenstadt), alors que tous les représentants de l'UPJV (Emmanuelle Cronier, Philippe Nivet, Manon Pignot) sont loin d'atteindre l'âge de la retraite.

En ce qui concerne la volonté d'interdisciplinarité et d'intégration de tous les métiers liés à l'histoire de la Première Guerre mondiale, le conseil scientifique tel qu'il s'est réuni pour la première fois en septembre 2012 a le visage suivant :



28

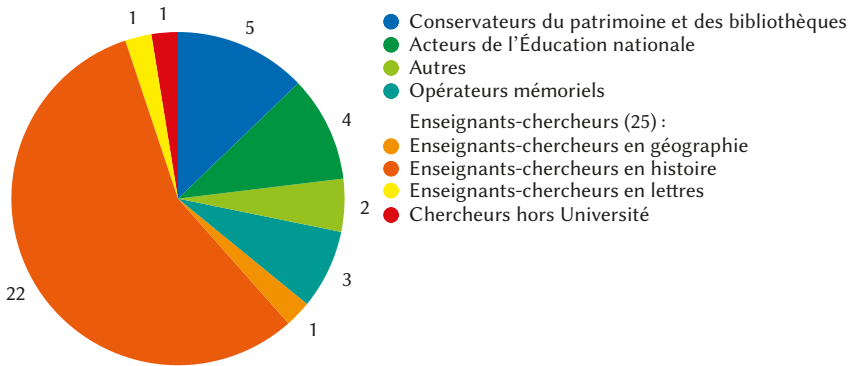
1. Composition par métier du conseil scientifique en septembre 2012

On constate certes le poids important des chercheurs spécialistes de la Grande Guerre, avec 22 membres sur 35 et, à l'intérieur de ce groupe, l'importance des historiens universitaires⁴⁷, mais il apparaît tout aussi nettement que les « personnalités qualifiées » et, au premier chef, les conservateurs du patrimoine (filière archives et musées) occupent une place non négligeable, ceci d'autant plus que tous les membres du conseil entrant dans cette catégorie ont une expérience de direction et de gestion de projets très importante, tendant à accentuer leur poids pour toute question non historiographique⁴⁸.

L'équilibre dessiné par le graphique précédent n'est guère remis en question par les fluctuations des membres du conseil au cours du Centenaire évoquées plus haut. Malgré l'afflux de nouveaux membres, le schéma global reste remarquablement stable.

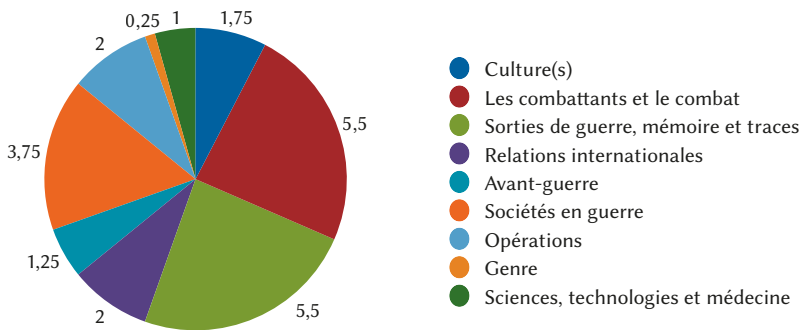
47 Le nombre des historiens universitaires (19) n'est pas à confondre avec le nombre total d'historiennes et d'historiens au sein du conseil. Le critère retenu étant l'affiliation institutionnelle, le nombre d'historiens au conseil dans son sens large est en fait plus important. Ainsi, les deux chercheurs non universitaires (André Bach et Frédéric Guelson) sont aussi bien des historiens de formation que les représentants de l'Éducation nationale ou encore Yves Le Maner, qui a été classé dans la catégorie des opérateurs mémoriels du fait de sa charge de directeur de la mission « Histoire, mémoire, commémorations » au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

48 Isabelle Neuschwander et Agnès Magnien ont dirigé les Archives nationales ; Valérie Tesnière dirige La Contemporaine (ex-BDIC) ; David Guillet était directeur adjoint du Musée de l'Armée avant de passer à la BnF ; Laurent Veyssière était responsable de l'action culturelle de la DMPA avant de passer à la Mission du Centenaire, dont il est devenu le directeur général adjoint.



2. Composition par métier du conseil scientifique en juin 2019

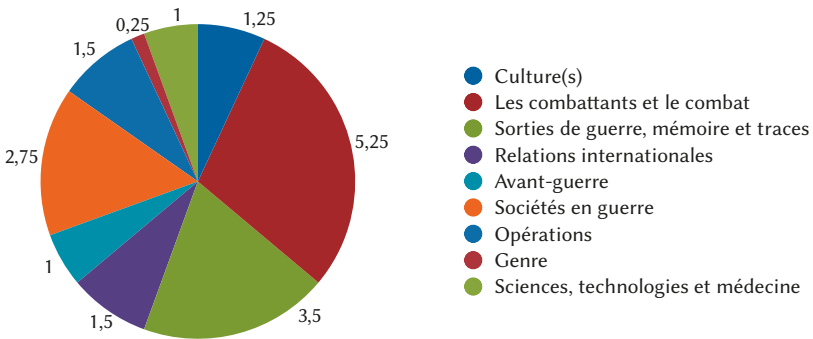
En ce qui concerne les sensibilités historiographiques – le troisième critère –, le « classement » des membres du conseil en fonction de leurs centres d'intérêt, en 2012 puis en 2019, est donné par les graphiques suivants⁴⁹ :



3. Centres d'intérêts des membres du conseil scientifique (2012)

49 Le codage des membres du conseil s'est fait à partir de la taxinomie thématique élaborée par le groupe de travail. Ont été pris en compte tous les membres témoignant d'une production scientifique relative à la Grande Guerre, y compris, donc, les membres classés en raison de leur affiliation institutionnelle dans d'autres catégories que celle des « Enseignants-chercheurs » et « Chercheurs hors Université » spécialistes de la Grande Guerre (voir graphique précédent). C'est le cas, par exemple, de Bernard Maris et d'Yves Le Maner, intégrés parmi les « Opérateurs mémoriels » mais qui, tout comme les conservateurs Laurent Veyssière et Benjamin Gilles, sont les auteurs d'une importante production scientifique sur 14-18. Compte tenu de l'étendue et de la richesse de l'œuvre de bon nombre de membres du conseil qu'il est impossible de réduire à une, voire à deux catégories thématiques, jusqu'à quatre « valeurs » ont été attribuées par personne, la « valeur » totale par personne étant toujours égale à 1. Un collègue ayant essentiellement travaillé sur la littérature de guerre a donc augmenté la valeur de la catégorie « Culture(s) » de 1, alors qu'un collègue s'inscrivant dans quatre champs thématiques a compté pour 0,25 dans chacun d'entre eux.

Avec « Les combattants et le combat », dont les deux sous-catégories les plus importantes sont sans surprise « Expérience de guerre » et « Refus et contestation »⁵⁰, « Sorties de guerre, mémoire et traces »⁵¹ et « Sociétés en guerre », ce sont les trois champs effectivement au cœur du renouvellement historiographique depuis les années 1990 qui ont été les mieux représentés. Les champs traditionnels, ceux de l'histoire des opérations, des origines de la guerre, et des relations internationales, sont représentés, mais ne jouent pas un rôle de premier plan. En cela, la composition du conseil scientifique est donc représentative du champ historiographique « Grande Guerre » dans son ensemble, tout au moins dans les grandes orientations, puisque par rapport à l'ensemble de l'historiographie française⁵², la catégorie « Les combattants et le combat » semble sous-représentée. À ce titre, une analyse des centres d'intérêts des seuls membres français du conseil est intéressante dans la mesure où elle illustre le poids des étrangers dans l'équilibre entre les trois catégories thématiques « Les combattants et le combat », « Sorties de guerre, mémoire et traces » et « Société en guerre ». Le fait d'enlever les historiens étrangers fait nettement émerger « Les combattants et le combat » comme centre d'intérêt le plus important :



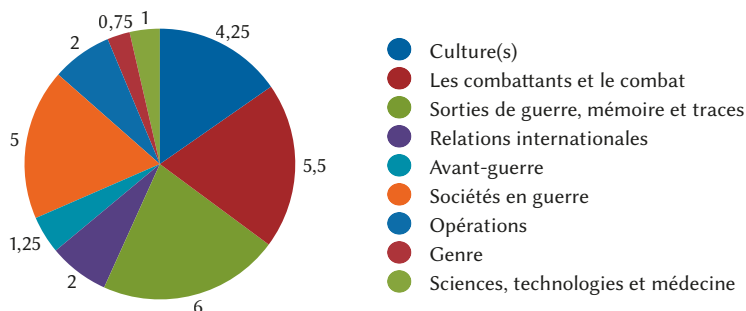
4. Centres d'intérêt des membres français du conseil (2012)

50 « Expérience de guerre » compte pour 2,5 en 2012 et pour 3 en 2019 ; « Refus et contestation » pour 2,5 en 2012 et pour 2 en 2019 (les 0,5 points restant entrant dans la sous-catégorie « Impact sur l'environnement / Paysage »).

51 À l'intérieur de cette catégorie, c'est « Mémoires et commémorations » qui arrive largement en tête, avec un score de 3,25 en 2012 et 3,75 en 2019. Les autres sous-catégories sont « Sorties de guerre » (1 en 2012/2019), « Environnement / Paysage » (0,5 en 2012/2019) et « Traités de paix » (0,75 en 2012/2019). Il convient de noter que le score de la catégorie « Sorties de guerre, mémoire et traces » en général, et celui de la sous-catégorie « Mémoires et commémorations » également, auraient été bien plus importants encore si la littérature de guerre, qui a évidemment une forte dimension mémorielle, avait été, ne serait-ce qu'en partie, comptabilisée ici. Mais le choix a été fait de l'intégrer intégralement dans la catégorie « Culture(s) ».

52 Voir par exemple, *infra*, l'analyse que fait Simon Catros de la recherche doctorale depuis les années 1980.

La comparaison des années 2012 et 2019 ne présente que peu d'intérêt, le poids relatif des différentes thématiques n'évoluant pas d'une manière pouvant s'expliquer autrement que par des facteurs contingents. Il n'y a qu'une exception à cette règle, c'est le poids de la catégorie « Culture(s) » qui sort largement renforcée de l'élargissement du conseil en 2015, avec l'arrivée d'Olivier Barbarant, Nicolas Beaupré, Laurence Campa et Benjamin Gilles qui s'intéressent tous à la littérature de guerre. Il s'agit là d'un choix assumé d'accroître l'expertise du conseil en la matière.



5. Centres d'intérêt des membres du conseil scientifique (2019)

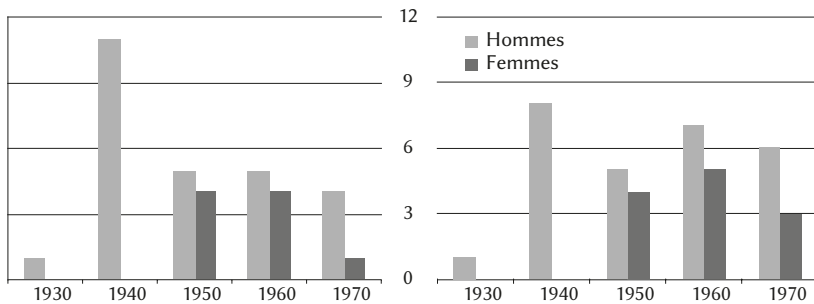
Une réflexion portant sur les sensibilités historiographiques des membres du conseil ne peut cependant se limiter à l'analyse des centres d'intérêt des uns et des autres. La notion de « sensibilité » renferme celle d'interprétation historiographique et est à ce titre une allusion à la controverse dite du « consentement » et de la « contrainte », qui a joué un rôle structurant pour l'ensemble du champ historiographique français de la guerre de 14-18 – et même au-delà – dans les années 2000. Compte tenu de l'institutionnalisation qu'a connue cette controverse, la question de la représentation des différents courants historiographiques s'est *de facto* résumée à celle de trouver un équilibre entre les historiennes et historiens de l'Historial de la Grande Guerre (ou plus précisément du Centre international de recherche de l'Historial de Péronne) et les membres du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 14-18 (CRID 14-18). C'est sans aucun doute cette question qui a été la plus difficile à trancher dans le processus de composition du conseil, différents arbitrages ayant débouché sur une liste « pesée au trébuchet⁵³ ». Au final, 5 membres du CRID 14-18 et 8 membres du CIRHGG ont intégré le conseil en 2012, respectivement 4 et 4 en ne tenant pas compte des étrangers, de toute façon moins impliqués dans une controverse perçue largement comme franco-française.

53 Entretien avec Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

On peut donc dire qu'il y a une sorte de parité, même si, par la suite, avec l'élargissement du conseil en 2015, le centre de gravité s'est déplacé en faveur de Péronne, à un moment, cependant, où la controverse avait de toute façon largement perdu son caractère structurant. L'intégration des deux « écoles » et la volonté de composer un conseil susceptible de fonctionner malgré les tensions interpersonnelles très fortes est révélatrice d'une volonté de disposer d'un conseil scientifique opérationnel dont le caractère « œcuménique » pouvait désamorcer des polémiques qui auraient pu contaminer les commémorations. Il y a là une sensibilité historiographique doublée d'un calcul politique, qui a poussé la Mission du Centenaire à aller assez loin dans la recherche d'un équilibre historiographique : au-delà de la composition du conseil même, la composition de l'équipe opérationnelle de la Mission a été guidée par ce même souci, avec le recrutement de deux historiens appartenant chacun à l'une des deux tendances, en l'occurrence Damien Baldin et Alexandre Lafon⁵⁴.

32

Si la solution retenue pour l'apaisement des clivages historiographiques a donc été celle de la parité, ceci fut loin d'être le cas, en revanche, pour l'équilibre hommes/femmes ainsi que pour la représentation de la jeune recherche. Les graphiques suivants donnent une idée assez précise de l'état des choses en ce qui concerne ces deux dernières orientations :



6. Membres du conseil (hommes/femmes) par décennie de naissance en 2012 (à gauche) et en 2019 (à droite)

Le premier constat qui s'impose est celui de l'absence de parité. Ainsi, en 2012, on ne compte que 9 femmes face à 26 hommes. La situation est particulièrement déséquilibrée pour les membres du conseil nés entre 1940 et 1949, 11 hommes se retrouvant littéralement seuls autour de la table. Comme il s'agit là de la cohorte la plus importante, ce déséquilibre pèse lourd sur le ratio hommes/femmes global. En ce qui concerne les années de naissances 1950-1959 et 1960-1969, la situation

54 Entretiens avec Alexandre Lafon (19 juin 2018), Damien Baldin (23 octobre 2018) et Joseph Zimet (26 juin 2018).

se présente sous un jour plus équilibré, puisqu'on a une situation de quasi-parité (5:4 pour les deux groupes). En revanche, pour la cohorte d'âge la plus jeune (et la moins nombreuse en 2012 avec 5 membres, Joseph Zimet inclus), les années de naissance 1970 à 1979, l'on constate de nouveau un déséquilibre plus important (4:1)⁵⁵. De manière générale, on peut dire que l'internationalisation du conseil a renforcé le déséquilibre hommes/femmes, puisque au sein du groupe des historiens étrangers la surreprésentation masculine a été plus importante (5:1) que dans le groupe des membres français (21:8).

En regardant l'évolution du conseil en ce qui concerne la composition par groupe d'âge et le ratio hommes/femmes entre 2012 et 2019, on arrive aux conclusions suivantes : premièrement, on constate une légère féminisation des membres du conseil (27:12). Celle-ci s'explique, d'une part, par la diminution du nombre de membres nés entre 1940 et 1949, d'autre part, par une politique de cooptation plus paritaire, puisqu'en ce qui concerne les nouveaux entrants depuis 2013, il y a parité (3:3), si l'on ne compte pas les membres *ex officio*, les doyens du groupe « Histoire-géographie » qui se sont relayés au conseil et qui ont tous été des hommes.

Le deuxième constat est celui d'un rajeunissement relatif. Le groupe d'âge le plus important numériquement en 2012, les membres nés entre 1940 et 1949, passe à la dernière place (abstraction faite, bien sûr, du groupe des membres nés entre 1930 et 1939, qui est représenté par le seul Antoine Prost). À la fin du Centenaire, la cohorte d'âge la plus importante en termes d'effectifs est celle composée par les années de naissance 1960-1969 (12 membres) et le groupe qui a progressé le plus est celui dont les membres sont nés entre 1970 et 1979, qui passe de 5 à 9 membres. À ce développement correspond la montée en puissance des maîtres de conférences (et équivalents). Alors qu'ils étaient 4 face à 17 professeurs des universités/directeurs et directrices d'études (pour ne compter que les universitaires), ils sont 7 (face à toujours 17 professeurs des universités/directeurs et directrices d'études) en 2019.

FONCTIONS ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA MISSION DU CENTENAIRE

L'attribution principale du conseil scientifique de la Mission du Centenaire est définie par la convention constitutive du 5 avril 2012, qui prévoit, nous l'avons souligné, que le conseil scientifique émet « des avis » et « débat de toute question relative au programme des commémorations ». La fonction mise en avant ici

55 Sur ces questions de rapport entre classe d'âge et sex-ratio, voir aussi *infra* la contribution de Franziska Heimburger.

consiste à conseiller la politique mémorielle élaborée par l'opérateur mémoriel qu'est la Mission du Centenaire. Cette mission a été réalisée à travers différentes notes produites par le conseil scientifique à différents moments. Au-delà de ce rôle, dont il conviendra par ailleurs d'évaluer la portée, le périmètre d'action du conseil s'est construit progressivement, notamment autour du processus de labellisation qui a vite émergé comme un deuxième champ d'action essentiel et structurant : tous les projets demandant le label du Centenaire ont en effet été expertisés par le conseil scientifique avant que la décision définitive d'octroi (ou non) de ce label ne soit prise par le comité de labellisation, comité où la voix du conseil scientifique était d'ailleurs bien représentée, puisque le président du comité de labellisation n'était autre que le président du conseil scientifique.

34

Face à ces deux domaines d'action, qui seront au cœur de notre propos, d'autres activités du conseil ont été d'une importance bien moindre, voire négligeable : c'est le cas notamment de la production de contenus pour le site internet de la Mission (ou au moins pour l'espace scientifique de ce dernier), qui avait initialement été envisagée comme l'une des missions du conseil, l'opérateur souhaitant être accompagné d'un « conseil scientifique producteur⁵⁶ ». Si de nombreux membres ont pu produire des textes qui ont été publiés sur www.centenaire.org, le conseil dans son ensemble ne s'est pas du tout approprié l'espace scientifique du site et n'a pas joué le rôle d'animateur actif qu'on aurait pu imaginer et qui, de fait, avait été imaginé dans les premières discussions au sein du conseil⁵⁷. Si le site web de la Mission a bien réussi son pari de s'installer au cœur de la dynamique française du Centenaire sur Internet⁵⁸, ceci s'est donc fait sans que le conseil y joue un rôle d'importance. Cette absence d'ambition s'explique sans doute par les multiples engagements des membres du conseil en dehors du cadre de la Mission, mais aussi, nous allons y revenir, par la relative faiblesse des moyens consacrés au fonctionnement du conseil scientifique.

Un constat similaire s'impose lorsque l'on analyse l'action scientifique menée par le conseil *stricto sensu* : alors que la question de savoir quelle impulsion le conseil pouvait donner à la recherche « Grande Guerre » a été soulevée dès la première réunion du conseil⁵⁹, celui-ci peine à développer une activité en ce sens et abandonne même *expressis verbis* toute idée d'un grand projet de recherche

56 Compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 29 janvier 2013, p. 10 (voir annexe).

57 *Ibid.* Voir aussi l'entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

58 Voir *infra* la contribution de Frédéric Clavert.

59 Voir le compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 20 septembre 2012, notamment la prise de parole d'Olivier Forcade, p. 7-8 (voir annexe).

porté par la Mission du Centenaire dès septembre 2014⁶⁰. Ainsi, en dehors du grand colloque international « Les batailles de 1916 » qui s'est tenu du 22 au 25 mai 2016 à Paris⁶¹, et qui est le résultat d'une initiative du conseil scientifique, aucun projet collectif porté par le conseil n'a vu le jour. Cet état de fait n'a pas empêché la Mission du Centenaire, il est important de le souligner, de jouer un rôle de facilitateur et d'inspirateur de recherches sur la Grande Guerre et sa commémoration, en signant des conventions avec différents acteurs de la recherche universitaire et extra-universitaire⁶². Certes, un certain nombre de ces coopérations ont pu être présentées et discutées devant le conseil – c'est le cas, par exemple, de l'Observatoire du Centenaire, qui a fait l'objet d'une discussion au cours de la réunion du 12 mai 2014, ou, nous l'avons dit, du présent ouvrage, dont le concept a été validé à l'occasion de la réunion du 28 avril 2017 – mais il s'agit là d'une discussion/validation de projets impulsés par la Mission ou construits bilatéralement avec d'autres partenaires et aucunement de projets portés, à l'origine, par le conseil lui-même.

Avant d'aborder dans le détail les notes produites par le conseil en vue d'orienter les autorités politiques, ainsi que le processus de labellisation, quelques remarques relatives à son fonctionnement permettent de comprendre l'organisation de son action.

Fonctionnement et organisation du conseil scientifique

Le fonctionnement du conseil repose sur différents piliers qui concourent à la construction d'une position commune et, ensuite, à son expression : en premier lieu, les réunions plénières (trois par année, en vertu de la convention constitutive) ont été des moments d'échanges et de débat privilégiés et ont servi à préparer et/ou à valider les initiatives prises par le conseil. Au total, entre 2012 et 2019, le conseil s'est réuni quatorze fois : une fois en 2012, trois fois en 2013, deux fois en 2014, quatre fois en 2015 (dont deux fois pour préparer le colloque consacré aux batailles de 2016), une fois en 2016, deux fois en 2017 et une fois en 2018. On peut même considérer un total de seize réunions en comptant une « réunion de crise » au plus fort de l'« affaire Pétain » en novembre 2018, sur laquelle nous aurons à revenir, et la réunion avec le président de la République organisée le 9 novembre 2018 à Péronne.

60 Voir le compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 29 septembre 2014, version courte, p.4 (en annexe).

61 Alexandre Lafon (dir.), *Les Batailles de 1916*, Paris, SUP, 2018. Voir également la contribution d'Elisa Marcobelli dans ce volume.

62 Voir *infra* la contribution de Simon Catros.

Tableau 1. Les réunions plénières du conseil scientifique

Date	Lieu	Ordre du jour
20/9/2012	BnF	Réunion inaugurale; le « rapport Zimet » ; organisation du travail du conseil
29/1/2013	Ministère de la Défense	Organisation du travail du conseil; les commémorations de 2014
26/6/2013	BnF	Point sur le programme commémoratif 2014 et la labellisation
7/11/2013	Musée Clemenceau	Bilan de la première vague de labellisations
12/5/2014	Hôtel des Invalides	Bilan de la deuxième vague de labellisations; perspectives sur les suites de la commémoration de la Première Guerre mondiale (2015-2018)
29/9/2014	Hôtel des Invalides	Note sur le génocide de 1915; suite des commémorations (2015-2018); état de l'historiographie de la guerre
20/4/2015	Mission du Centenaire	Point sur les labellisations 2014 et 2015; l'année 2016: Verdun et la Somme
26/5/2015	Mission du Centenaire	Colloque « Les batailles »
30/6/2015	Mission du Centenaire	Colloque « Les batailles »
9/11/2015	Mission du Centenaire	Point sur les labellisations de 2015; colloque « Les batailles »
4/11/2016	BnF	Les commémorations de l'année 2017; note sur les mutineries
28/4/2017	Mission du Centenaire	Les commémorations de l'année 2018; bilan scientifique du Centenaire
7/11/2017	Siège de l'Union nationale des combattants	Point sur le programme commémoratif 2018; labellisations 2018
31/5/2018	Mission du Centenaire	Les commémorations de l'année 2018; note sur la fin de la guerre
8/11/2018	Mission du Centenaire	Déclarations du président de la République au sujet du maréchal Pétain
9/11/2018	Mairie de Péronne	Échange avec le président de la République

36

Afin d'approfondir la réflexion sur différents aspects et d'honorer des missions spécifiques, le conseil a également été amené à se doter d'un certain nombre de commissions. Celles-ci peuvent être réparties en deux catégories : d'une part, des commissions *ad hoc*, d'une durée limitée, répondant à une demande précise ou étant chargées d'un projet spécifique, et, d'autre part, des commissions permanentes, fonctionnant du début jusqu'à la fin du cycle commémoratif et dont le rôle principal, contrairement aux ambitions de départ, est revenu au traitement des dossiers de labellisation.

Les commissions *ad hoc* ont été au nombre de trois. En septembre 2012, quelques jours après la réunion inaugurale du conseil et dans un contexte d'incertitude en ce qui concernait la « survie » administrative de la Mission du Centenaire depuis l'alternance de mai 2012, une première commission a été formée afin d'expertiser le « rapport Zimet », mission qui s'est conclue avec la rédaction d'une note remise aux autorités le 29 octobre 2012 (voir partie suivante).

Reprenant l'une des propositions du « rapport Zimet », à savoir « la mise en place d'une commission de réflexion sur la question des fusillés de la Première Guerre

mondiale⁶³ » et donnant suite à une lettre de commande du ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants datée du 1^{er} août 2013, une commission a été constituée sous la présidence d'Antoine Prost, afin de rédiger un rapport devant proposer « un état des lieux complet⁶⁴ » sur la question des fusillés et sur ses enjeux mémoriels. Le travail de cette commission, dont les résultats seront évoqués plus précisément *infra*, a abouti à la remise du rapport *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, aussi appelé « rapport Prost », au début du mois d'octobre 2013.

Enfin, en novembre 2015, une commission chargée de la conception du colloque consacré aux batailles de 1916, mentionné *supra*, a été créée. Son travail s'est poursuivi au-delà de la tenue du colloque en mai 2016 jusqu'à la publication des actes en 2018⁶⁵.

Les commissions permanentes, créées en octobre 2012, complètent le dispositif. Elles ont été au nombre de six : commission « Commémorations » (présidée par Antoine Prost) ; commission « internationale » (présidée par Robert Frank) ; commission « Productions scientifique » (présidée par Stéphane Audoin-Rouzeau) ; commission « Productions culturelles » (présidée par Isabelle Neuschwander) ; commission « pédagogique » (présidée par Laurent Wirth) ; commission « Ressources et valorisation numérique » (présidée par Nicolas Offenstadt).

Initialement, il avait été envisagé que le travail de labellisation repose notamment sur les commissions « pédagogique », « Productions scientifiques » et « Productions culturelles », les commissions « Commémorations », « internationale » et « Ressources et valorisation numérique » devant jouer un rôle plus opérationnel⁶⁶. Ainsi, la commission « Commémorations » devait prolonger et préparer la réflexion du conseil en matière de politiques de mémoire. La commission « internationale », quant à elle, devait servir d'observatrice des commémorations à travers le monde et d'interface dans le cas d'éventuelles sollicitations étrangères. Enfin, la commission « Ressources et valorisation

63 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 20.

64 Lettre de commande du ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants datée du 1^{er} août 2013, citée dans *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, rapport présenté au ministre délégué aux Anciens combattants par un groupe de travail animé par Antoine Prost, président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire, 1^{er} octobre 2013, p. 35 (<https://www.vie-publique.fr/rapport/33530-quelle-memoire-pour-les-fusilles-de-1914-1918-un-point-de-vue-histoire>, consulté le 1^{er} août 2021).

65 Ont fait partie de la commission « Colloque » : Antoine Prost (président), Stéphane Audoin-Rouzeau, Nicolas Beaupré, Rémy Cazals, François Cochet, Frédéric Guelton, John Horne, Gerd Krumeich, Philippe Nivet, Nicolas Offenstadt et Jay Winter.

66 Voir le compte rendu de la réunion tenue le 29 janvier 2013.

numérique » devait « essentiellement » assurer la « tutelle scientifique » du site internet de la Mission du Centenaire tout en concourant à son alimentation⁶⁷. Force est de constater, cependant, que ce schéma organisationnel ne s'est jamais transformé en une quelconque réalité : si les commissions « internationale » et « Commémorations » ont pu, dans un tout premier temps, interpréter leur rôle dans un sens opérationnel, la première en jouant un rôle clé dans l'organisation d'un colloque sur les origines de la guerre à Sarajevo (colloque qui s'est finalement tenu à Paris, à l'UNESCO⁶⁸), la seconde en produisant un certain nombre de notes relatives aux commémorations de 2014⁶⁹, cet engagement ne s'est guère poursuivi. De fait, assez rapidement, toutes les commissions se sont cantonnées à l'évaluation des dossiers de labellisation.

38

Dans ce contexte, en matière de fonctionnement interne, il est important de noter qu'« évaluation » n'est pas synonyme de délibération et de prise de décision collective : une fois les critères de labellisation définis dans le courant de l'année 2013, la plupart des commissions ne se sont plus véritablement réunies, les membres ayant individuellement expertisé les dossiers relevant de leur compétence⁷⁰. *De facto*, on peut dès lors considérer que les commissions ont été un outil permettant, avant toute chose, la répartition de la charge du travail lié à la labellisation. Le fait que les nouveaux membres du conseil scientifique à partir de 2015 n'aient pas (ou alors pas systématiquement) été répartis sur les différentes commissions confirme par ailleurs leur importance toute relative.

Au-delà de la question de l'organisation interne du conseil se pose bien sûr celle de l'encadrement administratif et du suivi du travail du conseil par la Mission du Centenaire, qui n'est rien d'autre que la question des moyens mobilisés afin de faciliter le fonctionnement du conseil et son interaction avec l'opérateur mémoriel. Si de nombreux liens formels et informels existent entre la Mission et les membres du conseil, qui ont été associés de près au travail de la Mission, force est de constater que la gouvernance et le fonctionnement du conseil ont sans doute souffert de l'absence d'un secrétariat scientifique opérationnel existant de manière ininterrompue. En effet, sur ce plan, en raison sans doute des moyens limités (notamment en matière de personnel) dont pouvait disposer la Mission, un encadrement constant des activités du conseil a peiné à se mettre en place,

67 *Ibid.*, p. 7.

68 Il s'agit du colloque « Des Balkans au monde. Entrer en guerre, 1914-1918 : échelles globales et locales », Paris, 13-15 novembre 2014. Voir aussi l'entretien avec Robert Frank (9 mai 2019).

69 Voir par exemple les « Remarques de la commission “Commémorations” sur le tableau prévisionnel des événements », 4 avril 2013, archives de la Mission du Centenaire.

70 Voir les entretiens avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019) et Robert Frank (9 mai 2019).

ce qui n'a pas été sans complexifier le suivi des différents dossiers liés au conseil, en amont et en aval des réunions plénières.

Les notes du conseil à l'intention des autorités publiques

Censé « émettre des avis » et débattre de toute question relative au programme commémoratif, le conseil scientifique de la Mission du Centenaire a disposé de différents leviers lui permettant d'apporter un cadrage historique aux politiques mémorielles développées dans le contexte du Centenaire par les autorités publiques. L'un de ces leviers a été les notes qu'il a rédigées à différents moments de la période commémorative, avec pour objectif de proposer une vision concise et synthétique des enjeux historiographiques et mémoriels. Dans cette catégorie entrent à la fois les notes produites par le président du conseil scientifique, les notes rédigées par différentes commissions, notamment par celle, évoquée plus haut, chargée d'expertiser le « rapport Zimet », et les textes plus collectifs, signés par différents auteurs, mais ensuite lus, discutés et approuvés, parfois après modifications, par le conseil scientifique dans son ensemble. Toutes ces notes ont été relayées par la Mission du Centenaire auprès des autorités de tutelle et, plus important encore, auprès de la présidence de la République, où elles ont nourri, d'une part, la préparation des commémorations et, d'autre part, les discours présidentiels⁷¹.

L'objectif des paragraphes qui suivent est de porter une réflexion synthétique sur le processus de rédaction des notes produites durant les années 2012-2018 ainsi que sur leurs orientations historiographiques et mémorielles. Il s'agit essentiellement des notes suivantes :

- la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », datée d'octobre 2012, qui est issue du travail de la commission chargée d'expertiser le « rapport Zimet », composée d'Annette Becker, Valérie Tesnière, Jean-François Chanet, André Loez, Antoine Prost et Laurent Wirth⁷² ;
- la « Note pour le président de la République » rédigée en mars 2013 par Antoine Prost ;
- le bilan des recherches sur le génocide des Arméniens, à partir d'un texte d'Annette Becker et Raymond Kevorkian⁷³ ;

71 Entretiens avec Pierre-Yves Bocquet (29 janvier 2019) et Sophie Walon (1^{er} avril 2019).

72 « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », octobre 2012. Toutes les notes citées ici figurent en annexe.

73 Annette Becker et Raymond Kevorkian, « Le génocide des Arméniens : un bilan des recherches ».

- la « Note sur les commémorations de 1916 » datée d'avril 2015, à partir d'un texte rédigé par Antoine Prost ;
- la note « Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 » de décembre 2016, à partir d'un texte rédigé par André Loez⁷⁴ ;
- la note « Retour sur 1917, l'année terrible de la Grande Guerre » rédigée en décembre 2016 par Robert Frank⁷⁵ ;
- la note « Traités de paix 1919-1923. Quels sens, cent ans après ? » produite en juin 2018, rédigée initialement par John Horne et Nicolas Offenstadt, mais signée finalement par « Les membres du conseil scientifique de la Mission du Centenaire »⁷⁶.

40

S'inscrivant dans un contexte politique post-alternance, les deux premières notes répondent à des demandes explicites, celles des tutelles de la Mission – c'est le cas de la première, qui est commandée par le cabinet du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian –, ou celles de l'Élysée pour la seconde. Le conseil scientifique s'exprime donc, dans un premier temps, parce que les autorités politiques sollicitent son expertise. En d'autres termes, le conseil est actionné, dans un contexte politique sur lequel nous reviendrons ci-après, mais ne prend pas l'initiative de proposer une lecture historique des commémorations. Dans un second temps, cependant, à partir d'un constat relativement négatif quant à la manière dont la parole scientifique a pu être entendue par les autorités politiques pendant la première phase du Centenaire⁷⁷, le conseil adopte une attitude plus active ; celle-ci consiste à anticiper et à préparer des notes portant sur des aspects considérés comme méritant une attention particulière de la part de l'État commémorateur, sans plus attendre une éventuelle sollicitation. À cet égard, la discussion autour de la nécessité ou non de produire une note sur le génocide des Arméniens, qui a lieu à l'occasion de la réunion plénière du 12 mai 2014, est significative, puisqu'elle voit émerger un consensus autour de l'idée d'une interprétation active du rôle du conseil, ainsi qu'une méthode. L'idée est alors de mandater des membres du conseil, en l'occurrence Annette Becker, pour produire un texte devant par la suite être relu et validé par l'ensemble du conseil. Il est frappant de constater que l'un des membres, sinon le membre du conseil qui se positionne le plus clairement

74 André Loez, « Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 ».

75 Robert Frank, « Retour sur 1917, l'année terrible de la Grande Guerre ».

76 « Traités de paix 1919-1923. Quels sens, cent ans après ? »

77 Voir les compte rendus des réunions du conseil du 12 mai et du 29 septembre 2014, notamment le second : le conseil partage le constat d'Antoine Prost selon lequel pour les cérémonies des 14 juillet, 3 août et 12 septembre 2014 « les avis du conseil scientifique de la Mission ont été diversement entendus par les pouvoirs politiques » et souligne « qu'il souhaite être davantage consulté » par ces derniers (voir annexe).

en faveur d'un rôle actif de celui-ci, est en fait le directeur général de la Mission du Centenaire, Joseph Zimet, qui souligne à différentes reprises l'importance de porter une parole scientifique la plus audible possible, en acceptant le risque que celle-ci ne soit pas suivie d'effet⁷⁸. Cela démontre, une fois de plus, la volonté d'être accompagnée par un conseil scientifique opérationnel qui a été celle de la Mission du Centenaire dès le début et qui correspond à une indéniable sensibilité historiographique d'une part, et d'autre part à un calcul politique qui comprend que le poids de l'opérateur mémoriel dans l'écosystème commémoratif ne peut que bénéficier de l'existence d'une instance consultative scientifique active à ses côtés.

Les étapes de ce fonctionnement se sont donc installées : 1) décision collective quant à la thématique traitée et au membre responsable de celle-ci ; 2) discussion et amendement d'un texte provisoire (que ce soit en réunion ou par voie de messagerie électronique) ; 3) validation collective du texte final. Ce *modus operandi* a été retenu pour l'élaboration des notes produites entre 2016 et 2018, à une exception près, celle de la note consacrée aux mutineries. En effet, celle-ci répond à nouveau à une commande des tutelles de la Mission du Centenaire, en l'occurrence du secrétariat d'État aux Anciens Combattants, qui souhaitait disposer d'une mise au point historique sur ce sujet sensible⁷⁹. C'est également une exception dans la mesure où, contrairement aux autres notes pour lesquelles le nom du rédacteur ou de la rédactrice a émergé au fil des échanges du conseil, la désignation d'André Loez – et donc d'un membre du CRID 14-18 très marqué dans la controverse « contrainte/consentement » – a eu lieu sans concertation préalable. Ce dernier point peut paraître anecdotique, le choix d'André Loez se justifiant pleinement par son statut de spécialiste reconnu des mutineries de 1917, mais force est de constater que l'absence de communication en amont sur la note dédiée aux mutineries a sans doute contribué aux tensions qui ont pu voir le jour lors de la réunion du conseil organisée le 4 novembre 2016 : celle-ci se singularise par un regain palpable de dissensions entre les représentants des deux « écoles », qui siégeaient pourtant côte à côte depuis 2012. La réapparition de lignes de fracture historiographiques a finalement été éphémère, et n'a pas entamé l'esprit cordial régnant d'ordinaire lors des réunions du conseil. Il n'empêche que le débat s'est poursuivi au-delà de la réunion plénière dans des échanges de courriels, parfois de manière assez violente, tous les acteurs regrettant au passage ce qui s'apparentait, par moments, à une reprise des hostilités. Au final, toute cette séquence a débouché sur une note retravaillée et modifiée ; celle-ci n'a pas, pour autant,

78 Voir le compte rendu de la réunion du 12 mai 2014 (version longue), archives de la Mission du Centenaire.

79 Compte rendu de la réunion du 4 novembre 2016, p. 4, archives de la Mission du Centenaire.

fait consensus au sein du conseil, ce qui explique la formule présentant la note comme ayant été rédigée « à la demande du conseil scientifique », mais sans faire mention – contrairement à la note sur le génocide de 1915 – d’une quelconque approbation collective. L’autre résultat de ce débat au sein du conseil a été la rédaction d’une deuxième note proposant un cadrage sur les enjeux mondiaux de « l’année terrible » de la Grande Guerre, rédigée par Robert Frank, et dont l’existence s’explique par la volonté du conseil de contrebalancer, en quelque sorte, le caractère nécessairement franco-français de la note sur les mutineries. L’idée des deux notes constitue une sorte de compromis émergeant au cours de la réunion du 4 novembre 2016⁸⁰, compromis permettant de répondre à la demande des tutelles de la Mission tout en restant fidèle à l’ambition de porter une voix historienne s’affranchissant, dans la mesure du possible, des enjeux mémoriels nationaux.

42

Ce dernier point mérite d’être approfondi : en décortiquant les différentes notes produites par les membres du conseil pendant les années 2012-2018, on se rend compte que le fait d’ancrer l’histoire française de la Grande Guerre dans la dimension mondiale du conflit a représenté le principe structurant du discours historiographique porté par le conseil. Ainsi, il y a une vraie cohérence intellectuelle entre 1) la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », qui dispose, entre autres, que la dimension mondiale du conflit doit « commander le Centenaire » en évitant notamment « de réduire la guerre à un affrontement franco-allemand⁸¹ », 2) la « Note sur les commémorations de 1916 », qui rappelle que « toutes [les] batailles [de 1916] sont solidaires⁸² » et interdépendantes, et souligne l’importance de la mobilisation des empires coloniaux, que le « gigantisme » des batailles sur le front occidental, et notamment, en ce qui concerne les commémorations françaises, celui de la bataille de Verdun, risquerait d’occulter, 3) la note « Retour sur 1917, l’année terrible de la Grande Guerre », qui insiste sur des dynamiques mondiales, notamment la « lassitude des peuples », la révolution russe, l’entrée en guerre des États-Unis et la « mondialisation du conflit », et enfin 4) la note « Traités de paix 1919-1923 », qui souligne, d’une part, le fait que le 11 novembre 1918 n’est synonyme de fin des combats que sur le front occidental tout en insistant sur la difficile construction d’un nouvel ordre mondial et européen, et d’autre part évoque les enjeux mémoriels actuels liés aux traités de paix à l’échelle européenne. Même les deux notes consacrées au génocide des Arméniens et aux mutineries françaises de 1917 s’inscrivent dans cette logique : la première est un parfait exemple d’une thématique sans rapport direct avec l’histoire française qui est pourtant au cœur des préoccupations du conseil

80 *Ibid.*, p.6-13.

81 « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », p. 1, 3.

82 « Note sur les commémorations de 1916 », p. 1.

scientifique ; la seconde, quant à elle, si elle est logiquement consacrée à un sujet sensible sur le plan de la mémoire nationale, s'efforce tout de même, ne serait-ce que brièvement, d'évoquer les différents cas nationaux de refus d'obéissance et de mutinerie, et de les inscrire ainsi dans un contexte européen et mondial.

La deuxième orientation transversale du discours historiographique porté par le conseil envisage la guerre de 14-18 comme guerre des sociétés : dès la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », il est ainsi souligné qu'il « est très important que cette dimension soit présente dès 2014⁸³ ». On retrouve cette préoccupation dans la note sur le génocide de 1915, dont le sujet est l'illustration la plus éclatante du fait que la distinction entre combattants et population civile devient artificielle, ou dans celle « sur les commémorations de 1916 », qui souligne la nécessité de faire en sorte que « les civils ne disparaissent pas dans les commémorations militaires⁸⁴ » de l'année 2016. La dernière note, en 2018, ouvre certes sur l'image des soldats retournant à la maison, mais elle n'oublie pas les « centaines de milliers de femmes actives derrière les lignes » qui furent dans une situation analogue, ou les civils morts ou déplacés, « victimes des sous-marins, du blocus naval et des famines, des occupations, du génocide arménien »⁸⁵, dont le souvenir est rapidement occulté par la mise en place d'une culture de mémoire centrée sur la figure du combattant. Partout, le conseil met en avant la nécessité d'adopter une lecture globale, celle d'une guerre mobilisant intégralement les sociétés des belligérants, ayant un impact global sur elles, aussi bien en métropole que dans les colonies.

Évaluer et expertiser. Le conseil scientifique et le label du Centenaire

L'idée de créer un label « Centenaire » avait été envisagée dès le « rapport Zimet »⁸⁶. Il s'agissait d'attribuer ce label aux initiatives dignes d'intérêt, qu'elles soient locales, régionales, nationales, voire internationales ; *via* ce processus de labellisation, ces projets ont figuré dans le programme officiel matérialisé *in fine* par les 1 500 pages, en quatre volumes, publiées au fil des commémorations par la Mission du Centenaire⁸⁷. Le Bicentenaire a ici servi d'inspiration : la réalisation artistique de Jean-Michel Folon – trois oiseaux tricolores – qui avait donné une

83 « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », p. 2.

84 « Note sur les commémorations de 1916 », p. 1.

85 « Traités de paix 1919-1923. Quels sens, cent ans après ? », p. 2.

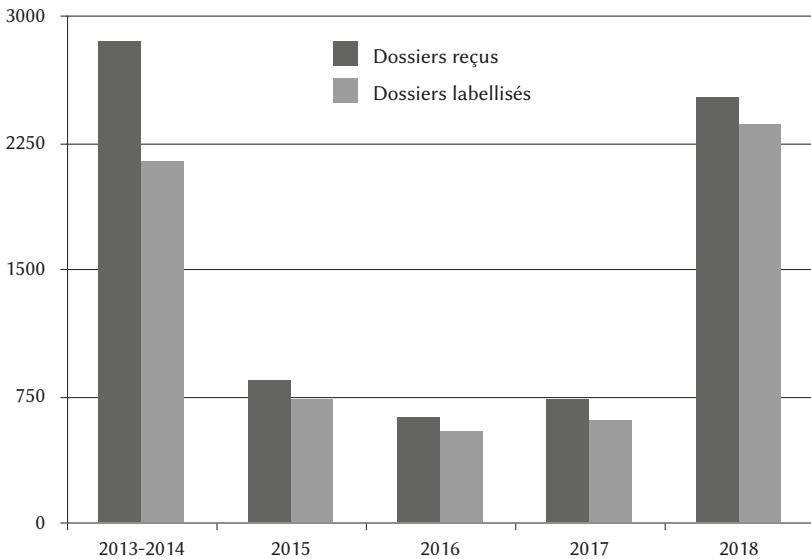
86 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 85.

87 2014, *centenaire de la Première Guerre mondiale*; 2014, *centenaire de la Première Guerre mondiale*, vol. 2; 2016, *centenaire de la Première Guerre mondiale*, vol. 3; 2018, *centenaire de la Première Guerre mondiale*, vol. 4, Paris, Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, respectivement 2013, 2014, 2016 et 2018.

identité visuelle aux différents projets commémoratifs a été utilisée comme base de réflexion pour créer un symbole pour le Centenaire. Le label et son logo ont ainsi permis de rattacher le foisonnement commémoratif du « Centenaire d'en bas », selon la formule consacrée, au « Centenaire d'en haut », mis en œuvre par la Mission du Centenaire. Les 7 414 demandes de labellisation reçues par la Mission ont débouché sur l'octroi de 6 303 labels (85 % des demandes). Cela témoigne non seulement de l'ampleur de la « vague Centenaire » dans les territoires, mais aussi d'une volonté, de la part des organisateurs des différents événements commémoratifs, de s'inscrire dans l'effort commémoratif national porté par la Mission du Centenaire. L'indéniable succès du label atteste donc du succès de la Mission, qui a su se mettre au cœur du Centenaire français en fédérant largement le Centenaire de l'État et celui des territoires⁸⁸.

44

L'analyse des projets soumis à la Mission du Centenaire nous apporte des informations essentielles : les quelques graphiques qui suivent donnent une idée assez précise de la chronologie ainsi que de l'implantation territoriale du Centenaire.



7. Projets labellisés/non labellisés par année (2013-2018)

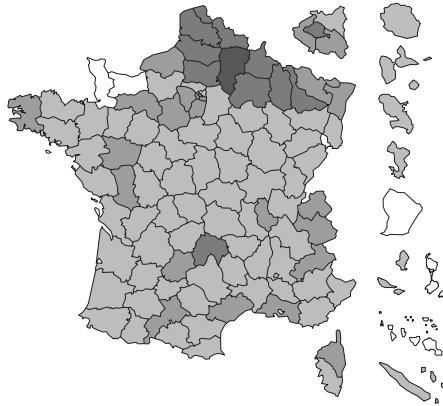
⁸⁸ En parallèle du présent bilan, la Mission du Centenaire a commandité toute une série d'autres évaluations de son action, notamment un bilan territorial : Nadia Wainstain, « Bilan territorial 2013-2018 du centenaire de la Première Guerre mondiale », juillet 2019, 458 p. Objectifs et méthodologies de ce bilan étant différents des nôtres, les résultats ne sont parfois pas exactement les mêmes. Le bilan territorial est cependant très riche d'enseignements pour comprendre l'interaction profonde entre le Centenaire « d'en haut » et le Centenaire « d'en bas ». (Voir https://web.archive.org/web/20210429111907/https://www.centenaire.org/sites/default/files/references-files/bilan_territorial.pdf, consulté le 1^{er} août 2021.)

Au-delà de l'anatomie générale du Centenaire qu'elle permet de dégager (voir *infra*, p. 46-47), la labellisation est essentielle à nos réflexions sur les acteurs scientifiques pendant le Centenaire, dans la mesure où l'expertise des milliers de dossiers a été, nous l'avons expliqué, confiée aux membres du conseil scientifique. Ainsi, à l'exception des projets de « tourisme de mémoire » qui ont été expertisés par la commission du même nom, composée de membres de l'équipe de la Mission et qui représentaient environ 1,5 % des projets soumis, tous les dossiers ont été examinés par les différentes commissions du conseil scientifique. Au vu de l'importance de l'outil de labellisation dans la gouvernance du Centenaire, mais aussi des milliers d'heures de travail que cette procédure représente, l'implication dans la labellisation a été le deuxième champ d'action structurant du conseil scientifique.

Avant de nous interroger sur les implications du choix de confier la tâche de labellisation au conseil scientifique, quelques remarques relatives au processus de décision global s'imposent. Celui-ci n'est en effet pas le même selon que les projets avaient caractère national ou international : ces derniers (959 au total) étaient directement envoyés à la Mission sans filtrage par un échelon intermédiaire ; les projets territoriaux, qui constituent l'écrasante majorité des projets soumis à la Mission, sont remontés à travers les comités départementaux du Centenaire (CDC), créés dès avril 2012⁸⁹, et les comités académiques du Centenaire (CAC), qui ont été formés, dès janvier 2013, autour de la nouvelle figure qu'est le référent académique « mémoire et citoyenneté ». Après un premier tri et l'élimination subséquente de dossiers ne paraissant pas suffisamment aboutis, ces comités ont fait remonter à la Mission un total de 4 367 et 2 088 dossiers respectivement, soit 87 % de toutes les demandes de labellisation, sur lesquels les différentes commissions du conseil scientifique sont ensuite intervenues. Après expertise par l'un des membres du conseil, tous les dossiers (nationaux, internationaux, CDC et CAC) passaient en comité de labellisation où la décision d'attribution ou non du label était prise. Pour les projets demandant une subvention, le cheminement se poursuivait ensuite : c'est le comité de subvention qui décidait d'une contribution financière de la part de la Mission du Centenaire. Au total, en 2013-2018, la Mission a cofinancé 3 413 projets à hauteur de 7,1 millions d'euros, soit une moyenne de 2 000 euros par projet.

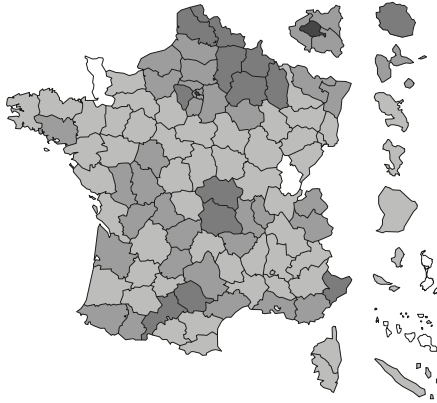
Les historiens et autres représentants du monde de la recherche sont intervenus à différents moments de ce processus. Ils étaient présents, il convient de le souligner, dès son premier échelon, puisque l'on retrouve des conservateurs du patrimoine

89 Circulaire du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration relative au centenaire de la Première Guerre mondiale, 19 avril 2012, archives de la Mission du Centenaire.

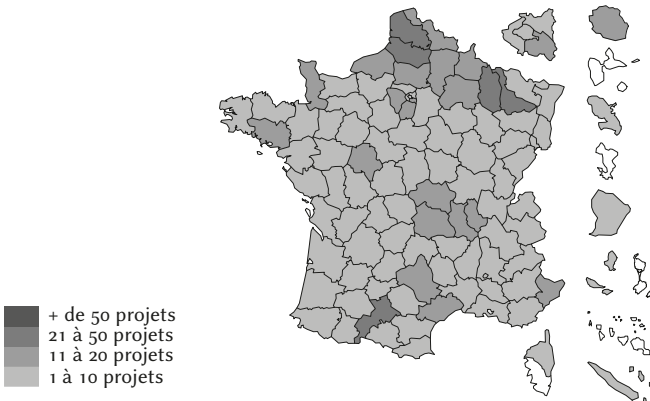


8. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2013

46

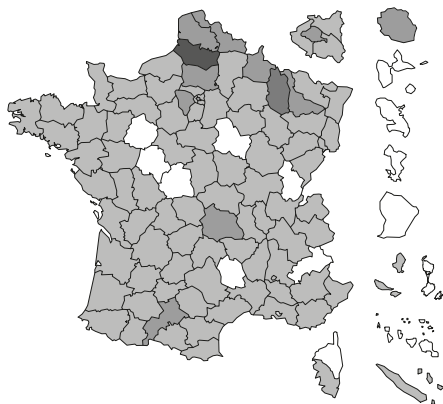


9. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2014

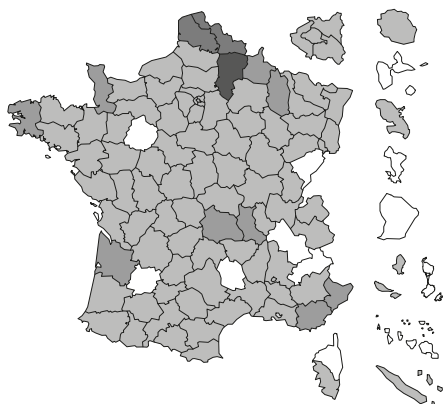


+ de 50 projets
 21 à 50 projets
 11 à 20 projets
 1 à 10 projets

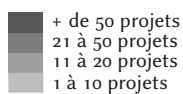
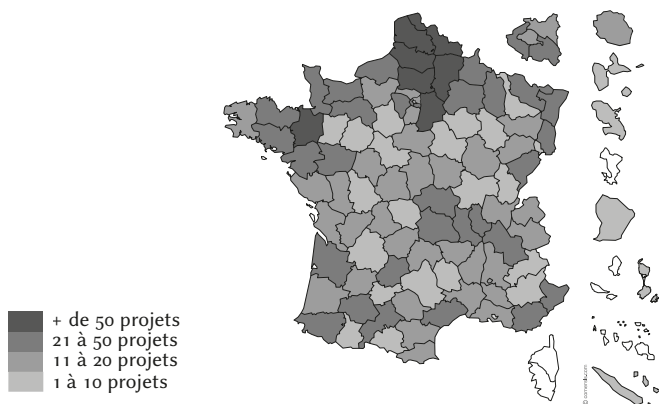
10. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2015



11. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2016



12. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2017



13. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2018

des différentes filières, des historiens et des universitaires dans les CDC et *a fortiori* dans les CAC. Ensuite, ils ont pris en charge l'expertise de l'ensemble des dossiers qui étaient remontés à la Mission du Centenaire (exception faite des projets « tourisme »). En comité de labellisation, ils ont été représentés par la voix du président du conseil scientifique qui présidait le comité de labellisation, ainsi que par d'autres membres du conseil qui ont pu assister à ce comité de manière plus irrégulière.

48

Au travers de ce mécanisme de labellisation, des représentants du monde de la recherche avaient donc un droit de regard sur la labellisation de l'ensemble des activités commémoratives. Ce fait est assez insolite pour être souligné. Que le conseil scientifique se prononce sur des projets à vocation scientifique, d'ailleurs très minoritaires (4 % des projets territoriaux, essentiellement des colloques), ou encore des projets pédagogiques (35 % des projets territoriaux) peut paraître assez logique ; en revanche, faire expertiser l'ensemble de la production culturelle (dans laquelle entrent par exemple des spectacles, avec pas moins de 12 % des projets territoriaux, ou des projets de création artistique ou audiovisuelle/multimédia [4 % des projets]) ou encore les projets commémoratifs *stricto sensu* par des chercheurs est sans doute un mécanisme inédit. S'il ne s'agit pas là d'un choix arrêté dès le début – au départ, il n'était pas prévu que le conseil scientifique prenne en charge la labellisation –, mais bien d'une solution qui a émergé au fil des discussions portant sur l'organisation du travail du conseil⁹⁰, il s'agit tout de même d'une décision révélatrice de la volonté transversale de faire entrer l'histoire dans la mémoire et d'écarter des projets qui s'affranchiraient par trop des acquis de la science historique. Accorder une place importante au conseil scientifique dans le processus de labellisation (et le faire savoir à tous les porteurs de projets) était une manière d'envoyer un message clair : on ne pouvait pas dire n'importe quoi sur la Grande Guerre et mieux valait éviter anachronismes et contresens historiques.

Une fois ce dispositif décrit, il convient tout de même de souligner que le conseil ne s'est jamais perçu comme un censeur et que, dans la pratique, la labellisation n'a jamais été un processus où le conseil aurait tenté de « faire de la mémoire » en éliminant des projets en décalage avec le discours historiographique récent. D'emblée, l'idée d'intervenir à la marge et d'adopter une politique accommodante vis-à-vis de la vague mémorielle et commémorative des territoires était bien établie : en janvier 2013, Antoine Prost avait émis l'hypothèse d'un taux d'acceptation aux alentours de 90 %⁹¹. Cette estimation s'est révélée assez exacte puisque, abstraction faite de la séquence 2013-2014 durant laquelle le taux de refus a été relativement élevé (25 %, voir graphique p. 44), en raison, entre autres,

90 Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

91 Compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 29 janvier 2013, p. 5.

d'un processus encore insuffisamment maîtrisé où les CDC avaient parfois tendance à faire remonter des dossiers ne contenant guère plus qu'une déclaration d'intention, les taux d'acceptation se sont rapprochés des 90 % en 2015-2017, pour les dépasser en 2018 avec 93 %. Au total, 85 % des projets déposés durant le Centenaire ont ainsi été labellisés.

En dépit de cette volonté du conseil de ne pas adopter une démarche par trop sélective, mais de faciliter au contraire la labellisation d'un nombre élevé de projets, il a pu se produire, par moments, des différences d'appréciation entre les membres du conseil expertisant les dossiers et l'équipe de la Mission, cette dernière étant portée naturellement vers la labellisation du plus grand nombre de projets possible et considérant, parfois, qu'il y avait trop d'avis défavorables⁹². C'est en comité de labellisation que ces divergences, qu'il serait excessif d'appeler des tensions, ont pu s'exprimer et être arbitrées. Un des résultats de ces arbitrages est un taux d'avis défavorables finalement suivis de l'octroi du label généralement assez, voire très élevé : ainsi, en 2013-2014, environ un quart des avis défavorables ont été suivis d'une décision en faveur de la labellisation. En 2015-2017, ce pourcentage monte à 50 % pour connaître un pic en 2018 où plus de 70 % des avis défavorables ont été « corrigés » en comité de labellisation. Il serait tentant de voir dans ces chiffres la victoire de la technocratie de l'opérateur mémoriel contre l'expertise scientifique, mais il faut se garder de surinterpréter ces données : dans la mesure où c'est *de facto* au président du comité de labellisation et, donc, au président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire que revenait la décision finale, on peut considérer que le conseil a gardé la haute main sur le processus de labellisation. Par ailleurs, il faut garder en tête que ces avis divergents – dans un sens ou dans un autre⁹³ – ne représentent que 8,2 % de l'ensemble des décisions, ce qui est peu.

LE POIDS DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DANS LE DISPOSITIF POLITICO-MÉMORIEL : UNE AUTRE HISTOIRE DU CENTENAIRE

Dans le dispositif politico-mémoriel du Centenaire, évaluer, ne serait-ce qu'à titre provisoire, le poids du monde de la recherche en général et du conseil scientifique en particulier relève de la gageure. Gageure, d'une part, au vu de la complexité d'un écosystème commémoratif et politique, où l'Élysée, Matignon, différents ministères et notamment le ministère de la Défense et le secrétariat d'État à la Mémoire et aux Anciens Combattants, l'opérateur interministériel qu'est la Mission du Centenaire, mais aussi des acteurs territoriaux forment un polygone à l'intérieur duquel s'expriment des rapports de force et où émergent des points d'équilibre (et donc

92 Voir l'entretien avec David Zivie (16 juillet 2018).

93 Avis favorable suivi d'un « non » ; avis défavorable suivi d'un « oui ».

des arbitrages) sans que l'on puisse toujours les attribuer à un centre d'influence en particulier, même s'il s'est vérifié sans surprise, tout au long du Centenaire, qu'en ce qui concerne la définition des politiques de mémoire, ce sont les décisions prises à l'Élysée qui ont structuré le champ de l'action publique. À l'intérieur de cet écosystème, le conseil scientifique de la Mission du Centenaire n'est évidemment ni décisionnaire, ni autonome, c'est-à-dire que son poids relatif dépend largement de la manière dont d'autres acteurs, et en tout premier lieu la Mission du Centenaire elle-même, relaient, s'approprient et/ou amplifient les recommandations émises par celui-ci. Gageure, d'autre part, parce que le regard qui peut être porté sur cette question n'est assurément pas le même selon les acteurs concernés : tandis que les acteurs politiques que nous avons pu rencontrer soulignent tous l'importance des historiens pendant la séquence 2012-2019⁹⁴, les historiens, quant à eux, estiment largement ne pas avoir été écoutés, ce grief s'invitant à de nombreuses reprises dans les discussions du conseil.

50

Cette double difficulté n'est cependant pas une raison suffisante pour se dérober à l'exercice d'une toute première analyse de la manière dont le conseil scientifique a pu jouer un rôle dans la fabrique des politiques mémorielles mises en œuvre pendant le Centenaire. Ce qui nous intéresse donc dans les pages qui vont suivre, ce sont bien les multiples interactions entre le conseil et les différents acteurs politiques et, partant, la question de savoir quels sont les moments où le conseil a, de fait, et parfois à son corps défendant, joué un rôle plus politique, se transformant, et cela est bien sûr révélateur d'un régime mémoriel où les limites entre l'histoire et la mémoire sont bien plus floues que n'a voulu l'admettre Pierre Nora, en commémorateur. Nous revenons donc, après cette photographie des attributions du conseil scientifique et de son fonctionnement, à la description du déroulement des sept ans du Centenaire.

L'alternance de 2012 et la difficile mise en marche du Centenaire « d'en haut »

L'une des séquences du Centenaire dans lesquelles le conseil scientifique et son président Antoine Prost (voir encadré) ont sans doute joué un rôle particulièrement important est le long moment d'incertitude institutionnelle ouvert avec l'élection de François Hollande et les législatives de 2012 qui confirment le retour au pouvoir de la gauche. Créée très peu de temps avant les présidentielles, dans la dernière ligne droite de la présidence de Nicolas Sarkozy, au sortir d'une séquence où, entre autres, le projet de la Maison d'histoire de France avait déclenché une controverse sur les usages et mésusages de

94 Entretiens avec Pierre-Yves Bocquet (28 janvier 2019), Constance Rivière (16 avril 2019), Sophie Walon (1^{er} avril 2019), Serge Barcellini (25 mars 2019).

l'histoire par le pouvoir politique, la Mission du Centenaire est alors soupçonnée d'être un projet inspiré par le président sortant. De ce fait, elle est menacée de disparition. Ainsi, jusqu'en avril 2013, moment où sa position est définitivement confirmée par l'Élysée, elle doit faire face à une double contestation, émanant essentiellement de l'entourage du ministre délégué auprès du ministère de la Défense chargé des Anciens Combattants, qui la fragilise. D'une part est mis en cause le programme commémoratif tel qu'il est ébauché par le « rapport Zimet », c'est-à-dire l'idée de commémorer en 2014, dans une première « saison » volontairement internationale, toute la guerre de 14-18 ; d'autre part, évoquant notamment la nécessité d'articuler le centenaire de la Première Guerre mondiale avec le 70^e anniversaire du débarquement en Normandie et de la libération du territoire en 1944, la création d'une mission interministérielle des anniversaires des deux guerres mondiales vise à redessiner la gouvernance opérationnelle du Centenaire en subordonnant la Mission du Centenaire au ministre délégué aux Anciens combattants⁹⁵.

L'objectif ici n'est pas de faire le récit général du processus et des arbitrages qui, *in extremis*, ont confirmé la Mission dans son rôle d'opérateur du Centenaire, mais de nous interroger sur le rôle endossé par le conseil scientifique pendant cette période de fragilité institutionnelle. En effet, s'il paraît excessif de considérer, à l'instar d'un membre du cabinet du ministre délégué aux Anciens combattants à ce moment-là, que ce sont « les historiens qui ont sauvé le soldat Zimet », force est de constater que la position du conseil scientifique n'a pas été neutre, mais qu'il a contribué, de plusieurs façons, à la consolidation de la place de la Mission du Centenaire au cœur du « Centenaire d'en haut ».

Le premier, et non le moindre élément d'explication de l'influence stabilisatrice qu'a pu avoir le conseil pendant cette conjoncture post-alternance tient à son existence même ainsi qu'à sa composition : à partir du moment où il existait un conseil scientifique opérationnel, œcuménique (dans la mesure où il regroupait les meilleurs spécialistes français de la Grande Guerre issus des différents courants historiographiques) et solidaire de la Mission du Centenaire (dans la mesure où aucune prise de parole publique n'est venue troubler l'image d'unité qu'affichaient alors le directeur général de la Mission et le président du conseil scientifique), la suppression de la Mission et, par extension, de son conseil scientifique devenait politiquement complexe⁹⁶. Complexe, en tous les cas, sous une présidence comme celle de François Hollande, qui entendait fonder sa politique mémorielle sur

95 Décret n° 2012-1305 du 26 novembre 2012 créant une mission interministérielle des anniversaires des deux guerres mondiales, *Journal officiel de la République française*, 28 novembre 2012.

96 Entretien avec Constance Rivière (16 avril 2019).

l'expertise historique⁹⁷ et qui avait l'intention de rompre avec le mépris supposé avec lequel son prédécesseur avait donné, un temps, l'impression de traiter le monde des sciences humaines et sociales. À ce titre, le conseil scientifique n'avait pas nécessairement besoin de s'exprimer explicitement pour rapidement devenir l'un des arguments mis en avant pour souligner la pertinence du dispositif existant, renforçant par là-même l'idée de son irremplaçabilité. En somme, pour reprendre les termes d'un ancien membre du cabinet de François Hollande, on peut considérer que « l'existence même [du conseil scientifique] a joué dans les équilibres qui ont été trouvés ».

52

Ceci ne revient évidemment pas à dire que le conseil scientifique n'aurait pesé que par son silence. L'une des toutes premières missions à lui être confiée s'inscrit tout au contraire dans ce contexte compliqué pour la Mission : avant même la première réunion du conseil, le cabinet de Jean-Yves Le Drian a demandé au président du conseil scientifique de constituer un petit groupe de travail afin d'examiner, en toute indépendance, le « rapport Zimet », commande qui revient à reconnaître de manière assez spectaculaire la qualité non partisane du conseil, qui est en quelque sorte alors reconnu par le nouveau gouvernement, avant que ne le soit la Mission elle-même. Le résultat en est la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 » publiée à la fin d'octobre 2014 et dont nous avons déjà évoqué deux éléments structurants qui devaient, selon ses auteurs, « commander le Centenaire » : la guerre des sociétés d'une part et la guerre mondiale de l'autre, s'inscrivant de ce fait pleinement dans les orientations prises par le « rapport Zimet ». Mais le soutien apporté par le conseil scientifique à la Mission, dans cette note, ne s'arrête pas là : les « remarques générales » s'ouvrent en fait avec une mise au point qui peut être lue comme une réaction directe aux attaques auxquelles est confrontée la Mission et qui ont franchi un palier avec le Conseil des ministres du 3 octobre 2012 où la création d'une mission interministérielle des deux anniversaires est évoquée pour la première fois⁹⁸. Ainsi, un premier paragraphe réfute vigoureusement l'idée que la Grande Guerre et le débarquement de 1944 puissent utilement « être unis dans le même geste commémoratif » tant les enjeux mémoriels des deux événements paraissent différents ; un deuxième paragraphe vient ensuite défendre l'idée de commémorer *toute* la guerre en 2014, idée qui avait été la colonne vertébrale du « rapport Zimet ». Dans sa deuxième partie, la note se penche sur les six temps forts commémoratifs qu'avait proposés Joseph Zimet : une manifestation européenne à Sarajevo le 28 juin 2014, le 14 juillet 2014 sous le signe de la Grande Guerre, l'assassinat de Jean Jaurès, la mobilisation, la bataille

97 *Ibid.* ; entretien avec Pierre-Yves Bocquet (28 janvier 2019).

98 Pour une chronologie fine des événements, voir Thomas Wieder, « Généalogie heurtée d'un événement majeur », *Le Débat*, 176, 2013/4, p. 160-170.

de la Marne et, enfin, le 11 novembre 2014 centré autour de la panthéonisation de Maurice Genevoix. Si la commission chargée de la rédaction de la note marque certes une certaine distance vis-à-vis de l'idée de panthéonisation⁹⁹, elle valide tout de même sans équivoque la trame commémorative proposée et se range, de ce fait, derrière la Mission et son directeur général. Dans la même idée, elle évoque également, dans un post-scriptum plus ou moins subtil, la contrainte temporelle pesant sur l'organisation des commémorations en constatant que la France était en retard dans ses préparatifs, notamment par rapport « aux Anglais, Australiens et Canadiens », ce qui était évidemment un appel à ne pas hypothéquer le bon déroulement des commémorations en changeant d'opérateur à la dernière minute.

Se faire une idée précise de l'impact politique de cette note est évidemment impossible. La mission interministérielle devant chapeauter les commémorations de 14-18 et de 1944, contre laquelle elle est dirigée cette note, est en effet créée quelques semaines après la rédaction de celle-ci. Cela invite à une analyse prudente. Il paraît plausible, cependant, de supposer qu'elle contribue, tout comme la présence marquée d'Antoine Prost aux côtés de Joseph Zimet (voir **encadré**), à faire prendre conscience à un certain nombre d'acteurs, aussi bien à l'Élysée qu'au ministère de la Défense, de la qualité du « dispositif Centenaire » pensé par Joseph Zimet, qui apparaît dès lors de plus en plus clairement comme un projet collectif à même de créer une alchimie permettant d'intégrer tous les acteurs de la mémoire de la Grande Guerre et susceptible, de ce fait, de garantir un déroulement harmonieux du Centenaire¹⁰⁰.

Cette recherche d'un équilibre entre le centenaire de la Grande Guerre et le 70^e anniversaire du Débarquement et de la libération du territoire s'est poursuivie, en se déplaçant sur la place publique, autour de la date de la création officielle de la mission interministérielle des deux anniversaires, à la fin de novembre 2012. C'est en effet dans le contexte d'un débat autour de l'opportunité de fusionner les deux échéances que des historiens des deux guerres mondiales (le conseil scientifique de la Mission ne participant pas en tant que tel) sont intervenus en faveur d'un Centenaire « autonome » et donc, *de facto*, en faveur de la Mission du Centenaire.

99 Il est à noter que la panthéonisation de Genevoix est effectivement le seul temps fort commémoratif à être abandonné dans un premier temps, l'inauguration de l'Anneau de la Mémoire à Notre-Dame-de-Lorette la remplaçant en quelque sorte pour donner au 11 novembre 2014 un éclat particulier. Elle aura cependant lieu plus tard, sous la présidence d'Emmanuel Macron, le 11 novembre 2020, clôturant ainsi symboliquement le cycle mémoriel du Centenaire. Si différents facteurs se sont évidemment conjugués pour aboutir à ce résultat (dont le moindre n'a pas été le fait que le président Macron estimait beaucoup l'oeuvre de Genevoix), il n'en reste pas moins que l'on est, finalement, revenu au programme du « rapport Zimet » ; fait qui illustre à quel point ce dernier a imprimé sa marque sur le Centenaire.

100 Entretien avec Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

Le décret n° 2012-1305 portant sur la création de la Mission des deux anniversaires n'a certes pas mis fin à l'existence administrative de cette dernière ; en revanche, il a défini les attributions de la nouvelle structure, placée, nous l'avons dit, sous la présidence du ministre délégué chargé des Anciens combattants, de façon à ne laisser aucun doute quant à la volonté de reprendre la main sur le Centenaire : la Mission des deux anniversaires, peut-on y lire, « a pour objectif de concevoir, d'animer et de coordonner les initiatives à caractère international et national propres à rendre hommage aux hommes et aux femmes qui ont lutté pour la défense de la France pendant la Première Guerre mondiale et pour sa défense, sa libération et la victoire sur le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁰¹ ». Sans aucun doute, si l'esprit de ce décret s'était transformé en une quelconque réalité administrative et commémorative, la Mission du Centenaire aurait cessé d'être autonome, et le discours porté aurait pris, on le sent, une inflexion plus nationale et patriotique. C'est à ce moment-là que des élus faisant partie de la nouvelle majorité présidentielle, comme Christian Namy, sénateur et président du conseil général de la Meuse, ou Yves Daudigny, sénateur et président du conseil général de l'Aisne, commencent à critiquer l'association des deux anniversaires, critique amplifiée par l'intervention d'historiens comme Nicolas Offenstadt, Jean-Noël Jeanneney, Denis Peschanski et bien d'autres, qui déplorent le brouillage des messages et la régression mémorielle que représenterait le fait de reproduire le modèle du Cinquantième gaullien de 1964. Face à cette levée de boucliers, aucune prise de parole historienne en faveur de l'association 1914/1944 ne prend corps, fait significatif en soi. Partant, la position du ministre délégué et de ceux qui, dans son entourage, militent pour la « fusion » commémorative est rapidement affaiblie. La Mission des deux anniversaires, à la suite de cette série d'événements, n'a donc jamais été opérationnelle. Aucune instance que le décret projetait de créer n'a vu le jour. Certes, par sa seule existence, elle a conféré au ministre délégué aux Anciens Combattants (et plus tard au secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire) un droit de regard sur la Mission. En réalité, cependant, ce droit de regard n'a guère eu de réel impact sur le travail de la Mission, les deux anniversaires se déroulant, au demeurant, de manière complètement indépendante l'un de l'autre, même s'il a pu exister, en 2013-2014, un « comité de pilotage des deux anniversaires » se réunissant régulièrement à l'Élysée et même si le 11 novembre 2013, quelques jours après le lancement officiel du Centenaire, avec le déplacement présidentiel à Oyonnax (commémoration du 11 novembre 1943), a semblé annoncer, dans un premier temps, une articulation effective des deux anniversaires.

¹⁰¹ Voir *supra*, note 95.

Antoine Prost, un historien au parcours atypique au cœur du Centenaire « d'en haut »

Aucune analyse sur le déroulement du Centenaire « d'en haut » ne serait complète sans quelques réflexions relatives au rôle joué par Antoine Prost. Cumulant la présidence du conseil scientifique de la Mission du Centenaire et celle, très importante sur le plan symbolique, du comité scientifique du mémorial de Verdun, Antoine Prost, professeur des universités émérite (Paris I Panthéon-Sorbonne), historien du monde combattant ainsi que de l'éducation et de l'enseignement, se singularise en effet parmi les autres acteurs scientifiques du Centenaire par la place centrale qu'il a occupée dans le dispositif commémoratif et l'intensité de ses interactions avec des acteurs politiques pendant le processus de planification et de pilotage des temps forts commémoratifs. Si quelqu'un a incarné l'élément scientifique pendant le Centenaire – pour autant qu'on veuille considérer qu'une entreprise par essence collective comme la science historique puisse être incarnée par un seul individu – c'est bien Antoine Prost.

Le choix de confier la présidence du conseil scientifique à Antoine Prost s'était assez rapidement imposé, dès l'été 2011, comme une évidence^a. En effet, à partir du moment où la solution de l'œcuménisme historiographique avait été retenue comme un principe opérationnel, il ne pouvait y avoir un président trop marqué dans la controverse « contrainte/consentement ». Dès lors, Antoine Prost cumulait les atouts : une très importante œuvre historiographique liée à la Grande Guerre ; de l'expérience et une notoriété au sein de l'Université française et au-delà ; enfin, une position « au-dessus de la mêlée » en ce qui concerne son positionnement historiographique. L'auteur de l'ouvrage de référence sur les anciens combattants français dans l'entre-deux-guerres était de fait incontournable^b. Investi de cette légitimité, Antoine Prost avait l'autorité nécessaire pour porter une parole forte auprès des différentes instances scientifiques et commémoratives qu'il animait ou devant lesquelles il intervenait régulièrement. Il n'a d'ailleurs, à aucun moment du Centenaire, été remis en cause par ses pairs, que ce soit au sein du conseil ou à l'extérieur de celui-ci. La liste de ses participations à différents organes est effectivement impressionnante. Ainsi, pendant plus de sept ans, il a présidé les instances suivantes en sus du conseil scientifique de la Mission du Centenaire et du comité scientifique du mémorial

a Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

b Entretiens avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019) et Nicolas Offenstadt (15 janvier 2019).

de Verdun^c : la commission « Commémorations » du conseil scientifique, les commissions *ad hoc* évaluant le « rapport Zimet » et celle, très importante, sur la question d'une éventuelle réhabilitation des fusillés (voir *infra*), et le comité de labellisation. En outre, il est important de souligner qu'il a assisté, en apportant un cadrage historique systématique, à des organes de gouvernance opérationnelle du Centenaire, comme notamment le conseil d'administration de la Mission du Centenaire (dont il était membre avec voix consultative en vertu de la convention constitutive) ou les comités de pilotage interministériels qui se sont tenus en amont des grandes échéances. Comme l'attestent les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Mission, ce cadrage pouvait parfois prendre la forme d'un véritable exposé historique, voire historiographique, assez important. Ainsi, sur les quelques 900 lignes que comprend le procès-verbal de la réunion du 6 novembre 2012, non moins de 232 résument différentes prises de parole du président du conseil scientifique^d. Cette place accordée à la voix historienne s'explique, certes, en partie par le contexte post-alternance, qui favorisait un effacement partiel de la Mission derrière le président de son conseil scientifique, mais elle reste tout de même de taille. Le même constat s'applique à la réunion du 10 juillet 2017, dont le procès-verbal consacre un sixième de ses lignes aux prises de parole d'Antoine Prost. Celui-ci profitait d'ailleurs de la tribune qui lui était offerte pour relativiser la pertinence de la date du 11 Novembre pour désigner la fin de la guerre, en évoquant les différents traités de paix (de Brest-Litovsk à Lausanne) et en insistant sur la longue sortie de guerre notamment en Europe orientale^e. Sans vouloir entrer plus dans le détail, la participation active

c Nous ne l'évoquons pas directement ici, mais la rénovation complète du mémorial de Verdun en vue des commémorations de l'année 2016 a apporté son lot très important de réunions.

d Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale 1914-2014 tenue le 6 novembre 2012, archives de la Mission du Centenaire.

e Procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale 1914-2014 tenue le 10 juillet 2017, archives de la Mission du Centenaire.

du président du conseil scientifique aux réunions du conseil d'administration de la Mission du Centenaire ainsi qu'aux comités de pilotage n'est ni anodine, ni évidente ; elle lui donne accès au cœur de la prise de décision politique sur le Centenaire et lui permet d'émettre un certain nombre de recommandations, notamment concernant les commémorations organisées autour de Verdun, y compris dans le domaine des symboles utilisés, recommandations qui n'ont pas toutes, mais en partie, été suivies^f.

Si l'on veut identifier un moment où le rôle, sur le plan politique, du président du conseil scientifique a été particulièrement important, c'est sans doute, et cela rejoint ce que nous avons écrit plus haut, celui qui a suivi l'alternance politique. Dans ce contexte précaire, la Mission n'aurait effectivement pas pu rêver meilleur président à la tête de son conseil scientifique, puisque celui-ci apporte, en dehors même des aspects de légitimité scientifique, un passé d'engagement politique à gauche^g et une connaissance précise des rouages ministériels qui lui confèrent un capital politique certain au moment où la Mission du Centenaire est menacée^h. En évitant de critiquer trop ouvertement le nouveau gouvernement de gauche, il intervient à différents moments, notamment en rencontrant, à un moment critique et à la demande de l'Élysée, le Premier ministre Jean-Marc Ayraultⁱ. Surtout, il marque son soutien à la Mission en affichant une parfaite entente avec Joseph Zimet lors des différentes réunions, contribuant ainsi à ce que la Mission et ses historiens apparaissent soudés et solidaires^j, impression qui a sa part, nous l'avons dit, dans la stabilisation de celle-ci sur le plan administratif.

f Entretiens avec Constance Rivière (16 avril 2019) et Antoine Prost (15 mai 2018).

g Antoine Prost a été l'adjoint de Jean-Pierre Sueur (PS) à la mairie d'Orléans pendant douze ans, et conseiller de Michel Rocard, alors conseiller « Éducation nationale », de 1988 à 1990.

h Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

i *Ibid.*

j Entretien avec Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Le « rapport Prost »

58

C'est le 1^{er} août 2013 que Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, charge officiellement Antoine Prost, en tant que président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire, de rédiger un rapport sur la question d'une éventuelle réhabilitation des fusillés de la Grande Guerre. Antoine Prost s'entoure alors d'un groupe de travail constitué d'une partie des membres du conseil scientifique (S. Audoin-Rouzeau, A. Bach, A. Loez, N. Offenstadt) accompagné de deux autres chercheurs (Emmanuel Saint-Fuscien et Valériane Milloz), et de Joseph Zimet¹⁰². Le rapport, intitulé *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, est rendu le 1^{er} octobre 2013. Le sous-titre en est, en lui-même, très éclairant, dans la mesure où il montre la volonté des universitaires réunis d'exprimer un éclairage scientifique, sans s'immiscer pour autant dans la politique mémorielle. L'enjeu est de taille, face à un point central de la mémoire française de la Grande Guerre, qui, depuis le conflit lui-même, et, plus récemment, avec l'allocution de Lionel Jospin sur la thématique des fusillés le 5 novembre 1998 à Craonne, fait jouer des oppositions mémorielles et politiques fortes.

La lettre du ministre appelle à une « réflexion sur la question des fusillés » pour réaliser un « état des lieux complet sur le sujet », mais, dans le même temps, les attentes ne sont pas strictement historiennes, puisqu'au-delà même d'une analyse de la mémoire spécifique des fusillés Kader Arif demande non seulement de « recueillir les analyses des associations qui militent pour [leur] réhabilitation » mais également de formuler des « propositions »¹⁰³. *Via* cette dimension prescriptive comme *via* l'oreille tendue vers la société civile, les historiens de ce groupe de travail sont, dès le départ, placé dans une tension entre leur rôle scientifique et leur capacité à influencer sur le cours des politiques mémorielles. On sent l'expression d'une certaine gêne dès les premières pages du rapport, les historiens estimant qu'ils n'avaient pas « qualité pour remettre au ministre des propositions en bonne et due forme¹⁰⁴ ».

Cela n'empêche cependant pas le rapport de déployer ses conclusions, en commençant par redéfinir la notion même de « fusillés » et, par-là même, l'imaginaire qui y est attaché. Car les fusillés, la grande majorité d'entre eux l'ayant été entre août 1914 et octobre 1915, sont loin d'être tous des « mutins » de 1917. De même, l'expression même de « fusillés pour l'exemple » est ambiguë. Le rapport propose ensuite un état des lieux des sources extrêmement précis, qui

¹⁰² Voir *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ?*, *op. cit.*

¹⁰³ Lettre de commande du ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens combattants Kader Arif à Antoine Prost, 1^{er} août 2013, citée dans *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ?*, *op. cit.*, p. 35.

¹⁰⁴ *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ?*, *op. cit.*, p. 2.

visé à démontrer, y compris à l'aide d'études de cas et toujours dans un souci d'humilité historique, les limites de la démarche scientifique : « imaginer qu'on puisse aujourd'hui établir une vérité sur la plupart des cas des fusillés est pure illusion¹⁰⁵ », rappelle-t-il. Cet appel à la complexité intellectuelle sonne comme une recommandation de prudence envers l'action politique. Cela dit, quand le rapport entre dans une histoire des politiques de réhabilitation, le ton se fait moins docte, et plus politique, pour souligner – au sens propre, en gras dans le rapport – qu'il est « complètement faux » de dire que « la République n'a jamais voulu [se] saisir » de la question des fusillés¹⁰⁶.

Le rapport s'achève en soulignant les dangers de la décontextualisation, du point de vue des normes juridiques et des mentalités ; il n'en conclut pas moins sur un constat : « Un large consensus existe dans notre société pour estimer que la plupart [de ces soldats] n'étaient pas des lâches » ; « L'indignité dont les a frappés leur condamnation mérite d'être relevée »¹⁰⁷. La prescription des orientations politico-mémorielles ferme la marche, autour de quatre grandes options : l'inaction ; la réhabilitation générale ; la réhabilitation au cas par cas ; une déclaration solennelle. Le groupe de travail souligne qu'aucune solution n'est pleinement satisfaisante, bien que l'on puisse percevoir l'inclinaison assez forte des rédacteurs vers l'une d'entre elle : la dernière.

Ce rapport est d'une importance capitale, non seulement comme l'une des pièces majeures du Centenaire, mais peut-être plus encore, à deux autres niveaux : dans le rôle qu'il a joué dans l'apaisement des tensions historiographiques, d'une part ; dans son efficacité prescriptive, d'autre part, et donc, dans ce qu'il dit de la place de l'expertise historique dans la commémoration.

Du point de vue historiographique, d'abord, il est important de constater que la thématique des fusillés, si elle n'avait pas joué immédiatement dans le déclenchement de la controverse entre les deux « écoles » historiographiques françaises dites « du consentement » et « de la contrainte », était tout de même très sensible au vu des clivages structurant alors la recherche française sur la Grande Guerre : en effet, une grande partie de l'identité scientifique du CRID 14-18 – tout comme de l'environnement mémoriel sur lequel il se fondait – s'attachait à cette question comme au symbole même des contraintes qui pesaient sur les soldats, et qui expliquaient, en retour, une bonne partie de leur ténacité. Si les chercheurs de l'Historial de Péronne s'étaient peu intéressés à cet objet – avant les travaux d'Emmanuel Saint-Fuscien sur la question –, du côté du CRID 14-18 les recherches nombreuses d'André Loez, du général André Bach ou

105 *Ibid.*, p. 16.

106 *Ibid.*, p. 18.

107 *Ibid.*, p. 25.

encore de Denis Rolland montraient bien que la question de la place à accorder aux fusillés dans l'histoire de la Grande Guerre était devenue symbole de la ligne de faille historiographique et un enjeu crucial. Joseph Zimet estime même que c'est la compréhension, dès 2008, du caractère très épineux de cette question qui lui a fait comprendre la nécessité de s'entourer d'un conseil scientifique¹⁰⁸.

Il est d'autant plus surprenant de constater que, dans un temps restreint (d'août à octobre 2013), et ceci en amont du Centenaire, des chercheurs qui avaient pris l'habitude d'affirmer publiquement des désaccords profonds se sont assis à la même table pour produire un consensus. Cette évolution était loin d'être prévisible, certains historiens redoutant ainsi un éventuel conflit mémoriel, l'équivalent de ce que la Vendée avait été pour le bicentenaire de 1989, mais de l'autre côté du spectre politique. Pourtant, dans l'arène scientifique au moins, la « commission fusillés » a joué, de manière étonnante, un rôle inverse : celui d'une instance de rapprochement. Le consensus établi sur le refus d'une « réhabilitation globale » a joué comme premier acte d'une pacification du champ historiographique¹⁰⁹.

60

Il est vrai qu'en réalité, sur le plan mémoriel, un certain nombre de polémiques avaient déjà été réglées dans les années précédentes, Nicolas Sarkozy évoquant par exemple les fusillés dans son discours de Verdun¹¹⁰, la question des fusillés ne méritant donc plus qu'un « approfondissement » durant le Centenaire¹¹¹. Cela n'a pas empêché les membres de la commission de devoir défendre le « rapport Prost », par la suite, contre les militants de la réhabilitation globale.

On peut donc considérer que la « commission fusillés », en tranchant en amont du Centenaire la question la plus épineuse qui séparait les deux « écoles » historiographiques, a été la condition d'un rapprochement qui a ensuite marqué toute la commémoration.

La deuxième conséquence essentielle de l'existence et du travail de cette commission a été, on l'a dit, sa réussite dans son rôle de prescription des politiques mémorielles. En effet, des avancées majeures ont eu lieu durant le Centenaire sur la question. En novembre 2014, le Musée de l'Armée a ainsi ouvert un espace dédié aux fusillés de la Première Guerre mondiale, un hommage aux quelques 600 soldats exécutés pour l'exemple, ce qui représente, pour Joseph Zimet, une rupture importante, un temps fort du Centenaire¹¹².

¹⁰⁸ Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

¹⁰⁹ Entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019).

¹¹⁰ « Pour M. Sarkozy, les fusillés de 14-18 "n'avaient pas été des lâches" », *Le Monde*, 11 novembre 2008.

¹¹¹ Entretien avec Nicolas Offenstadt (15 janvier 2019).

¹¹² Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018). Voir Antoine Flandrin, « Les fusillés entrent aux Invalides », *Le Monde*, 7 novembre 2014.

Pour lui, éclairage historien et service rendu à la République se mélangent ici. Le deuxième grand projet a consisté dans la mise en ligne, en novembre 2014, d'une base de données recensant les noms des « Fusillés de la Première Guerre mondiale » sur le site internet *Mémoires des hommes*, dans le même espace numérique¹¹³ – et donc symbolique – que les noms des 1,3 millions de « Morts pour la France ». Cette base compte aujourd'hui 1 009 noms. En parallèle a eu lieu la numérisation des archives des conseils de guerre. Il n'est par ailleurs pas inintéressant de souligner que ce sont, en les personnes de David Guillet et de Laurent Veyssière, deux autres membres du conseil scientifique qui ont été chargés respectivement de la création de l'espace consacré aux fusillés au Musée de l'Armée et de la numérisation des archives.

La présence des historiens a, comme à de nombreuses reprises durant le Centenaire, joué dans le sens de l'apaisement des tensions purement politiques, dans ce dossier qui est, sur ce versant également, tout aussi épineux¹¹⁴. Plus largement, les recommandations des historiens à travers le « rapport Prost » ont guidé l'action politique, notamment *via* le quatrième scénario qu'ils proposaient, invitant les pouvoirs publics à « affirmer de façon très forte que beaucoup de fusillés – mais non pas tous – [l'avaient] été dans des conditions précipitées, parfois arbitraires¹¹⁵... ». Cela a eu pour effet de ne pas totalement réveiller le militantisme mémoriel autour de la question, quand bien même le refus d'une réhabilitation collective par l'Assemblée nationale en 2016 a reçu un écho dans les milieux concernés¹¹⁶. Ce militantisme, qui dépasse d'ailleurs largement la seule question historique des fusillés pour s'ancrer dans un « combat [...] plus directement politique¹¹⁷ » contre les guerres actuelles et passées, rappelle le « rapport Prost », s'est cependant poursuivi à différentes échelles durant les années de commémoration, clôturant même celles-ci par une action symbolique à Chauny¹¹⁸.

113 <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=211&titre=fusilles-de-la-premiere-guerre-mondiale> (consulté le 1^{er} août 2021).

114 Entretien avec David Zivie (16 juillet 2018).

115 *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918?*, *op. cit.*, p. 30.

116 « L'Assemblée refuse la réhabilitation collective des fusillés de 14-18 », *L'Humanité*, 27 mai 2016.

117 *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918?*, *op. cit.*, p. 20.

118 Nicolas Totet, « Le monument des fusillés pour l'exemple de 14-18 à Chauny fait polémique », *Le Courrier picard*, 5 avril 2019. Voir également Danielle et Pierre Roy, *De Gentioux à Chauny*, Paris, Fédération nationale de la Libre Pensée, 2019.

Les années 2014-2018. Quelle place pour le conseil scientifique dans le Centenaire « d'en haut » ?

Avec le bras de fer autour de la confirmation de la Mission du Centenaire comme opérateur autonome du Centenaire et le « rapport Prost », deux temps forts de l'influence historique sur le Centenaire « d'en haut » se sont placés relativement au début de la séquence commémorative. Quel est le regard que l'on peut porter sur la place du conseil par la suite, toujours dans le Centenaire « d'en haut », une fois la Mission consolidée et le cycle commémoratif engagé ?

62 L'absence de grands débats ou de choix de politique mémorielle tranchés que le conseil scientifique aurait pu porter ou, à l'inverse, critiquer (et dans lesquels l'on aurait donc pu suivre le cheminement et l'impact des recommandations du Conseil à travers le dispositif politico-mémoriel) rend toute réponse à cette question complexe. Néanmoins, on distingue un certain nombre d'éléments transversaux et d'autres plus ponctuels qui méritent d'être relevés et qui caractérisent l'insertion du conseil dans l'écosystème commémoratif.

Le premier constat qui s'impose est celui d'une articulation harmonieuse entre le travail opérationnel de la Mission et celui, plus réflexif, du conseil scientifique. La Mission n'a certes pas soumis l'ensemble ou même la majorité des questions qu'elle avait à trancher quotidiennement au conseil, cela aurait été complètement impossible, mais les grandes orientations ont toujours été discutées, la Mission continuant, par ailleurs, à pousser dans ce sens¹¹⁹. À ce titre, la Mission a toujours été un relais fiable du point de vue des historiens. Cela a parfois produit des résultats immédiats, comme par exemple en octobre 2018 quand des historiens, en l'occurrence Stéphane Audoin-Rouzeau et Denis Peschanski, alertent l'Élysée, *via* Joseph Zimet, sur le caractère problématique de la participation

119 La seule exception à cette règle est l'année Clemenceau, une commande du nouveau président Emmanuel Macron en 2017 : si le président du conseil scientifique a assisté aux réunions du comité de pilotage organisées à cet effet à l'Élysée, le programme et ses orientations n'ont jamais fait l'objet d'une discussion au sein du conseil. Cela ne veut pas dire que la Mission (et, en l'occurrence, Laurent Veyssière qui assurait la direction de l'année Clemenceau) se serait passée d'expertise historique en mettant en musique la célébration du « Père la victoire ». Les historiens spécialistes de Clemenceau, Sylvie Brodziac et Samuël Tomei ont tout au contraire joué un rôle central dans la définition du discours scientifique porté tout au long de l'année commémorative (voir l'entretien avec Laurent Veyssière, 16 juillet 2018). Toujours est-il que la non-consultation du conseil sur l'année Clemenceau peut être considérée comme une entorse au fonctionnement habituel. Sans doute aurait-il été plus cohérent d'intégrer l'expertise Clemenceau au sein du conseil scientifique, quitte à avoir, peut-être, des échanges animés quant à l'opportunité de réduire la vie de Clemenceau aux années 1917-1918.

du président de la République à la cérémonie d'hommages aux maréchaux de la Grande Guerre – dont Pétain – qui devait avoir lieu le 11 novembre, entraînant l'annulation de la présence d'Emmanuel Macron¹²⁰. Parfois, cela reste sans conséquences, comme par exemple dans le cas des commémorations de la Marne ou de Verdun, pour lesquelles le conseil a préconisé un format plus international, associant les Britanniques à la première et tous les pays européens à la seconde¹²¹. Le format retenu, *in extremis*, en ce qui concerne ces deux manifestations a été franco-français (pour la Marne) et franco-allemand (pour Verdun), les décisions finales pour ces temps forts étant prises à l'Élysée et échappant donc à la Mission elle-même.

Dans l'ensemble, on peut dire que la bonne intelligence régnant entre la Mission et son conseil, qui a contribué à stabiliser la Mission en 2012-2013, a été réelle jusqu'à la fin du Centenaire et s'est même renforcée au fil des années. Pour comprendre la manière dont ces deux instances ont pu être en résonance sur bien des sujets, il est indispensable de tenir compte des liens informels qui se sont noués, pour autant qu'ils n'aient pas déjà existé en 2012, entre les membres du conseil et l'équipe de la Mission. Évoquer l'importance des réunions plénières du conseil comme principal lieu d'échange entre la Mission et son conseil est évidemment justifié, mais la qualité des échanges bilatéraux entre les membres du conseil et différents membres de la Mission a été tout aussi déterminante pour la transmission de réflexions historiographiques et la création d'un sentiment de responsabilité collective qui a fait la force du « modèle Zimet »¹²². Joseph Zimet lui-même, mais également le directeur adjoint David Zivie et plus tard Alexandre Lafon et Laurent Veyssière, tout comme les historiens œuvrant au sein de la Mission, ont généralement été très réactifs face aux sollicitations émanant des membres du conseil scientifique, même si certains membres du conseil ont été plus proches de la Mission que d'autres. Nonobstant l'existence de certaines différences de vue, la Mission a su créer un mode de fonctionnement dans lequel les membres du conseil se sont sentis, pour la plupart, pris au sérieux par une équipe dotée d'une incontestable sensibilité historiographique, qui avait lu les historiens composant le conseil, qui connaissait les problématiques historiennes et qui était même en partie composée d'historiens, dont deux, Alexandre Lafon et Damien Baldin, étaient parfaitement intégrés dans les réseaux de recherche sur la Grande Guerre. Il serait bien sûr tentant d'essayer de suivre à la loupe le cheminement des notes du conseil à travers l'écosystème commémoratif et de se demander à quel moment

120 Entretien avec Joseph Zimet (21 mars 2019).

121 Entretien avec Antoine Prost (15 mai 2018).

122 Entretiens avec Nicolas Offenstadt (15 janvier 2019) et Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

quelle réflexion historique a pu infléchir tel ou tel processus de prise de décision ou tel ou tel discours. Toujours est-il que le poids essentiel des historiens tout au long du Centenaire « d'en haut » ne réside pas dans leur capacité à peser sur des questions d'administration de la mémoire ou à faire glisser telle ou telle formule dans un discours présidentiel. Il est à la fois plus structurant et plus implicite : il se situe dans l'influence exercée sur les cadres de représentations des principaux commémorateurs qui ont sans doute été plus en phase avec le discours historiographique que cela n'a jamais été le cas auparavant, en tous les cas en ce qui concerne les commémorations de la Grande Guerre.

64

L'importance de ce modèle d'intégration du monde de la recherche a pu avoir pour conséquence un sentiment de responsabilité collective, qui consistait à aller jusqu'au bout de la séquence Centenaire. Cela s'est d'ailleurs vérifié en novembre 2018 au moment de l'aparté du président Emmanuel Macron sur le « grand soldat » Pétain, qui a menacé, pendant 48 heures, d'occulter complètement les commémorations et « l'itinérance mémorielle » en cours et qui a entraîné une réunion de crise du conseil scientifique, la seule durant tout le Centenaire. Comme le conseil devait rencontrer le président le 9 novembre à Péronne, la question aurait pu se poser du maintien ou non de la rencontre. La question n'était cependant pas de contester ce qu'avait dit le président. Sur le fond, aucun historien ne pouvait être en désaccord avec ces mots. Il ne s'agissait pas cependant d'histoire, mais de mémoire et, sur ce plan, la petite phrase risquait de contaminer les commémorations ou, pire, d'annuler l'effort déployé pendant des années pour construire un Centenaire autour des Poilus, autour des sociétés en guerre et d'enjeux de mémoire dépassant la mémoire nationale. À ce titre, il aurait été envisageable de marquer sa déception en préférant ne pas participer à une réunion qui pouvait donner l'impression que le conseil cautionnait ce qu'avait dit le président de la République. Or, il se trouve que ce scénario n'a été sérieusement envisagé à aucun moment de la réunion de crise, même par ceux des collègues les plus sensibles aux instrumentalisation politiques. Collectivement, et en refusant également de répondre aux sollicitations d'un certain nombre de médias qui semblaient vouloir alimenter la polémique, le conseil a fait le choix d'aller au bout de son engagement aux côtés de la Mission, ce qui aurait sans doute été beaucoup moins évident si l'alchimie entre le conseil et la Mission avait été moins forte.

Un dernier aspect qui dit l'intégration du conseil scientifique dans le Centenaire « d'en haut », tout en invitant à ne pas exagérer son rôle, est la participation des historiens aux temps forts présidentiels. Celle-ci a pu prendre deux formes. D'une part il y avait, à l'intérieur de chaque cérémonie présidentielle, un « temps historien » durant lequel les présidents successifs se sont fait expliquer l'importance du lieu visité par des spécialistes (Gerd Krumeich et

Nicolas Offenstadt au Hartmannswillerkopf, Gerd Krumeich et Antoine Prost à Verdun, André Loez au Chemin des Dames, Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker et John Horne à l'Historial de Péronne, pour ne citer que ces exemples). Si ces séquences étaient généralement très courtes et ne permettaient guère un traitement très approfondi du sujet, elles n'en étaient pas moins importantes pour intégrer l'histoire dans le cérémonial présidentiel et, partant, dans la mémoire. D'autre part, il y avait la parole présidentielle proprement dite, à la définition de laquelle les membres du conseil ont pu participer, parfois littéralement quelques heures avant le discours, pour éviter des erreurs factuelles (c'est le cas d'Antoine Prost relisant le discours prononcé par François Hollande à l'occasion du lancement du Centenaire le 7 novembre 2013), parfois plus en amont en apportant des réflexions, éventuellement sur plusieurs versions successives (c'est le cas de Nicolas Offenstadt qui a participé à la rédaction du discours du président Hollande au Chemin des Dames). De façon générale, force est de constater que l'influence des historiens sur les discours présidentiels, en dehors des parties historiques, a été plutôt faible, ce qui est sans doute normal si la distinction histoire/mémoire, aussi poreuse soit-elle, garde un sens. À ce titre, le fait que le constat fataliste de ne pas être écouté soit souvent lié à des discours politiques (qu'ils soient prononcés par le président, par le Premier ministre ou par d'autres membres du gouvernement) semble plutôt révélateur d'une attente frustrée que d'une véritable absence d'écoute.

Nous avons essayé d'analyser et de cartographier la place des historiens au cœur même des dispositifs de politique mémorielle. Cependant cette analyse, pour éclairante qu'elle soit, ne constitue qu'une partie de notre bilan du fait scientifique du Centenaire.

En effet, les années de commémorations ont été l'occasion d'une effervescence considérable de l'ensemble des communautés universitaires, qui a abouti à un renouvellement en profondeur des optiques, des questionnements, des thématiques, et des méthodes adoptés. Après avoir étudié la place de l'expertise historique au sein du dispositif politico-mémoriel, nous nous pencherons désormais sur les apports scientifiques en eux-mêmes : il s'agit de tracer une synthèse des résultats apportés par les dix contributions du présent ouvrage, en montrant la diversité, tout comme les lignes de force qui ont traversé ces sept années d'activités scientifiques. Même s'il est encore trop tôt pour tirer de réelles conclusions concernant les évolutions historiographiques, nous esquisserons ici quelques remarques qui pourront servir à ce propos.

LES APPORTS SCIENTIFIQUES DU CENTENAIRE : ÉVOLUTIONS ET DÉBATS

L'ACCÈS NUMÉRIQUE AUX ARCHIVES : UNE VAGUE SANS PRÉCÉDENT ?

66 Souligner que la recherche historique se fait en grande partie à partir d'archives est un truisme. Mais il est intéressant de rappeler cette évidence pour prendre la mesure de ce que le Centenaire a représenté du point de vue archivistique. En effet, si les cinq années de commémorations ont permis de très nombreuses recherches scientifiques sur des archives déjà connues, elles ont également été le théâtre d'un renouvellement documentaire sans précédent, dans les centres d'archives en tant que tels comme dans la mise en ligne de masses de données considérables. Benjamin Gilles évalue cette place des centres d'archives comme opérateurs vers le grand public, mais s'intéresse également aux documents pour eux-mêmes, du fait des nouvelles recherches qu'ils vont permettre d'effectuer dans les années à venir¹²³. C'est là tout le paradoxe du Centenaire : il peut laisser craindre un épuisement de l'intérêt et un grand silence historiographique à sa suite, alors qu'il a été l'occasion d'avancées considérables en matière d'accès à de nouvelles documentations¹²⁴.

On peut décrire rapidement ici les quatre exemples les plus marquants en ce qui concerne l'accès aux archives en ligne.

La première initiative, chronologiquement parlant, est celle que constitue le site internet *Europeana*¹²⁵. Ancienne, elle agrège des documentations provenant d'institutions partenaires – comme de nombreuses bibliothèques – et des numérisations de documents réalisées directement à partir du site par des particuliers. 200 000 documents proviennent ainsi de ces derniers, et donnent accès – même si l'indexation n'en est pas toujours très précise – à une guerre européenne, en plusieurs langues¹²⁶.

Le site internet *Mémoire des hommes*¹²⁷ a été inauguré en 2003. Celui-ci est « destiné à mettre à la disposition du public des documents numérisés » et donne accès, en ce qui concerne 14-18, à des bases de données considérables : la base « Morts pour la France de la Première Guerre mondiale » (1,3 million de soldats)

123 Voir *infra*, « Services d'archives et bibliothèques publiques pendant le Centenaire », p. 197-267.

124 Sur le Centenaire du monde des archives, voir également *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, Paris, Association des archivistes français, 2020.

125 <https://www.europeana.eu/en/collections/topic/83-1914-1918> (consulté le 1er août 2021).

126 Voir *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, *op. cit.*

127 www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr (consulté le 1er août 2021).

par exemple, ou encore les « Journaux de marches et opérations » (JMO) de toutes les unités à partir de 2008, qui représentent 1 370 cartons d'archives. À l'occasion du Centenaire, le site a mis en ligne 95 000 fiches de soldats n'ayant pas obtenu la mention « mort pour la France » ainsi que les archives des Conseils de guerre, qui ont permis de construire une nouvelle base listant les noms des « Fusillés de la Première Guerre mondiale » (1 009 fusillés et exécutés).

Le site internet *Grand Mémorial*¹²⁸ avait été évoqué dès le « rapport Zimet », qui préconisait « un grand chantier de numérisation » de « l'ensemble des registres matriculaires des 8 millions de combattants »¹²⁹. La numérisation, l'indexation et la mise en ligne des 9 millions de « registres matricules » ont donc eu lieu, le portail étant officiellement inauguré par François Hollande le 11 novembre 2014¹³⁰.

Enfin, il y eut les Grandes Collectes de 2013, 2014 et 2018. À l'initiative de la Bibliothèque nationale de France et de la Mission du Centenaire, 150 centres d'archives ont participé à la collecte de documents relative à la Grande Guerre. En 2013 et 2014, la participation de 20 000 personnes a permis la numérisation de 325 000 documents et l'entrée de 1 700 fonds nouveaux¹³¹. La mise en ligne s'est faite soit sur un site dédié (*www.lagrandecollecte.fr*), soit sur le site *Europeana.eu*. On peut noter qu'en la matière, le Centenaire a fait tâche d'huile, car d'autres Grandes Collectes ont été organisées, notamment autour des relations entre la France et l'Afrique au XIX^e siècle.

Les chercheurs ont une connaissance intime des fonds traditionnels concernant la Grande Guerre. Cependant, le Centenaire – et il faut garder ces informations en tête pour envisager l'avenir de la recherche sur 14-18 – a été le théâtre d'un véritable « tsunami » documentaire. Ainsi, en plus des nouveaux fonds, accessibles ou non en ligne, au moins 280 nouveaux témoignages ont été

128 www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial (consulté le 1er août 2021).

129 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 14.

130 « Le Grand Mémorial ou l'identité retrouvée du Soldat inconnu », en ligne : www.culture.gouv.fr/Actualites/Le-Grand-Memorial-ou-l-identite-retrouvee-du-Soldat-inconnu (consulté le 1er août 2021). Voir également Benoît Hopquin, « Mémorial virtuel pour des millions de Poilus », *Le Monde*, 10 novembre 2014 et Nathalie Rogeaux, « La numérisation des matricules de la Grande Guerre aux archives départementales du Doubs », dans *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, *op. cit.*, p. 98-99.

131 Au moins pour les deux premières vagues de 2013 et 2014. Voir Laurent Veyssièrre, « La Grande Collecte 1914-1918 : aux sources de la mémoire familiale de la Grande Guerre », dans *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, *op. cit.*, p. 43-53 et Nicolas Patin, « *Europeana 1914-1918*. Une ressource numérique pour écrire l'histoire de la Grande Guerre », *Histoire@politique*, 35, mai-août 2018. Les chiffres ne sont pas disponibles pour la fin du Centenaire, et le nombre total des documents numérisés est donc certainement plus important.

édités, pour la France seulement. Une conclusion s'impose : nous n'avons pas fini d'exploiter les données que le Centenaire a générées.

LES RENOUVELLEMENTS HISTORIOGRAPHIQUES :
QUATRE ANNÉES DE RECHERCHES COLLECTIVES

Il est évidemment difficile de répertorier les enseignements scientifiques majeurs du Centenaire, tant la production a été considérable et diversifiée, qui plus est en l'absence, on l'a dit, de grands débats venus polariser une majorité des productions. Cependant, grâce à la vision générale rendue possible par les différentes contributions ici présentées, nous pouvons esquisser un certain nombre de tendances et de remarques concernant la dimension scientifique du Centenaire. La première concernera la chronologie de la guerre ; la deuxième, son extension spatiale ; la troisième, enfin, la diversification des thèmes de recherche¹³².

68

14-18 : une dilatation temporelle. Retour sur la chronologie

Les deux chiffres « 14-18 » sont devenus, en quelque sorte, métonymiques de la « Grande Guerre » ou « Première Guerre mondiale », à tel point qu'une référence, même très allusive, à ceux-ci convoque le souvenir ou l'actualité de la guerre. On pense, par exemple, au très sobre *14* de l'écrivain Jean Echenoz¹³³, ou au *14-18. Retrouver la guerre* de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker¹³⁴. Cette dénomination installe, inconsciemment, l'idée simple et vraie que la Grande Guerre a débuté le 1^{er} août 1914 et s'est achevée le 11 novembre 1918. Ces bornes chronologiques, peut-être les plus intangibles de la recherche historique au xx^e siècle, semblaient inamovibles. Le Centenaire, à deux moments, et selon deux dynamiques distinctes, a cependant interrogé ces bornes, conduisant à réévaluer cette chronologie si solidement installée. Cette évolution est venue questionner à nouveaux frais la fin de la guerre et la date de 1918, tout en réaffirmant au contraire celle de 1914.

Deux livres se sont distingués dans le flot de publications du Centenaire et montrent cette évolution de l'appréhension chronologique du conflit : *Les Somnambules* de Christopher Clark¹³⁵, en ouverture des commémorations,

132 Voir également le bilan que tirent Antoine Prost et Jay Winter dans la mise à jour de leur essai historiographique *The Great War in History. Debates and Controversies, 1914 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p.232-241.

133 Jean Echenoz, *14*, Paris, Éd. de Minuit, 2012.

134 Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

135 Christopher Clark, *Les Somnambules*, Paris, Flammarion, 2013.

et *Les Vaincus* de Robert Gerwarth, qui les clôtura¹³⁶. Le livre de l'historien australien, publié en 2013, s'est installé rapidement comme *le* livre du Centenaire, se vendant à des milliers d'exemplaires en Allemagne et en France. La morphologie du succès et du débat qui a suivi est très intéressante, car elle fait circuler des thématiques et des controverses selon une dynamique inédite. En effet, la question dominante de l'historiographie allemande concernant la Grande Guerre a toujours été celle des causalités de la guerre et des responsabilités de son déclenchement. Cette question est aussi ancienne que l'article 231 du traité de Versailles lui-même, et a été attisée par la gigantesque controverse autour des travaux de Fritz Fischer, premier historien allemand à considérer que l'Allemagne était bien le pays responsable du déclenchement de la conflagration mondiale. De ce point de vue, comme l'a souligné l'historien Gerd Krumeich, qui est entré en discussion avec les résultats de Christopher Clark¹³⁷, l'enquête du chercheur australien tenait aussi bien d'une volumineuse et précise enquête archivistique que d'une prise de position politico-mémorielle d'une importance considérable pour l'Allemagne, ce qui explique en partie son succès. Clark donnait l'absolution à une conscience allemande fragilisée par des questions qui sont, elles, très actuelles. Alors que les chercheurs s'attendaient à un centenaire 14-18 relativement morne en Allemagne, ce débat inattendu a en réalité surpris par sa vivacité, et réveillé une mémoire 14-18 non seulement endormie, mais recouverte par les atrocités du second conflit mondial.

La « dynamique Clark » a touché la France, alors que l'historiographie nationale, depuis de très nombreuses années, ne s'intéressait plus à la question du déclenchement de la guerre. Si Jean-Jacques Becker s'était penché dans sa recherche des années 1970 sur le thème fondamental de la « fleur au fusil¹³⁸ » – le prétendu enthousiasme de guerre d'août 1914 – il ne parlait pas en propre, ou alors fort peu, des causes de la guerre, et peu de chercheurs français pratiquent encore une histoire diplomatique leur permettant d'ausculter les relations internationales de l'avant-guerre¹³⁹. Un certain nombre de publications sont venues accompagner cet intérêt renouvelé pour l'avant-guerre, mais avec les outils de l'historiographie française, plus sociale et culturelle que purement militaire ou

136 Robert Gerwarth, *Les Vaincus. Violence et guerre civile sur les décombres des empires*, Paris, Le Seuil, 2017.

137 Gerd Krumeich, *Juli 1914. Eine Bilanz*, Paderborn, F. Schöningh, 2014, et sa traduction française par Claudine Layre, *Le Feu aux poudres*, Paris, Belin, 2014.

138 Jean-Jacques Becker, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre. Contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

139 L'exception confirmant la règle est Georges-Henri Soutou, *La Grande Illusion. Quand la France perdait la paix, 1914-1920*, Paris, Tallandier, 2015.

diplomatique¹⁴⁰. Dans l'ensemble, cependant, la place de l'avant-1914 a été plutôt réduite. Un grand colloque s'est penché sur les imaginaires de l'avant-guerre et sur l'idée si répandue que la guerre avait fini, en quelque sorte, par apparaître comme inévitable¹⁴¹. On peut en revanche noter que plusieurs explications traditionnelles concernant la guerre – la compétition coloniale et l'interprétation marxiste canonique d'une guerre impérialiste – n'ont pas rencontré d'écho important. De même, si quelques ouvrages ont pu aborder les guerres balkaniques¹⁴², c'est véritablement dans le sillage de Clark que ce débat a questionné les causalités traditionnelles de la guerre, montrant la circulation des thématiques entre l'Allemagne et l'Europe. La date de 1914 aurait pu, de ce fait, être mise en cause, pour ouvrir sur une réflexion plus large, notamment sur les guerres balkaniques, comme cela avait d'ailleurs été le cas en 2004-2005 lorsque le programme de l'agrégation d'histoire proposa de s'interroger sur les guerres de 1911 à 1946¹⁴³. Force est de constater que le livre de Clark, avec l'accent mis sur l'attentat de Sarajevo comme un événement transformateur, a plutôt eu pour conséquence de resserrer la réflexion scientifique sur l'escalade finale d'entrée dans la guerre¹⁴⁴.

Il n'en va pas de même pour la date de 1918. On peut dire qu'un des résultats majeurs du Centenaire, que ce soit du point de vue scientifique ou dans la vision du grand public, est d'avoir démontré que la date du 11 novembre 1918, si elle induisait un soulagement immense pour les Français et certains Européens, ne signifiait en aucun cas la fin du conflit, sous toutes ses formes. Il faut souligner que cette réflexion sur les « sorties de guerre » était déjà bien installée dans le paysage français, notamment à partir des recherches d'historiens comme Stéphane Audoin-Rouzeau, Christophe Prochasson et Bruno Cabanes. Ceux-ci ont en effet publié, dans les années 2000, de nombreux travaux relatifs à ce concept, que ce soit

¹⁴⁰ Olivier Cosson, *Préparer la Grande Guerre. L'armée française et la guerre russo-japonaise*, Paris, Les Indes savantes, 2013, et Ken Daimaru, *Préserver la santé des armées dans le Japon moderne. La médecine militaire face à la guerre russo-japonaise*, thèse soutenue le 16 décembre 2017 à l'université de Nanterre sous la direction d'Annette Becker, Emmanuel Lozerand et Naoko Shimazu.

¹⁴¹ Arndt Weinrich et Heather Jones, *The Pre-1914 Period: Imagined Wars, Future Wars*, Francia, Band 40, 2013.

¹⁴² Catherine Horel, *Les Guerres balkaniques (1912-1913). Conflits, enjeux, mémoires, et Entrer en guerre, 1914-1918. Des Balkans au monde*, Bruxelles, P. Lang, respectivement 2014 et 2018.

¹⁴³ Stéphane Audoin-Rouzeau, Henry Rousso, Anne Duménil et Christian Ingrao, « Les sociétés, la guerre et la paix (Europe, Russie/URSS, États-Unis, Japon), 1911-1946 », *Historiens et géographes*, 383, juillet-août 2003, p. 137-212.

¹⁴⁴ Ici, nous nous éloignons quelque peu d'Antoine Prost et de Jay Winter, qui estiment dans leur récente synthèse des apports scientifiques du Centenaire que la borne 1914 a également été remise en question (voir *The Great War in History*, *op. cit.*, p. 233). Si cela est peut-être vrai au niveau international, nous aurions tendance à nuancer ce constat pour le cas de l'historiographie française.

dans l'étude de l'intimité des familles françaises ou de l'histoire militaire¹⁴⁵. Cependant, on peut dire que les effets conjugués d'une internationalisation de la recherche et de cette dilatation temporelle ont permis d'éclairer les dynamiques des « guerres continuées » dans toute l'Europe. John Horne et Robert Gerwarth ont ainsi publié, à l'orée du Centenaire, un remarquable *War in Peace*¹⁴⁶ qui analysait l'émergence de très nombreux groupes paramilitaires dans l'Europe centrale, mais aussi en Irlande ; Robert Gerwarth, on l'a dit, clôtura le Centenaire avec *Les Vaincus* (2017) qui a conquis un assez large public en France. L'intérêt de ces ouvrages qui font exploser les chronologies traditionnelles est de recourir à une histoire sociale « par en bas », qui décentre le regard en l'éloignant des grandes puissances et de la reconstruction diplomatique de l'Europe. Alors qu'on a longtemps écrit l'histoire de l'après-guerre autour du wilsonisme, des grands traités de la banlieue parisienne et d'une vision par en haut de la réorganisation de l'Europe, le Centenaire nous a apporté un nouvel éclairage sur la réalité sociale et territoriale de ces dynamiques. De ce point de vue, on peut estimer qu'une autre évolution historiographique est à l'œuvre : depuis une dizaine d'années, et dans le sillage de la *Global History*, les études sur les « empires » ont été très dynamiques¹⁴⁷. Les recherches sur le Centenaire ont profité de cette focalisation pour réfléchir à l'écroulement des quatre grands empires européens entre 1914 et 1918, et ainsi comprendre les constructions nationales de l'Europe du début des années 1920. Cela poussait à ne plus respecter 1918 comme une date sacrosainte d'achèvement de la guerre et à regarder l'immédiat après-guerre (selon les contextes nationaux, vers les années 1919 à 1923). De nombreux livres ont ainsi choisi la date de 1919 comme achèvement (55), d'autres les années 1920-1923 (25). La morphologie des conférences et des colloques le confirme : si plusieurs colloques se sont intéressés à la construction diplomatique de la paix¹⁴⁸, un nombre plus important d'entre eux s'est consacré aux conséquences quotidiennes de la guerre et à une lecture plus sociale et culturelle qu'à proprement parler politique. « La guerre après la guerre : la France au Levant (1918-1923) » ; « Sortie de guerre et colonies » ; « Les effets de la Première Guerre mondiale sur les Églises chrétiennes en Europe, 1918-1925 » : autant de titres qui montrent la fin du primat de la date de 1918.

145 Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson, *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008 ; Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Le Seuil, 2004 ; *id.* et Guillaume Piketty, *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.

146 Robert Gerwarth et John Horne, *War in Peace. Paramilitary Violence in Europe after the Great War*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2012.

147 Un exemple parmi bien d'autres : Frédéric Cooper et Jane Burbank, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 2011.

148 Voir *infra* la contribution d'Elisa Marcobelli.

Cette dilatation de quelques années ouvre, en quelque sorte, sur la question beaucoup plus vaste de la mémoire de la guerre. Le Centenaire, on peut l'avancer, n'a pas donné lieu à une réouverture des débats des années 1990-2000 concernant le lien entre Première et Seconde Guerre mondiale, la « brutalisation » et la « guerre de Trente Ans ». On peut constater que des thématiques traditionnelles de l'histoire politique, comme l'émergence des fascismes et le lien entretenu par les radicalités politiques avec l'expérience des tranchées, n'ont pas été au cœur des réflexions. En revanche la dilatation temporelle, en s'intéressant aux acteurs sociaux les plus divers, créait une passerelle de réflexion sur la mémoire immédiate du conflit, elle-même vecteur de réflexion sur la mémoire à plus long terme de 14-18. De ce point de vue, si la mémoire au sens propre du terme est moins présente dans les publications, Elisa Marcobelli a montré qu'un très grand nombre de colloques scientifiques y avaient consacré leurs travaux, et Lise Galand – selon une logique très différente, de type médiatique – qu'elle tenait une place particulière dans les prises de paroles des universitaires dans les médias. Que ce soit à travers une réflexion continue et profonde sur les monuments aux morts¹⁴⁹, sur les ruines de guerre¹⁵⁰ ou sur le poids de la guerre dans les mémoires nationales, on peut considérer – avec une satisfaction intellectuelle certaine – que le Centenaire n'a pas été, pour les scientifiques comme pour le grand public, qu'une cérémonie mémorielle de quatre années, mais bien un moment de réflexion sur cette mémoire, de compréhension de sa complexité et de la manière dont elle s'est construite historiquement¹⁵¹.

Entre le début et l'arrêt des combats, on peut constater des modifications significatives sur l'équilibre des grandes « dates » du conflit. Il ne s'agit pas ici d'une dilatation à proprement parler, mais d'un rééquilibrage. En effet, alors que les années 1916 et 1917 ont longtemps été les symboles des grandes batailles, pour la première, et des mutineries, insoumissions et révolutions pour la seconde, on peut avancer que l'année 1914, et notamment les premières batailles de la guerre, ont reçu durant le Centenaire un éclairage particulier. S'il y a bien évidemment eu un flot important de livres et de recherches sur la bataille de la Marne, deux ouvrages parus au début du Centenaire ont attiré l'attention sur la mortalité terrible des premières semaines de la guerre, en l'occurrence ceux signés

149 Il y a eu de nombreuses publications sur la question durant le Centenaire. Deux exemples parmi d'autres : Jacques Mauduy, *La Lozère dans la Grande Guerre. Les monuments aux morts racontent*, Nîmes, Alcide, 2014 et Bernadette Schnitzler, *Mourir pour la Patrie ? Les monuments aux morts d'Alsace-Moselle*, Lyon, Lieux dits, 2016.

150 Emmanuelle Danchin, *Le Temps des ruines (1914-1921)*, Rennes, PUR, 2015.

151 Voir, à ce titre, tous les travaux de Nicolas Offenstadt sur la question, mais aussi ceux de Rémi Dalisson, comme *Histoire de la mémoire de la Grande Guerre*, Saint-Cloud, Soteca, 2015.

de Jean-Michel Steg, intitulé *Le Jour le plus meurtrier l'histoire de France* (Fayard, 2013) et de Damien Baldin et Emmanuel Saint-Fuscien, *Charleroi 21-23 août 1914* (Tallandier, 2012). Dans les deux cas, les auteurs s'interrogeaient sur les pertes considérables du début de la guerre, relativisant, d'une certaine manière, la spécificité de l'année 1916. Surtout, ils montraient par ce biais l'impréparation à la guerre, complétant les réflexions de l'historiographie sur la « guerre imaginée ». 1916 est restée une année phare, plus tournée vers Verdun que vers la Somme, tandis que 1917 – nous y reviendrons – a été bien plus américaine que russe.

1914-1918 reste donc 1914-1918. Mais le Centenaire a été l'occasion de réfléchir à la pertinence de ces bornes chronologiques et bien davantage, par ailleurs, aux « sorties de guerre » et aux « guerres continuées » qu'à l'entrée en guerre en 1914.

La fin du cadre national ?

À cette dilatation chronologique a correspondu une dilatation spatiale, interrogeant le cadre national à deux points de vue. D'une part, les recherches scientifiques portant sur des thématiques internationales ou transnationales se sont multipliées ; d'autre part, les recherches en histoire locale et régionale ont été nombreuses. Dans les deux cas, le cadre national français, s'il est resté la référence incontestée, a laissé la place à des centres d'intérêts plus ouverts sur d'autres formes de territorialisation de l'identité¹⁵².

Que ce soit dans les publications « grand public » ou, en plus grande proportion encore, dans l'édition scientifique, les recherches ouvrant à une dimension internationale ont été nombreuses. Ainsi, 17 % des 2 300 livres d'histoire parus (soit 277 volumes)¹⁵³ et 36 % des publications scientifiques intégraient une thématique internationale¹⁵⁴, aussi bien à travers les relations bilatérales de la France, le contexte colonial ou ultramarin, une monographie sur un autre pays, ou la place, sur le territoire français, des armées étrangères. La proportion de thèses soutenues consacrées à des thématiques internationales a, quant à elle, plus que doublé entre 1985 et le Centenaire, passant de 7,8 % à 19,1 %. Et en ce qui concerne les projets doctoraux en cours, plus de la moitié s'intéressent (au moins en partie) à des aires géographiques extérieures à l'Hexagone¹⁵⁵.

Plusieurs remarques s'imposent sur la morphologie de ce Centenaire scientifique international. La première, visible à travers plusieurs données incontestables,

152 Voir aussi Antoine Prost et Jay Winter, *The Great War in History*, op. cit., p. 234-235.

153 Voir *infra* la contribution de Nicolas Patin.

154 Voir *infra* la contribution de Franziska Heimburger.

155 Voir *infra* la contribution de Simon Catros.

concerne la place de l'Allemagne dans la commémoration. Avec 57 livres dédiés à l'Allemagne ou à l'histoire franco-allemande et 133 publications scientifiques sur le sujet, il semble bien que le couple binational ait été au centre des attentions. De nombreux livres écrits à quatre mains par des chercheurs des deux pays démontrent non seulement la fameuse « réconciliation » si usitée dans le vocabulaire politique mais, plus profondément, une réelle coopération universitaire et des rapprochements essentiels. On peut citer, de ce point de vue, trois initiatives : celle de Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich dans leur ouvrage de 2008¹⁵⁶ ; l'analyse de la bataille de Verdun par le même Gerd Krumeich et Antoine Prost¹⁵⁷ ; enfin, un album franco-allemand qui a réuni plus de 50 chercheurs des deux pays¹⁵⁸. L'Institut historique allemand, qui a porté ce dernier projet avec la Mission du Centenaire, a par ailleurs été un animateur essentiel du Centenaire.

74

Cette présence importante des relations franco-allemandes contraste avec la place relativement faible accordée au Royaume-Uni. En effet, en dehors de la bataille de la Somme, celui-ci fait l'objet de 14 livres publiés et 40 publications scientifiques. Même s'il peut y avoir de légères erreurs de perception liées au fait que l'allié anglais n'est pas toujours explicitement évoqué dans les titres de livres ou d'articles, et même si la bataille de la Somme a été analysée dans quelques publications, il n'en reste pas moins qu'on peut considérer que l'allié britannique n'a pas reçu une ample attention dans la recherche française.

Il en va de même pour la Russie. L'intégration des révolutions russes de 1917 dans la période 1914-1918 n'a jamais été simple. Le livre d'Alexandre Sumpf, pourtant intitulé *La Grande Guerre oubliée. Russie, 1914-1918*¹⁵⁹, traite en réalité de manière très détaillée des révolutions et du « communisme de guerre » jusqu'en 1922. Il semble que le centenaire de la « grande lueur à l'Est » et celui de 14-18 se soient plutôt poursuivis de manière parallèle, sans réellement interagir, malgré la phrase de Lénine voyant dans la guerre le « plus beau cadeau fait à la révolution »¹⁶⁰. 18 livres et 30 publications scientifiques ont été consacrés à la Grande Guerre en Russie. Cette remarque sur le poids somme toute très relatif de la Russie et des révolutions russes dans le Centenaire en amène une autre : si l'on considère 1917, dans sa force d'appel contestatrice, comme année des mutineries, des rébellions, des « refus de guerre », force est de constater que ces thématiques

156 Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008.

157 Gerd Krumeich et Antoine Prost, *Verdun 1916. Une histoire franco-allemande de la bataille*, Paris, Tallandier, 2015.

158 Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich, Nicolas Patin et Arndt Weinrich, *La Grande Guerre vue d'en face, 1914-1918. Nachbarn im Krieg*, Paris, A. Michel, 2016.

159 Alexandre Sumpf, *La Grande Guerre oubliée. Russie 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014.

160 Nicolas Werth, *Le Cimetière de l'espérance*, Paris, Perrin, 2019.

sont peu apparues dans la recherche en tant que telle. Le pacifisme, en revanche, a été analysé sous plusieurs angles, notamment à travers plusieurs grands colloques.

Un pays a brillé par son absence au début du Centenaire, avant de connaître, en 2017, une attention particulière, qui contraste avec celle accordée à la Russie : il s'agit bien évidemment des États-Unis, et plus largement de l'Amérique du Nord (intégrant le Canada). En effet, outre une dynamique commémorative qui a porté des thématiques sur l'arrivée des Américains en France – notamment dans les ports de la façade atlantique comme Bordeaux¹⁶¹ ou Saint-Nazaire¹⁶² – des sujets innovants ont marqué cette recherche : outre des ouvrages désormais classiques comme ceux d'Hélène Harter¹⁶³, plusieurs livres concernant des combattants aux parcours spécifiques (les Poilus de Harlem, les fameux *Hellfighters*, mais aussi les soldats amérindiens¹⁶⁴) ont attiré l'attention. 42 livres ont ainsi été publiés sur cet aspect, quand les publications scientifiques, elles, comptaient 21 recherches¹⁶⁵. Les formations organisées en 2015 par les académies de Picardie, de Champagne-Ardenne et du Nord-Pas-de-Calais se sont ainsi intéressées, dans le sillage de ces ouvrages, aux « Américains en guerre – Afro-Américains et Amérindiens »¹⁶⁶. La revue *L'Histoire* a thématiqué, quant à elle, en avril 2017 le « débarquement » des Américains¹⁶⁷.

De nombreux autres pays ont attiré l'attention des chercheurs, notamment la Belgique, l'Italie, l'Europe centrale ou encore l'Irlande. De ce point de vue – et les différents chapitres qui suivent donneront à ce sujet des détails plus amples – l'écriture du Centenaire a fait un pas remarquable vers l'internationalisation des recherches et ouvert à un regard véritablement européen et occidental sur le conflit.

La question des colonies et des territoires d'outre-mer, qui apparaissait comme un axe à prendre en compte dans le « rapport Zimet », présentait une problématique dépassant la pure recherche, tant la question des mémoires

161 Bruno Cabanes, *1917, voilà les Américains*, Bordeaux, Mémorial, 2017.

162 Éric Rondel, *Les Américains à Saint-Nazaire, 1917-1919*. Savenay, Donges, La Baule, Le Croisic, Montoir, Sable-d'Or-les-Pins, Ouest-France, 2017.

163 Hélène Harter, *Les États-Unis dans la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2017.

164 Voir, par exemple, Thomas Saintourens, *Les Poilus de Harlem. L'épopée des Hellfighters dans la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2017.

165 Depuis le début de ces comparaisons entre « publications grand public » et « publications scientifiques », les chiffres ne s'additionnent pas. Il s'agit de corpus différents qui s'entrecroisent. (Voir, *infra*, les contributions de Franziska Heimburger et Nicolas Patin.)

166 Voir l'intervention de Thomas Grillot, filmée aux « Journées de l'APHG », intitulée « La guerre : une expérience distincte pour les minorités ? » (<https://www.youtube.com/watch?v=7JMOrXRkS98>, consulté le 1^{er} août 2021).

167 *L'Histoire*, 434, « Première Guerre mondiale. Les Américains débarquent », avril 2017.

concurrentes habitaient déjà le « rapport Kaspi » de 2008¹⁶⁸. Le bilan scientifique, de ce point de vue, est peut-être moins contrasté que le bilan de l'action publique. Car si les grands événements commémoratifs ont peut-être peiné à mettre à l'honneur les soldats coloniaux¹⁶⁹ – la polémique « Black M » ayant ajouté son lot de difficultés – la recherche, elle, s'est amplement tournée vers ces thématiques. Outre les publications de chercheurs travaillant habituellement sur le sujet, comme Marc Michel¹⁷⁰ ou Jacques Frémeaux, le Centenaire a été l'occasion de faire la lumière sur l'engagement des troupes coloniales dans les combats hexagonaux, mais aussi à l'arrière. Soldats indiens¹⁷¹, travailleurs chinois¹⁷², combattants noirs¹⁷³ ou Poilus guyanais¹⁷⁴ ont ainsi fait l'objet de recherches. De manière très intéressante, des témoignages de Poilus « tirailleurs » ont connu un succès certain, comme l'histoire de Demba Diop¹⁷⁵. On l'a vu, le cadre national prime encore largement sur les dynamiques internationales. On doit néanmoins souligner que plus d'un tiers des recherches scientifiques menées ou abouties durant le Centenaire se sont intéressées à une dimension internationale, ce qui est très loin d'être négligeable.

En deçà de cette dynamique en existe une autre qui concurrence elle aussi l'échelle nationale. Il s'agit de la vivacité des études ancrées dans un territoire local ou régional. Elle est visible dans toutes nos analyses, à différentes échelles. D'un côté, elle montre la vivacité du Centenaire « par en bas », et explique qu'un très grand nombre d'ouvrages grand public ou d'expositions soient

168 Le « rapport Kaspi » indiquait ainsi que la France « avait cessé de mettre en valeur de grands mythes nationaux » (p. 23) et qu'il ne fallait pas négliger « le communautarisme et ses effets » (p. 25). Les formulations sont radicales : « La France perdra définitivement son unité spirituelle pour devenir un agrégat, plus ou moins lâche, de compassions » (p. 25). Dans le même temps, le rapport appelle à « sortir de l'oubli » les « faits d'armes » des « soldats africains, nord-africains et asiatiques » (p. 30).

169 Antoine Flandrin, « La mémoire des soldats coloniaux à l'honneur », *Le Monde*, 2 juin 2014.

170 Marc Michel, *Les Africains et la Grande Guerre : l'appel à l'Afrique (1914-1918)*, Paris, Karthala, 2014.

171 Claude Markovits, *De l'Indus à la Somme. Les Indiens en France pendant la Grande Guerre*, Paris, MSH, 2018.

172 Yves Tsao, *Les Travailleurs chinois recrutés par la France pendant la Grande Guerre*, Aix-en-Provence, Presses de l'Université de Provence, 2018 ; Li Ma (dir.), *Les Travailleurs chinois dans la Première Guerre mondiale*, Paris, CNRS éd., 2012.

173 Dick Van Galen Last, *Des soldats noirs dans une guerre de blancs (1914-1922)*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 2015.

174 *Paroles de Poilus guyanais. Propos, lettres et carnets de la Grande Guerre*, éd. Philippe Guyot et Marie-Céline Gardiennet, Matoury, Ibis rouge, 2016.

175 Tempoe (scénario), Mor (dessin) et Florent Daniel (couleur), *Demba Diop. La force des rochers*, Vineuil, Physalis, 2013.

consacrés à des sujets d'histoire locale. Cela dit, cette dynamique déborde vers les logiques scientifiques.

De nombreux colloques ont ainsi été organisés à l'échelle régionale ou départementale, que ce soit en Bretagne, en Savoie, en Normandie... ou dans les régions touchées directement par l'expérience du front, qui marient alors souvent l'histoire d'une région et l'histoire d'une bataille. Les villes n'ont pas été en reste, conjuguant expositions et organisations d'événements scientifiques, qui ont très certainement enrichi notre connaissance des différentes facettes de la guerre au front et à l'arrière.

Ce n'est pas là un fait anodin. D'un côté, ces études montrent l'ancrage de la mémoire 14-18 dans les territoires, une mémoire vivante qui pousse à faire de l'histoire. De l'autre, prendre en compte l'importance des « petites patries », comme les ont nommées Michaël Bourlet, Yann Lagadec et Erwan Le Gall¹⁷⁶, donne à voir une société française où le « fait régional » était très important. La dynamique à l'œuvre dans la publication des ouvrages grand public montre que l'envie de publier le témoignage d'un aïeul est bien souvent corrélée à l'idée de mettre en valeur un territoire spécifique – au-delà de l'argument « publicitaire ». Mémoire familiale et mémoire locale ont été souvent inséparables¹⁷⁷.

Une diversification des thèmes et des méthodes

On l'a dit, il est très difficile de reconstituer dans toute leur variété les recherches menées au cours du Centenaire. Le risque est grand de déboucher sur un inventaire dont ni l'exhaustivité, ni la lisibilité ne seraient vraiment satisfaisantes. On peut cependant constater le fait que de nombreux chercheurs extérieurs au champ traditionnel de l'histoire de la Première Guerre mondiale se sont saisis du Centenaire comme d'une occasion pour éclairer leurs objets de recherche sous un jour nouveau. Il n'y a là rien d'étonnant si l'on considère que l'écriture de l'histoire de 14-18 n'a jamais été totalement le pré carré des purs historiens spécialistes¹⁷⁸, ou si l'on perçoit la commémoration et l'attention du grand public qu'elle génère comme une manne. Le fleuve 14-18, d'une certaine manière, est sorti de

176 Michaël Bourlet, Yann Lagadec et Erwan Le Gall (dir.), *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2013.

177 Alain Jacques, *Dans la fournaise de Lens (1915-1917)*. *Journal du notaire Léon Tacquet*, Lens, Gauheria, 2012 ; Alain Jacobzone et Louis Thareaut, *Puis crac ! c'est la guerre. Un couple angevin pendant la Grande Guerre*, Saint-Jean-des-Mauvrets, Éd. du Petit Pavé, 2018.

178 Voir par exemple Nicolas Offenstadt, « (Hi)stories and memories of the Great War in France, 1914-2018 », dans Christoph Cornelissen et Arndt Weinrich (dir.), *Writing the Great War. One Hundred Years of Historiography on World War I from 1918 to the Present*, New York, Berghahn, 2021, p. 11-49.

son lit. De ce fait, pour filer la métaphore, une véritable vague de publications et d'études s'est produite, éclairant l'histoire des femmes, des enfants, l'histoire des techniques, l'histoire militaire, l'histoire-bataille, l'histoire du front, celle de l'arrière... Pour structurer cette polyphonie prévisible, l'équipe chargée du bilan a mis en place une taxinomie très précise des thématiques abordées durant le Centenaire. Cette taxinomie, à partir de laquelle ont été classées l'ensemble des productions scientifiques (publications, colloques, etc.) permet d'avoir une vision plus longitudinale des évolutions de long terme et de conclure plus directement sur les inflexions de thèmes et de méthodes entre 2012 et 2019. Les résultats se retrouvent dans les chapitres qui suivent, et permettent de dégager les grandes tendances du Centenaire scientifique.

Cela dit, on peut éclairer l'appropriation du Centenaire par des chercheurs extérieurs à l'étude de la période à travers trois exemples éclairant les logiques produites par la commémoration.

78

L'histoire économique s'est depuis longtemps intéressée à la Grande Guerre, que ce soit dans l'analyse de l'effort de guerre et de son financement, des conséquences du conflit sur le travail des femmes ou encore des conséquences à long terme de la guerre sur l'économie française et internationale. Dans l'ensemble, cependant, pendant les années 1990 et 2000, l'histoire économique du conflit était un chantier relativement délaissé. Le Centenaire, en attirant l'attention – et donc des moyens – sur l'histoire de la guerre, a permis d'organiser de nombreux événements, y compris sur l'histoire économique de la guerre. Le cycle « Les Finances, un ministère en guerre, un ministère dans la guerre (1914-1918) » en est un bon exemple : il a été l'occasion de plusieurs journées d'études et colloques. Placé sous le patronage du ministre Michel Sapin et sous la direction scientifique de Florence Descamps (EPHE) et Laure Quennouëlle-Corre (CNRS), il a abouti à plusieurs publications¹⁷⁹. La première chercheuse est spécialiste du ministère des Finances et commence donc à s'intéresser à 14-18 à l'occasion du Centenaire¹⁸⁰ ; la seconde est spécialiste des politiques financières, et met elle aussi ses compétences au service des grands colloques organisés par le ministère. On a donc ici un bon exemple d'une institution qui participe de la dynamique commémorative en canalisant des moyens et en produisant des résultats sur des thématiques qui, sans cela, seraient restées sous-exploitées.

179 Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre (dir.), *Finances publiques en temps de guerre, 1914-1918. Déstabilisation et recomposition des pouvoirs et La Mobilisation financière pendant la Grande Guerre. Le front financier, un troisième front*, Vincennes, IGPDE, respectivement 2015 et 2016.

180 C'est du moins ce que révèle une rapide lecture de son *curriculum vitae* en ligne. Voir, pour Laure Quennouëlle-Corre, la page suivante : <http://crh.ehess.fr/index.php?2436> (consulté le 1^{er} août 2021).

L'histoire religieuse est un deuxième exemple. Ce champ est structuré par un nombre relativement important de chercheurs, de réseaux, de revues... À la faveur du Centenaire, plusieurs dynamiques sont visibles : à l'échelle locale, d'une part, la publication massive de témoignages par des acteurs individuels a pu aboutir à mettre en valeur la mémoire de tel ou tel homme d'Église ou de telle ou telle communauté religieuse¹⁸¹. D'autre part, comme dans le cas de l'histoire économique, chercheurs et revues scientifiques se sont adaptés à la demande, et ont produit de nombreuses recherches sur la question. Xavier Boniface, qui avait travaillé sur l'aumônerie militaire française de 1914 à 1962, a ainsi produit de très nombreuses recherches sur la Grande Guerre : une *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, une étude intitulée *Foi, religions et sacré dans la Grande Guerre* (avec François Cochet) et a participé avec un article dédié aux « Aumôniers militaires de la Grande Guerre » au numéro spécial que la revue catholique internationale *Communio* a consacré à « L'Église dans la Grande Guerre »¹⁸². Elisa Marcobelli, dans sa contribution au présent ouvrage, montre la vivacité de cette recherche : une dizaine de colloques ont ainsi été organisés autour des chrétiens en guerre, et quatre autour des juifs.

Un troisième cas parmi de nombreux autres est celui de « l'histoire animale ». Dans ce cas précis, on peut dire que le Centenaire a même contribué à l'émergence d'un nouveau champ. En effet, le chercheur Éric Baratay travaillait depuis longtemps à cette thématique, écrivant de nombreux ouvrages sur la question à partir de 1995. En 2012, il publie *Le Point de vue animal, une autre version de l'histoire*, qui lui vaut une certaine reconnaissance. Surtout, en 2013, il publie *Bêtes des tranchées, des vécus oubliés*¹⁸³. Le livre se vend extrêmement bien pour une étude scientifique, dans un effet d'éclairage conjoint : l'association de la thématique 14-18 et de cette nouvelle histoire animale a produit un sujet innovant – tout du moins aux yeux des acheteurs, car Stéphane Audoin-Rouzeau et Damien Baldin avaient déjà défriché ce champ de recherches en 2007¹⁸⁴. À partir de ce premier succès, suivent 19 publications sur la même thématique,

181 Nelly Blanchard, *Un chouan dans les tranchées. Jean-Marie Conseil, prêtre breton au front, 1914-1916*, Rennes, PUR, 2017 ; *Aumônier à Verdun. Journal de guerre et lettre du père Anizan*, éd. Jean-Yves Moy, Rennes, PUR, 2015.

182 Xavier Boniface, *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2014 ; *id.* et François Cochet (dir.), *Foi, religions et sacré dans la Grande Guerre*, Arras, Artois Presses Université, 2014 ; *id.*, « Les aumôniers militaires de la Grande Guerre. Éclairages européens », *Communio*, 227, « L'Église et la Grande Guerre », mai-août 2013, p. 71 sq.

183 Éric Baratay, *Le Point de vue animal, une autre version de l'histoire*, Paris, Le Seuil, 2012 ; *id.*, *Bêtes des tranchées, des vécus oubliés*, Paris, CNRS éd., 2013.

184 Stéphane Audoin-Rouzeau, Damien Baldin, Jean-Pierre Digard et Patrick Jude, *La Guerre des animaux (1914-1918)*, Péronne, ArtLys, 2007.

s'intéressant aux chevaux et à la cavalerie, aux chiens de tranchées, aux pigeons et autres « héros oubliés » de la Grande Guerre¹⁸⁵.

À travers ces trois exemples, on perçoit la manière dont le Centenaire, en mettant des moyens au service des chercheurs, conduit à des formes d'appropriation, plus ou moins instrumentales, des thématiques 1914-1918. Cela aboutit, quoi qu'il en soit, à une pluralité de discours et de points de vue qui défie presque toute classification, tant le nombre de recherches a été élevé. Nous renvoyons à la présentation générale *infra* pour une synthèse des thématiques abordées dans les différents espaces du Centenaire.

80 On le voit, si un fait domine le bilan scientifique du Centenaire, c'est celui de la diversité, voire de l'éparpillement. Aucun grand débat n'est venu embrasser – ou enfermer – la réflexion des nombreux chercheurs et chercheuses. Or, l'horizon d'attente de la commémoration était bien différent dans les années ayant précédé son lancement, tant des controverses avaient polarisé le champ scientifique de 14-18 en France. Cependant, nous allons le voir, le Centenaire est venu parachever une évolution déjà en cours, celle de la disparition de l'axe structurant du débat autour de la guerre.

Les débats et la fin des controverses ?

Si les responsables de la politique mémorielle craignaient, pour certains, la récupération politicienne du « moment 14-18 », à travers des controverses toujours plus violentes autour de l'identité nationale, les historiens, eux, savaient que le Centenaire pouvait être un moment complexe sur son versant purement scientifique. En effet, depuis le milieu des années 2000, le champ universitaire concernant la Grande Guerre s'était profondément clivé, encourageant de vifs débats et la création de deux nébuleuses, qu'on a bien vite désignées, l'attention médiatique aidant, comme des « écoles », au prix, soit dit en passant, d'une homogénéisation assez artificielle des deux « camps ».

Il n'est pas inutile de revenir rapidement sur ces années de débats historiographiques pour mieux comprendre le Centenaire dans sa dynamique. Antoine Prost et Jay Winter estiment que les recherches sur la Grande Guerre ont connu, depuis la fin de la guerre elle-même, trois grandes phases : une histoire politique, militaire et diplomatique, jusqu'aux années 1960 ; une histoire sociale

185 Jean-Michel Derex, *Héros oubliés : les animaux dans la Grande Guerre*, Paris, P. de Taillac, 2018.

ensuite ; une histoire culturelle à partir des années 1990¹⁸⁶. Cette dernière scansion correspond à la naissance de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (en 1992) et de son Centre international de recherche, présidé alors par Jean-Jacques Becker, et qui compte en son sein des chercheurs français et internationaux comme Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, John Horne, Gerd Krumeich et Jay Winter. Autour d'une nouvelle génération de chercheurs et de chercheuses¹⁸⁷ commencent alors à se dessiner de nouvelles interprétations et de nouvelles méthodes, qui accompagnent une « redécouverte » de la Grande Guerre au cours de ces années. Cette nouvelle ère est évidemment traversée par un éloignement de l'horizon guerrier en Europe – la guerre en ex-Yougoslavie constituant, de ce point de vue, un contre-exemple qui soulève nombre d'interrogations essentielles. Il n'empêche : la guerre s'éloigne pour des sociétés européennes qui ne connaissent, pour certaines, même plus le service militaire obligatoire. Les derniers témoins des grands conflits du xx^e siècle finissent de disparaître. D'autre part, les études sur la Grande Guerre ne sont pas isolées d'autres mouvements à l'œuvre dans les sciences sociales ; le *linguistic turn* et le *cultural turn* continuent de produire leurs effets dans les années 1990.

Ces logiques s'entremêlent pour aboutir à un ouvrage phare, publié par les deux auteurs cités ci-dessus, et au titre-manifeste : *14-18. Retrouver la guerre*, paru chez Gallimard en 2000 et au format poche en 2003. Le livre, prenant la forme d'un essai, propose un certain nombre de pistes qui tranchent radicalement avec la manière traditionnelle d'aborder la Grande Guerre et, plus largement, avec le régime mémoriel ayant alors cours en France. Il s'installe de plain-pied dans des thématiques issues de l'histoire culturelle, de l'anthropologie, s'intéressant au deuil ou aux formes de violence. C'est là que la « révolution copernicienne » est peut-être la plus importante : les deux auteurs proposent de faire des Poilus des acteurs de violence, et plus seulement des agents sans agentivité (sans « marge de manœuvre », pourrait-on dire), pures victimes de la folie de la guerre : « En faisant ainsi des combattants des sacrifiés offerts à la boucherie militaire, le processus de victimisation a encombré depuis longtemps la réflexion, quand il ne l'a pas

186 Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 2004.

187 Stéphane Audoin-Rouzeau a ainsi dirigé les thèses de doctorat de Sophie Delaporte (1999), Jean-Yves Le Naour (2000), Anne Duménil (2000), Charles Ridet (2005) Manon Pignot (2007) Emmanuel Saint-Fuscien (2008), Hervé Mazurel (2009), Victor Demiaux (2013) et Hélène Dumas (2013). Annette Becker, quant à elle, a dirigé les thèses de Nicolas Beaupré (2002), Dominique Fouchard (2011), Emmanuelle Danchin (2012), Marine Branland (2013) ou Ken Daimaru (2017). (Source : *theses.fr*.)

interdite [...]. C'est ainsi que la question essentielle du consentement de millions d'Européens et d'Occidentaux entre 1914 et 1918 est restée occultée¹⁸⁸ ».

Le terme est lâché – *consentement* – qui devient par la suite le slogan accolé à l'« école » qui rassemble cette nouvelle histoire culturelle du conflit. Plusieurs notions importantes, comme celles de « brutalisation » et de « culture de guerre », viennent compléter un nouveau paradigme. Face à une question de plus en plus pressante à mesure que la guerre s'éloigne, celle de savoir comment les soldats ont « tenu » pendant si longtemps dans les massacres des tranchées, les chercheurs et chercheuses regroupés autour de l'Historial de Péronne éclairent l'importance de cette « culture de guerre », qui a forgé un « consentement », se traduisant en ténacité¹⁸⁹. Cet argumentaire, très vite résumé, n'épuise en rien la diversité des recherches qui ont été menées, mais il constitue, en quelque sorte, le précipité de ce que la querelle a voulu retenir des recherches de cette histoire culturelle.

82

C'est durant l'année 2004 et à partir de novembre 2005 que l'autre nébuleuse se forme, autour d'un groupement scientifique qui prend le nom de « CRID 14-18 », le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918. Il regroupe, là encore, de nombreux chercheurs et chercheuses, autour d'André Bach, Rémy Cazals, Alexandre Lafon, André Loez, Nicolas Mariot, Frédéric Rousseau et Nicolas Offenstadt¹⁹⁰. Durant la seconde moitié de la décennie 2000, les polémiques font rage, d'autant que la question de l'agrégation d'histoire contemporaine en 2005 s'intitule « Guerres, paix et sociétés, 1911-1946 », mettant à l'honneur les thématiques chères aux spécialistes de 14-18. Plusieurs ouvrages sont publiés dans ces années-là par les chercheurs membres du CRID 14-18 : André Loez, poursuivant les recherches de Nicolas Offenstadt sur les fusillés de la Grande Guerre¹⁹¹, s'intéresse ainsi aux mutins dans *14-18 : les refus de la guerre*¹⁹², après avoir soutenu sa thèse à Montpellier, en 2009, sous la direction de Frédéric Rousseau. La thématique est au centre des réflexions du CRID 14-18, André Bach travaillant, lui aussi, sur les *Fusillés pour l'exemple*¹⁹³. Assez rapidement, au vu des thématiques investies

188 Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 9.

189 François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Olivera, « 1914-1918 : retrouver la controverse », *lavedesidees.fr*, 10 décembre 2008 (<https://lavedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html>, consulté le 1^{er} août 2021).

190 http://www.crid1418.org/a_propos/a_propos_ini.html (consulté le 1^{er} août 2021).

191 Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, O. Jacob, 1999.

192 André Loez, *14-18 : les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire », 2010.

193 André Bach, *Fusillés pour l'exemple (1914-1915)*, Paris, Tallandier, 2003.

par le CRID 14-18 et de son ancrage symbolique dans la ville de Craonne naît, là encore, le slogan d'« école de la contrainte », tant il est vrai qu'un continent oppose les deux manières de percevoir le premier conflit mondial : les chercheurs de Craonne soulignent ainsi tout le poids des contraintes qui pèsent sur les soldats, non seulement celles de la justice militaire et de la répression, mais aussi celles des déterminismes des sociétés d'avant-guerre ; plutôt que de se concentrer sur l'adhésion d'une partie des populations européennes, ils s'intéressent aux rébellions, aux mutineries, aux refus de guerre...

La controverse s'embrace à partir de là, et dure jusqu'à l'orée du Centenaire. Enracinée dans des différends méthodologiques profonds, dans des visions de la guerre et des objets de recherche diamétralement opposés, elle est vite caricaturée sous les traits d'une « guerre de tranchées¹⁹⁴ » entre historiens. Ce conflit n'a cependant jamais complètement structuré ou recouvert la diversité des recherches menées sur la Grande Guerre en France. On peut notamment souligner la présence continue de groupes d'historiens ne prenant pas part à cette polémique, et développant leur propres objets et méthodes. De ce point de vue, François Cochet et Jean-Noël Grandhomme, aujourd'hui rattachés à l'Université de Lorraine, ont travaillé à une histoire militaire qui met en avant la complexité des facteurs expliquant la ténacité des soldats¹⁹⁵. Cependant, les différences de vues entre les deux tendances majoritaires ont souvent abouti à des polémiques, qui souffraient d'ailleurs de ne pas avoir de réels espaces de débats, les acteurs se contentant de ferrailer par recensions interposées alors que certaines thématiques auraient pu nourrir de réelles discussions scientifiques partagées – autour du deuil, par exemple. C'est dans ce contexte que le Centenaire se prépare, tous étant conscients que l'horizon laisse augurer une commémoration conflictuelle¹⁹⁶.

Or, il est désormais possible de l'affirmer, après la fin du Centenaire, à la surprise générale la guerre de Troie n'a pas eu lieu. Nous l'avons souligné, le champ 14-18 est bien trop vaste – et s'est tellement élargi pendant le Centenaire – qu'il aurait été impossible de structurer l'ensemble des questionnements autour du débat déjà ancien opposant « consentement » et « contrainte ». Pour autant, les inimitiés accumulées auraient pu parasiter le débat, ce qui n'a pas été le cas. Au contraire même, le Centenaire a été l'occasion si ce n'est d'une réconciliation, au moins d'un rapprochement qui a, *de facto*, fait évoluer les débats vers d'autres thématiques. Nous pouvons restituer ici un certain nombre de moments importants.

194 Jean Birnbaum, « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens », *Le Monde*, 10 mars 2006.

195 Voir par exemple François Cochet, *Survivre au front (1914-1918). Les Poilus entre contrainte et consentement*, Saint-Cloud, 14-18 éd., 2005.

196 Entretiens avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019) et Nicolas Offenstadt (7 février 2019).

Dès l'année 2012, et en l'occurrence aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, Stéphane Audoin-Rouzeau et Gerd Krumeich débattent, le 20 octobre, avec Nicolas Offenstadt et Antoine Prost autour de la thématique « 2014 : pourquoi commémorer la Grande Guerre, cent ans après ? »¹⁹⁷. Un débat direct, qui n'avait jamais pu trouver place alors même qu'il avait été évoqué à de nombreuses reprises¹⁹⁸, a lieu dans l'émission *La Fabrique de l'histoire*, le 17 janvier 2013 : Nicolas Offenstadt et Stéphane Audoin-Rouzeau se font face chez Emmanuel Laurentin, autour du débat « La querelle du consentement, partir à la guerre : contrainte ou enthousiasme ? »¹⁹⁹. C'est une étape importante. Stéphane Audoin-Rouzeau souligne à cette occasion que le débat « a beaucoup vieilli » et est « complètement dépassé ». Nicolas Offenstadt approuve : il y avait des « aspects factices » dans ce débat, et il estime que le combat médiatisé des deux pseudo-« écoles » « ne correspond[ait] pas à la réalité historiographique ».

84

Dans le même temps, la controverse, qui avait toujours porté en majorité sur certains objets d'étude et sur la philosophie générale de l'approche historique, se focalise alors sur la question des méthodes plus précises : les différents historiens peuvent-ils discuter de l'histoire culturelle et de l'histoire sociale, voire de l'hybridation entre les deux ? Quel statut donner aux témoignages ?

À partir de ces prémices, le Centenaire n'a pas été émaillé de réelles controverses scientifiques, du moins pas à une échelle susceptible de structurer le débat public, ni même le débat scientifique. On l'a vu, c'est dès le début du Centenaire que des membres des deux « écoles » portent ensemble un rapport, le « rapport Prost » consacré à un des points les plus discutés, à savoir la question de la place à accorder aux fusillés de la Grande Guerre.

197 Voir l'entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019), et « Samedi aux "Rendez-vous de l'histoire" de Blois », 20 octobre 2012 (www.lanouvellerepublique.fr/blois/samedi-aux-rendez-vous-de-l-histoire-de-blois-4, consulté le 1^{er} août 2021).

198 Rémy Cazals aux Assises pédagogiques du Centenaire, Bordeaux, le lundi 25 mars 2019 : après avoir estimé que le « comité Becker » de 2008 « n'était représenté que par une seule école historiographique », Rémy Cazals salue l'ouverture du comité scientifique de la Mission du Centenaire. Évoquant l'émission organisée par Emmanuel Laurentin associant Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt, il explique avec humour : « Plusieurs personnes m'ont dit : "on va écouter cette émission parce que – entre guillemets – ça va saigner !" ». Et bien non, ça n'a pas saigné du tout ! On a constaté un accord – étonnant quand même – entre les deux représentants des tendances historiographiques... »

199 <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/guerre-et-societe-44> (consulté le 1^{er} août 2021).

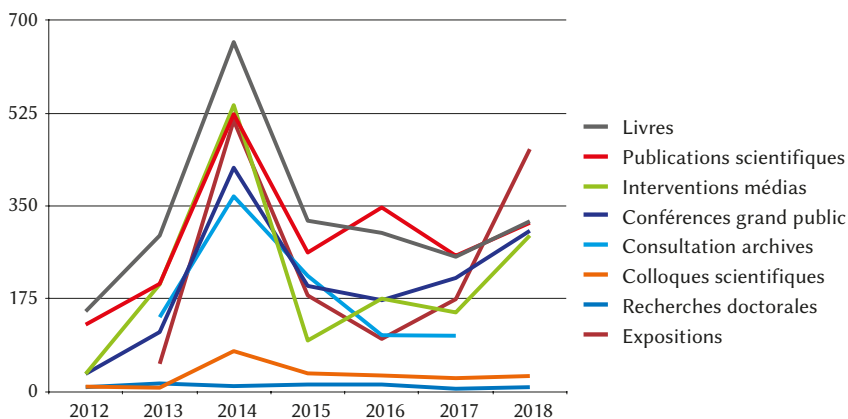
À partir des dix chapitres réunis dans cet ouvrage, il est possible d'obtenir une vision très précise des dynamiques du Centenaire, à travers trois dimensions aussi distinctes que complémentaires : d'abord, la dimension territoriale de la commémoration, son incarnation spatiale aux différentes échelles de la société française ; ensuite, sa temporalité, les rythmes du Centenaire ; enfin, les thématiques développées. De manière transversale, les différentes contributions permettent d'évaluer, de manière graduelle, la place des historiens dans les commémorations : en effet, l'ensemble des analyses réalisées partent des écosystèmes les plus proches du monde universitaire et scientifique (les colloques, les publications scientifiques, la recherche doctorale) pour aller, graduellement, vers les espaces ouverts au grand public (les ouvrages, les expositions, les conférences grand public, les médias...). De ce fait, les analyses dépassent souvent la seule ambition d'un bilan du Centenaire scientifique, pour nous dire davantage sur les structures même de la recherche en France, et sur la place de l'historien dans la Cité.

Les rythmes du Centenaire : un bilan

Ce n'est pas par lubie des chronologies que l'on peut ouvrir cette introduction avec celle du Centenaire, mais bien parce que cette temporalité est celle où l'on observe la plus grande convergence entre les résultats des différentes contributions. Quoi d'étonnant à cela ? Une commémoration d'une si grande ampleur ne pouvait pas, après tout, échapper à une certaine synchronisation des grands anniversaires, ceux de l'année 1914, des batailles de 1916 ou du 11 Novembre. Deux éléments frappent : l'ampleur de cette synchronisation, d'une part ; le fait qu'elle vient confirmer les préconisations du « rapport Zimet », d'autre part.

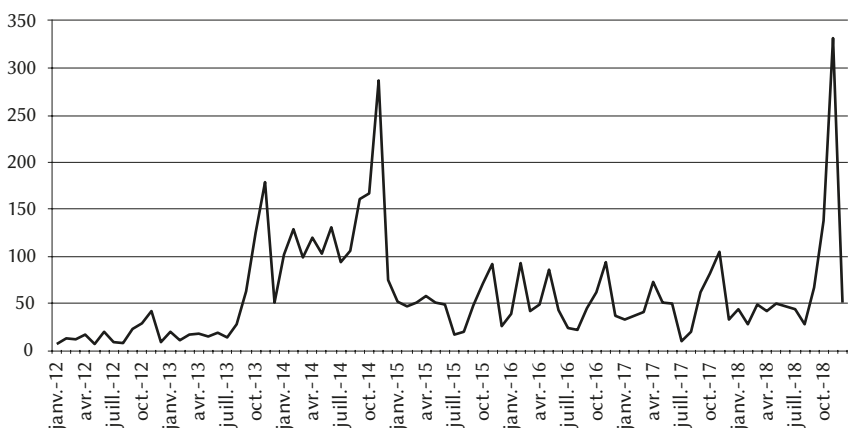
La chronologie par année (ci-dessous) n'est, en soi, pas assez fine, bien qu'elle révèle déjà beaucoup.

L'enseignement principal est simple : l'année essentielle du Centenaire a été 2014 ; le second grand moment a été 2018. L'année 2014 avait été préparée de longue date, que ce soit dans les publications scientifiques ou non scientifiques, dans l'organisation des colloques ou les conférences. L'année 2015 est l'étiage le plus bas du Centenaire pour des raisons structurelles d'épuisement de l'offre comme de la demande. 2016 et 2017 sont des années plus contrastées, tandis que 2018 arrive, malgré quatre années de commémoration déjà actives, à susciter de nouveau l'intérêt.



14. Rythmes des événements scientifiques du Centenaire par catégorie et par année (2012-2018) (en chiffre absolu, n=9963)

86 À ces premiers chiffres, il est bien plus intéressant de substituer des données mensuelles, quand cela est possible, car en procède une image bien plus fine (voir ci-dessous).



15. Chronologie des événements scientifiques du Centenaire par mois (2012-2018) (livres, conférences grand public, interventions dans les médias et colloques scientifiques, n=5065)

La séquence la plus identifiable et la plus durable de la commémoration commence en septembre 2013 et s'achève en janvier 2015. Elle débute avec la rentrée littéraire et les premiers colloques scientifiques, et connaît un premier pic avec le 11 novembre 2013, véritable lancement du Centenaire sous la présidence de François Hollande. L'énergie ne retombe pas vraiment durant toute l'année 2014, avant de connaître un nouveau pic, plus important encore, en novembre cette même année. À la fin de décembre 2014, en revanche, la chute est drastique.

Les années 2015, 2016 et 2017 présentent un profil similaire : le 11 Novembre reste un élément structurant et la commémoration suit le rythme des grands événements, notamment des batailles, celles de Verdun, de la Somme, du Chemin des Dames... Bien que les proportions atteintes semblent très en deçà de celles des commémorations de 2014, c'est aux années précédentes (2012-2013) que l'on doit rapporter ces trois années qui n'ont de « creuses » que l'apparence, pour se rendre compte qu'elles ont tout de même fourmillé d'activités diverses.

2018 clôt le Centenaire mais de manière beaucoup plus ramassée et explosive que 2014, avec un grand moment autour du mois de novembre, le reste de l'année ne se différenciant pas fondamentalement des années 2015-2017.

Il est intéressant de constater que cette chronologie – dont on verra les déclinaisons et les singularités dans les dix chapitres qui suivent – correspond très largement aux recommandations qui avaient été faites par le « rapport Zimet » dans sa « proposition de calendrier du Centenaire ». Celui-ci préconisait en effet un « premier cycle commémoratif, animé par l'État, en 2014 », un « deuxième cycle commémoratif, décentralisé, itinérant et intermittent » à « compter de 2015 » ; enfin, « à la fin de l'année 2018, l'État prendrait à nouveau entièrement en charge l'organisation du centenaire de l'Armistice »²⁰⁰.

Cela nous amène directement à l'analyse territoriale du Centenaire, pour examiner si les deux grandes logiques (nationale/collectivités territoriales) qui étaient au cœur du « rapport Zimet » ont bien fonctionné pendant la commémoration.

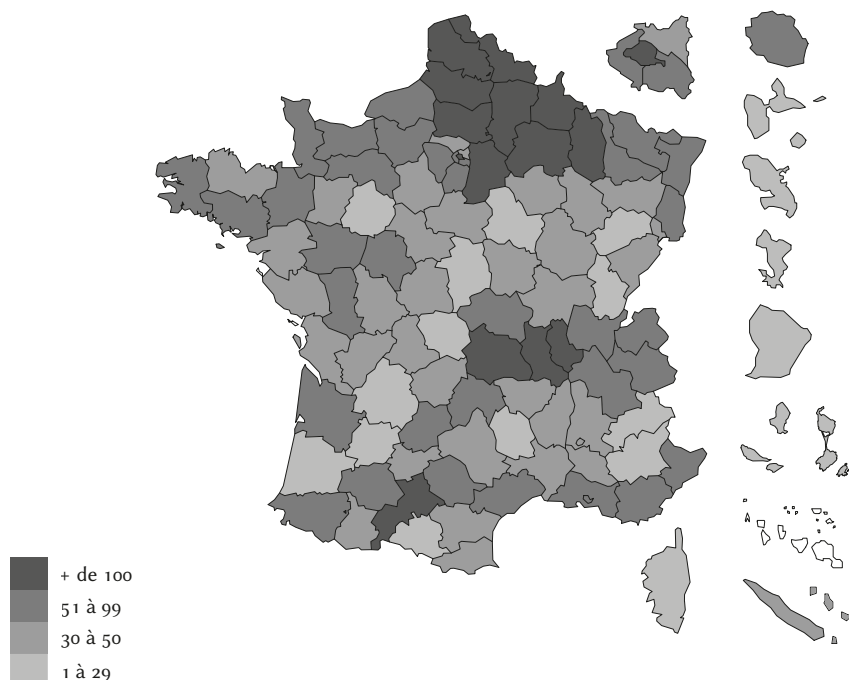
Les territoires du Centenaire

La mémoire de la guerre est indissociable du territoire français, durement marqué tout le long des 700 kilomètres de la ligne de front par la destruction de ce conflit industriel. De ce point de vue, le Centenaire porte en lui des dynamiques très riches d'enseignements : il nous montre les « territoires mémoriels », pourrait-on dire, de la guerre 14-18. Nous avons établi une carte à partir du jeu de données le plus complet et le plus fiable, dont plusieurs des chapitres qui suivent s'inspirent²⁰¹ : les demandes de labellisation adressées à la Mission du Centenaire, c'est-à-dire 6 456 projets dont la localisation est connue. Nous aboutissons à la carte suivante²⁰².

²⁰⁰ Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 19.

²⁰¹ Notamment les contributions de Bérénice Zunino (expositions) et d'Elisa Marcobelli (colloques scientifiques).

²⁰² Voir, on l'a conseillé plus haut, l'autre bilan commandité par la Mission du Centenaire : Nadia Wainstain, « Bilan territorial 2013-2018 du centenaire de la Première Guerre mondiale », rapport cité.



16. Les « territoires mémoriels » du Centenaire (2013-2018)
à partir du nombre de demandes de labellisation (n=6456)

Deux logiques sont ici à l'œuvre.

Un premier groupe de départements se distingue clairement : il s'agit des anciennes régions dévastées par la guerre, celles qui se trouvaient sur la ligne de front (notamment, ici, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Oise, Marne, Ardennes, Meuse). La Meurthe-et-Moselle, la Moselle ainsi que l'Alsace sont légèrement en retrait. Pour autant, on voit se dessiner avec clarté l'impact des quatre ans et demi d'affrontement sur les territoires. Le Centenaire, de ce point de vue, est l'occasion de se souvenir, mais aussi de valoriser le territoire local, les traces, les ruines et les marques physiques de la destruction.

Viennent ensuite des départements qui ne sont pas sur la ligne de front, mais dont on peut évaluer le dynamisme culturel, à défaut de pouvoir trancher sur une éventuelle vivacité locale de la mémoire 14-18. Les deux facteurs sont évidemment corrélés selon les départements : on retrouve, dans ce deuxième groupe, des territoires de grandes métropoles, Paris en tête, avec 140 demandes, mais aussi Toulouse, Lyon, Clermont-Ferrand et, avec un dynamisme moindre cependant, les villes de Bordeaux, Montpellier, Nice, la Savoie et les départements de la région parisienne. Ici, comme on l'a dit, la dynamique est conjointe : il existe une variété d'opérateurs culturels et scientifiques, ainsi qu'une mémoire « de l'arrière » qui peut s'avérer vivace.

Le troisième groupe regroupe tous les départements de l'arrière qui ne comportent pas nécessairement d'institutions nombreuses ayant perçu dans le Centenaire une opportunité d'organisation d'activités. Au-delà de cette tentative de typologie, ce qui frappe, c'est l'homogénéité de la mémoire 1914-1918 qui, si elle s'inscrit dans les logiques du passage de l'ancienne ligne de front elle-même, possède un dynamisme marqué, y compris dans les départements de « l'arrière ».

On retrouve cette analyse territoriale à l'œuvre dans toutes les contributions au présent bilan, sauf quand elle n'aurait pas de sens (c'est le cas dans l'analyse de Twitter que mène Frédéric Clavert, ou des publications scientifiques par Franziska Heimburger).

Les thématiques du Centenaire

Une des ambitions fortes de cet ouvrage est de comprendre les logiques thématiques du Centenaire scientifique, les changements qu'il a pu apporter à l'historiographie préexistante, les inflexions majeures... Pour essayer d'être aussi précis que possible dans cette démarche, une taxinomie thématique a été mise en place. Elle permet de classer les différentes productions au cours du Centenaire.

Cette taxinomie nous permet deux types de lecture : la première est thématique, selon les espaces de diffusion du savoir scientifique. On a ainsi trois espaces scientifiques (les colloques, les publications et les recherches doctorales) et deux espaces de vulgarisation et de diffusion plus large (les conférences « grand public » et les médias, dont la comparaison se révèle très intéressante car elle montre les attentes et les biais de chacun). La deuxième lecture est chronologique, grâce aux comparaisons effectuées par Simon Catros avec des logiques antérieures, qui permettent d'avoir une approche diachronique des évolutions de la recherche doctorale²⁰³. Il faut cependant souligner qu'au vu de la masse des données collectées, il a bien souvent été impossible de comparer réellement les données tirées de la période 2012-2019 avec d'autres corpus déjà établis, sauf dans des cas ponctuels²⁰⁴.

²⁰³ Ainsi, quelques chapitres ne se sont pas appuyés sur la taxinomie : en ce qui concerne Twitter (Frédéric Clavert), les archives (Benjamin Gilles) ou les programmes de l'enseignement secondaire (Nicolas Charles), cela n'aurait tout simplement pas eu de sens. Pour l'analyse des ouvrages (Nicolas Patin), un codage sommaire était possible, mais bien souvent les titres et renseignements étaient trop vagues pour pouvoir effectuer un tel travail de classement.

²⁰⁴ La contribution de Franziska Heimburger compare ainsi les publications 2012-2018 avec une base qui intègre celles du Centenaire, mais aussi de la période précédente ; avec quelques grands classiques de la littérature, Nicolas Patin remonte jusqu'à l'année 2003.

Du point de vue des espaces de diffusion, on obtient le résultat suivant pour les grandes thématiques analysées dans les différents espaces de production : une distinction entre l'espace scientifique, comptabilisé dans les trois colonnes « colloques » ; « publications » ; « recherches doctorales » et l'espace « grand public » (« conférences » ; « médias »).

Tableau 2. Les thématiques du Centenaire (2012-2018) : taxinomie transversale (n=7616; il est à noter qu'un même événement peut avoir été codé dans deux catégories de la taxinomie)

Taxinomie	Colloques		Publications scientifiques		Recherches doctorales		Conférences grand public		Médias		Moyenne totale
		%		%		%		%		%	
Outils et bibliographies	5	2,37	7	0,29	/	/	67	2,42	112	5,43	2,51
Général	1	0,47	72	2,95	/	/	45	1,62	151	7,33	3,53
Avant-guerre	7	3,32	75	3,07	9	6,98	93	3,35	113	5,48	3,90
Opérations	18	8,53	159	6,51	2	1,55	264	9,52	205	9,95	8,51
Les combattants et le combat	27	12,80	387	15,84	21	16,28	773	27,89	377	18,29	20,81
Genre, familles	5	2,37	106	4,34	7	5,43	157	5,66	42	2,04	4,16
Sociétés en guerre	33	15,64	437	17,89	16	12,40	441	15,91	88	4,27	13,33
Économie	12	5,69	196	8,02	2	1,55	51	1,84	1	0,05	3,44
Culture(s)	25	11,85	395	16,17	20	15,50	201	7,25	105	5,09	9,80
Sciences, technologies...	8	3,79	102	4,18	5	3,88	65	2,34	18	0,87	2,60
Politique	32	15,17	172	7,04	14	10,85	162	5,84	138	6,70	6,80
Sorties de guerre	10	4,74	47	1,92	18	13,95	86	3,10	85	4,12	3,23
Mémoires et traces	28	13,27	288	11,79	15	11,63	367	13,24	626	30,37	17,38
Total	211	100	2443	100	129	100	2772	100	2061	100	100

90

Les trois thématiques les plus étudiées du Centenaire scientifique²⁰⁵ représentent 51 % des productions scientifiques au sens large du terme : il s'agit des combattants et du combat (21 %), de la mémoire et des traces (17 %) et des sociétés en guerre (13 %), qui totalisent donc, à elles trois, plus de la moitié des thématiques. Ces chiffres, cependant, sont à prendre avec distance, dans la mesure où ils sont établis en valeur absolue : les « gros corpus », comme celui des interventions dans les médias, ont tendance à écraser les « petits corpus », comme celui des recherches doctorales (n=129). Si on réfléchit en termes de moyenne des moyennes, les résultats sont bien différents : « Combattants et combat » représente 18 % ; « Mémoires et traces », 16 % ; « Sociétés en guerre », 13 % et « Culture(s) », 11 %.

Un premier constat s'impose : la recherche prend entièrement acte de la spécificité de la Grande Guerre comme conflit en voie de totalisation, qui enrôle

²⁰⁵ En prenant en compte le fait que les ouvrages, Twitter ou les archives ne sont pas intégrés dans la taxinomie, et donc dans ce résultat.

des sociétés entières en son sein, front et arrière. Les combattants et l'arrière font ainsi presque jeu égal. Du point de vue des méthodes, on imagine évidemment une pluralité de regards, tout en pouvant avancer que l'histoire sociale au sens large tient une part importante dans ces deux ensembles principaux. Se dessine alors une forme d'histoire du quotidien au plus près des acteurs, l'histoire militaire traditionnelle étant, elle, plutôt classée dans la catégorie « Opérations ».

L'axe « Culture(s) », quant à lui, constitue un double marqueur : celui d'une histoire culturelle particulièrement vivace en France, mais également celui de l'investissement dans l'étude de 14-18 de collègues universitaires venus des autres disciplines : études littéraires, arts du spectacle, musicologie ou arts ayant largement pris part au Centenaire. Enfin, la thématique mémorielle émerge comme un pôle solide, mais contrasté selon les espaces analysés : elle est mise en avant par les chercheurs et chercheuses de l'histoire culturelle de la guerre comme par ceux d'une histoire plus sociale.

Il est très instructif de comparer l'espace scientifique avec celui d'autres formes de vulgarisation. En effet, certaines thématiques sont distribuées de manière comparable dans les deux espaces : on s'intéresse ainsi aussi bien au combat et aux combattants dans l'espace scientifique que dans l'espace de la vulgarisation, même si le thème est surreprésenté dans le second (23 %). Un des faits les plus marquants, analysés par Lise Galand, est la surreprésentation de la thématique de la mémoire et des traces dans l'espace médiatique (30 %) : en toute logique, on invite des historiens sur les plateaux de télévision ou à la radio pour évoquer l'actualité, ce qui pousse les prises de parole vers une « histoire de la mémoire ».

D'autres contrastes sont visibles : l'histoire politique, en dehors du monde scientifique, intéresse moins (6 % contre 11 %) ; la grande catégorie des « Culture(s) » de guerre n'attire que peu en dehors de l'historiographie scientifique (6 %). Les « Sociétés en guerre » ne disparaissent pas des débats grand public, tandis que les opérations militaires, elles, avoisinent les 10 % de l'ensemble.

Une deuxième manière, diachronique, de lire ces données est de s'intéresser à d'autres corpus plus anciens, pour voir dans quelle mesure le Centenaire a « changé » notre manière de faire de l'histoire. Cette comparaison est rendue possible par l'étude menée par Simon Catros, sur un corpus certes restreint, mais très intéressant, celui des recherches doctorales. Nous renvoyons à la lecture de sa contribution.

On serait tenté, à partir des chapitres qui vont suivre, de conclure globalement que l'histoire de la Grande Guerre, à la faveur du Centenaire, a poursuivi sa dynamique sur les chemins d'une histoire sociale et culturelle des sociétés en guerre, à l'arrière comme au front. Aux côtés des trois grands axes autour desquels

se structure ce bilan – la dilatation de la chronologie traditionnelle de la guerre, l'internationalisation et l'intense diversification des thématiques – les lectrices et les lecteurs pourront mesurer, avec une très grande précision, les inflexions apportées à notre vision de la Première Guerre mondiale. Ils pourront, de concert, observer la place de la discipline historique dans la période si intense qu'a représenté le Centenaire.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Simon Catros est docteur en histoire des relations internationales et de l'Europe et professeur agrégé (INSPE de Paris, Sorbonne Université). Sa thèse sous la direction d'Olivier Forcade, soutenue en 2015, a été publiée en 2020 sous le titre *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*. Lauréat du 1^{er} prix de thèse de l'IHEDN et partenaire du laboratoire SIRICE, il poursuit ses recherches en histoire des relations internationales et travaille actuellement sur les sociétés en guerre et sur la didactique de l'histoire.

Nicolas Charles est agrégé d'histoire et chercheur. Il s'intéresse aux occupations du Nord de la France par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale. Il est l'auteur de plusieurs articles et chapitres d'ouvrages sur le sujet. Il vient notamment de coordonner avec Stéphane Tison *Reconstruction(s), les Ardennes après la Grande Guerre*, à paraître aux Presses universitaires du Septentrion. Il est aussi le créateur et l'animateur du podcast *Histoire en séries*, qui permet d'analyser les séries à travers le regard d'universitaires (<https://www.histoireenseries.com>).

Frédéric Clavert, docteur en histoire contemporaine de l'université de Strasbourg, est professeur assistant au Centre for Contemporary and Digital History de l'université du Luxembourg. Il s'est d'abord intéressé à l'histoire de l'organisation monétaire du continent européen dans l'entre-deux-guerres, avant de se tourner vers l'usage des sources primaires nativement numériques en histoire et dans les *Memory Studies*. Ses recherches sur la Première Guerre mondiale sur Twitter ont fait l'objet de diverses publications, y compris sur les conséquences méthodologiques de l'usage de données massives en histoire. Avec Caroline Muller (université Rennes 2), il coordonne l'ouvrage en ligne *Le Goût de l'archive à l'ère numérique* (<https://www.gout-numerique.net>).

Sylvain Delpout est agrégé d'histoire. Titulaire d'un master recherche de l'université Panthéon-Sorbonne, ses travaux sous la direction de Nicolas Offenstadt et Alya Aglan portaient sur la mémoire de la Première Guerre mondiale sous le Troisième Reich. Il enseigne au lycée Henri Moissan de Meaux et a récemment participé à des ouvrages scolaires et parascolaires parus aux éditions Nathan et Atlande.

Lise Galand est agrégée d'allemand. Elle a travaillé comme ATER en histoire contemporaine et en LEA allemand à Sorbonne Université. Elle a soutenu, en 2021, une thèse d'histoire et de civilisation sous la direction d'Hélène Miard-Delacroix et Olivier Forcade, intitulée « L'Allemagne impériale et le spectre de l'encerclement : diffusion, circulation et transformations d'une notion dans l'espace public (1906-1914) », à Sorbonne Université, au sein de l'UMR SIRICE. Elle a publié, entre autres, « Le blocus dans l'Allemagne impériale d'avant 1914 : représentations et anticipations du conflit à l'exemple des questions navales », dans les *Cahiers Sirice* (n° 26, « Le blocus en 1914-1918. Histoire et mémoire », dir. Olivier Forcade et Arndt Weinrich, 2021, p. 47-57), « Servir l'Allemagne impériale par l'expertise historique. Des universitaires en action face à la menace de guerre, 1911-1914 », dans les *Cahiers Sirice* également (n° 18, « Experts et gouvernance. Quelles expertises pour quelle autorité ? », dir. Yasmina Aziki, 2017, p. 13-28).

496

Benjamin Gilles est directeur du réseau des bibliothèques universitaires de l'université de Picardie Jules-Verne. Préparant actuellement une thèse consacrée à la genèse de *Témoins* de Jean Norton Cru sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau, il est l'auteur de *Lectures de Poilus. 1914-1918, livres et journaux dans les tranchées*, publié chez Autrement (2013) et avec Arndt Weinrich de *1914-1918, une guerre des images. France-Allemagne*, édité par La Martinière (2014). Il a été commissaire de l'exposition « Vu du front » (BDIC/Musée de l'Armée) et membre du conseil scientifique de la Mission du Centenaire de la Grande Guerre.

Franziska Heimbürger est historienne, maîtresse de conférences en civilisation britannique à Sorbonne Université. Elle travaille sur le rôle et la place des langues dans les coalitions militaires et comme outil pour écrire l'histoire différemment.

Elisa Marcobelli est post-doctorante à l'université de Picardie Jules-Verne. En 2015, elle a soutenu une thèse intitulée *Solidarité en crise ? Les socialistes français, allemands et italiens face aux crises internationales, 1889-1915* (EHESS/Freie Universität Berlin), publiée en 2020 aux éditions Arbre bleu. En 2021, une traduction anglaise en a été publiée aux éditions Palgrave Macmillan (sous le titre *Internationalism Toward Diplomatic Crisis*). Ses recherches portent sur l'histoire des socialismes, de l'opposition à la guerre, de la Première Guerre mondiale.

Nicolas Patin est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Bordeaux Montaigne et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon, il est spécialiste de l'Allemagne du premier XX^e siècle, de la Première Guerre mondiale et du

nazisme. Il a publié chez Fayard *La Catastrophe allemande, 1914-1915* (2014) et *Krüger, un bourreau ordinaire* (2017), ainsi que *La Grande Guerre vue d'en face* (Albin Michel, 2016) avec Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich et Arndt Weinrich.

Arndt Weinrich est DAAD-Fachlektor en histoire contemporaine à Sorbonne Université et chercheur associé à l'UMR SIRICE. Il s'intéresse à l'histoire culturelle du fait militaire aux XIX^e et XX^e siècles. Membre du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, il a fait partie, entre 2012 et 2019, du conseil scientifique de la Mission du Centenaire. Il a publié, entre autres, *Writing the Great War. The Historiography of World War I from 1918 to the present* (Berghahn Books, 2021, avec Christoph Cornelissen) et *Der Weltkrieg als Erzieher. Jugend zwischen Weimarer Republik und Nationalsozialismus* (Klartext, 2013).

Bérenice Zunino, agrégée d'allemand, docteure en études germaniques et en histoire contemporaine, est maîtresse de conférences en histoire et civilisation des pays de langue allemande à l'Université Bourgogne-Franche-Comté (CRIT, EA 3224) et membre partenaire de l'UMR SIRICE (Sorbonne Université). Elle consacre ses travaux de recherche à l'histoire culturelle de la Première Guerre mondiale en Allemagne, aux études visuelles et à la presse illustrée. Elle a notamment publié *Die Mobilmachung der Kinder im Ersten Weltkrieg* (Berlin, Peter Lang, série *Zivilisationen und Geschichte*, dir. Ina Ulrike Paul et Uwe Puschner, 2019), et, avec Claire Aslangul (dir.), *La Presse et ses images. Die Presse und ihre Bilder* (même série, 2021).

TABLE DES ANNEXES

L'ensemble des annexes relatives au Bilan scientifique du Centenaire est disponible, en téléchargement, sur la plateforme d'archive ouverte pluridisciplinaire HAL à l'adresse suivante : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03484213>. Ce fichier correspond à l'ensemble des annexes évoquées dans le bilan, et donne accès, avec une transparence maximale, aux données qui ont aidé à le construire. Les données sont ordonnées selon le classement ci-dessous.

ARNDT WEINRICH & NICOLAS PATIN BILAN GÉNÉRAL

499

1. Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes français de la Première Guerre mondiale dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale (année 2012-2017) et Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes internationaux de la Première Guerre mondiale ayant participé au centenaire de la Première Guerre mondiale en France (année 2012-2017)
2. Liste des entretiens réalisés par Arndt Weinrich
3. Taxinomie transversale
4. Notes du conseil scientifique
 - a. Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (octobre 2012)
 - b. Note pour le président de la République sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (mars 2013)
 - c. Le génocide des Arméniens : un bilan des recherches
 - d. Note sur les commémorations de 1916 (avril 2015)
 - e. Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 (décembre 2016)
 - f. Retour sur 1917, « l'année terrible » de la Grande Guerre (décembre 2016)
 - g. Traités de paix 1919-1923 : quels sens, cent ans après ? (juin 2018)
5. Comptes rendus des réunions du conseil scientifique de la Mission du Centenaire
 - a. Compte rendu de la réunion du 20 septembre 2012
 - b. Compte rendu de la réunion du 29 janvier 2013
 - c. Compte rendu de la réunion du 12 mai 2014
 - d. Compte rendu de la réunion du 29 septembre 2014

- e. Compte rendu de la réunion du 20 avril 2015
 - f. Compte rendu de la réunion du 31 mai 2018
6. Convention constitutive du groupement d'intérêt public « Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, 1914-2014 »

SIMON CATROS

LA JEUNE RECHERCHE DURANT LE CENTENAIRE :
SÉMINAIRES, MASTERS, DOCTORATS

Thèses soutenues (1985-2011)

Thèses soutenues (2012-2018)

Thèses déposées ou en cours (2012-2018)

500

ELISA MARCOBELLI

COLLOQUE ET JOURNÉES D'ÉTUDES :
UN ÉTAT DES LIEUX (2012-2019)

Liste des colloques scientifiques

Programme du colloque « Batailles » (1916)

Base de données des colloques scientifiques

Feuille 1 : Base de données des colloques et journées d'études durant le Centenaire
(n=374)

Feuille 2 : Nombre d'interventions par des intervenants français durant le
Centenaire (n=2556)

Feuille 3 : Institutions de rattachement des intervenants français (n=927)

Feuille 4 : Nombre d'interventions par des intervenants étrangers durant le
Centenaire (n=974)

FRANZISKA HEIMBURGER

LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTENAIRE

Bibliographie scientifique du centenaire français de la Grande Guerre (436 pages)

BENJAMIN GILLES

SERVICES D'ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES PENDANT LE CENTENAIRE :
AU CŒUR DE LA DIFFUSION SCIENTIFIQUE ?

Questionnaire envoyé aux archives (municipales, départementales, nationales)

Questionnaire envoyé aux bibliothèques municipales et intercommunales

NICOLAS PATIN

LES LIVRES DU CENTENAIRE : PUBLICATION, DIFFUSION, RÉCEPTION

Base de données des livres publiés en français durant le Centenaire (2012-2018)

Point focus « Paroles de Poilus »

Point focus « Mai 1968 »

Point focus « Littérature »

BÉRÉNICE ZUNINO

LA DYNAMIQUE MUSÉALE DU CENTENAIRE :

RETOUR SUR LES EXPOSITIONS CONSACRÉES À LA GRANDE GUERRE

Base de données des expositions durant le Centenaire

NICOLAS CHARLES

LA PLACE DES ENSEIGNANTS :

LE LIEN ENTRE L'ÉCOLE ET LA RECHERCHE

Questionnaire envoyé aux référents académiques 14-18

SYLVAIN DELPEUT

LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC :

VECTEUR DE VULGARISATION DURANT LE CENTENAIRE

Conférences grand public en France

Conférences grand public à l'étranger

LISE GALAND

LES SPÉCIALISTES ET LES MÉDIAS

DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE (2012-2018) :

QUELLES PRISES DE PAROLE POUR QUELLE VULGARISATION ?

1. Méthode de constitution des annexes – informations complémentaires
2. Liste des personnes sélectionnées pour l'étude quantitative
3. Liste des personnes interviewées
4. Les interventions des spécialistes français dans les médias français
5. Les interventions des spécialistes français dans les médias étrangers
6. Les interventions de spécialistes étrangers en France
7. Les interventions des spécialistes français en France entre 1956 et 2018

8. Liste des médias utilisés dans les annexes 1 et 3 avec indication de diffusion ou de part d'audience
9. Rapports d'activités de la Mission du Centenaire
 - a. Rapport d'activité 2014
 - b. Rapport d'activité 2016
 - c. Rapport d'activité 2017
 - d. Rapport d'activité 2018

TABLE DES MATIÈRES

Préface	
Stéphane Audoin-Rouzeau.....	7
Quel bilan scientifique pour le Centenaire de 1914-1918 ? Bilan général	
Arndt Weinrich & Nicolas Patin.....	11
La jeune recherche durant le Centenaire : séminaires, masters, doctorats	
Simon Catros.....	93
Colloques et journées d'études : un état des lieux (2012-2019)	
Elisa Marcobelli.....	145
Les publications scientifiques du Centenaire	
Franziska Heimburger.....	179
Services d'archives et bibliothèques publiques pendant le Centenaire : au cœur de la diffusion scientifique ?	
Benjamin Gilles.....	197
Les livres du Centenaire : publication, diffusion, réception	
Nicolas Patin.....	269
La dynamique muséale du Centenaire : retour sur les expositions consacrées à la Grande Guerre	
Bérénice Zunino.....	303
La place des enseignants : le lien entre l'école et la recherche	
Nicolas Charles.....	335
Les conférences grand public, vecteur de vulgarisation pendant le Centenaire	
Sylvain Delpeut.....	365
Les spécialistes et les médias dans le temps du Centenaire (2012-2018) : quelles prises de parole pour quelle vulgarisation ?	
Lise Galand.....	401
Le Centenaire et les nouveaux médias	
Frédéric Clavert.....	463

Remerciements.....	493
Notices biographiques.....	495
Table des annexes.....	499